

"La réalité. Nous l'habitons comme un vieux domicile où nous avons nos habitudes qui nous empêchent d'aller plus loin que deux ou trois pièces du rez-de-chaussée où nous faisons tout. Un domicile d'avant les HLM. J'entends par là une vraie maison : (...) un trou de forme aventureuse, comme l'homme qu'il doit abriter, tenir au chaud, alimenter en rêves, (...) avec toutes sortes de fausses marches, de placards, de dessous d'escaliers, de pièces dites mal conçues et d'endroits inutilisables, de surfaces blâmables et superflues. Ainsi habitons-nous dans la réalité. Et il y a au premier une pièce qu'on n'ouvre pas, comme le cabinet de Barbe-Bleue et qui contient probablement un vieux vélo, des planches à repasser, que sais-je, des pots de fleurs, des graines sèches. Et un escalier condamné. Et des fenêtres paralysées par suite du gonflement du bois. Le jour où l'on entre dans ces pièces, ce jour-là n'est pas comme les autres. Il est troué de nouvelles lumières, parcouru de nouveaux songes et de nouveaux courants d'air.

Nous n'habitons jamais tout notre appartement. Nous n'ouvrons jamais toutes nos fenêtres. (Nous n'en avons pas le temps et nous en portons mal.) Il y a parfois des phrases, des gens qui le font pour nous. Il faut que ces gens aient le temps de le faire. Du temps perdu. Du temps qu'on dit perdu. Qui ne soit pas passé à autre chose. Toute civilisation se bâtit sur le temps perdu. (...)

Des gens qui auraient pour profession de perdre leur temps, se promèneraient dans l'escalier, ils trouveraient des pièces et des fenêtres faites comme (...) la carte d'un pays, semblant les jalonner comme des petits drapeaux. La route d'on ne sait quelle Terre Promise. Où est ce pays ? Au premier étage, à portée de main, autour de nous, dans la maison, nous y habitons, c'est le nôtre et nous ne le savons pas. Nous ne le saurions pas sans leur aide.

Hélas ! Si nous savions le pays que nous habitons !"

Alexandre Vialatte

Terrorisme et Violence Politique, Notes & Etudes publiées avec le concours scientifique de l'Institut de Criminologie de Paris, est réalisé par Xavier Raufer, Chargé de Cours à l'Institut de Criminologie et François Haut, Maître de Conférences à l'Université Panthéon-Assas, directeur de la publication; avec la coopération de Serge Duroy et Gabriel Syme.

La reproduction, sous quelque forme que ce soit, des textes de la présente revue est interdite, sauf accord écrit de la direction.

Table des matières

Index des numéros parus en 1992

ANTIDOTE : Epitaphe : Althusser, les “Maos”, l'idéologie communiste-combattante

NOTES & ETUDES

Notes & Etudes : 1993 et après : réflexions sur le nouveau désordre mondial

Introduction

Orientation

Dénonciations

Inspirations

Etat des lieux :

Fin de millénaire, fin de siècle, fin de cycle

Le cycle nouveau

Menaces : inventaire, étalonnage

Dépérissement : les Organisations communistes combattantes (OCC)

Persistances : les menaces classiques et durables

Emergences : les menaces hybrides

Conclusion

Les Groupes Antiterroristes de Libération

"Vous aurez des nouvelles des GAL"

Le contexte

Le retour à la “guerre sale”

GAL : le concept, sa mise en oeuvre

- Les GAL

- Le cadre

- L'opération

- Les opérateurs

Le marketing,, des GAL

Une “campagne” chère ?

Comment se déroulent les opérations ?

Qui commande ? A qui profite le crime ?

Les “Galeux” de A à Z

Les GAL : chronologie

Brigades rouges : l'adieu aux armes

Itinéraire personnel

L'organisation

Les rapports des BR avec le monde extérieur

Aujourd'hui et demain

Page d'histoire

“Instructions pour une prise d'armes” ou le goût du travail bien fait

Le premier de tous les manuels d'insurrection : “Instructions pour une prise d'armes”

Index des numéros parus en 1992

T&VP N° 4 - Janvier 1992 "Zones grises" : la menace - Les nouvelles "terres inconnues" - Caractéristiques précises de ces "zones grises" - Autre problème grave : la corruption - La reconversion des guérillas - Le développement du narco-terrorisme - Une situation identique prévaut dans la "zone grise" asiatique - Objectif : le monde - Pas de solution miracle - Un modèle de "Zone Grise Urbaine" : Los-Angeles - Xénophobie et composition mono-ethnique - Les bandes hispaniques - Les bandes afro-américaines - Adhésion à une micro-culture violente - Volonté de contrôle territorial - Financement par la vente de stupéfiants.

T&VP N° 5 - Mai 1992

Y aurait-il de "bons" terroristes - ASALA, PKK... : Saddam Hussein recrute - L'Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie, ASALA - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK - Histoire, organisation - Chronologie - Allégeances et alliances - Activités en Europe - "Réseau Apple" : un groupe maoïste danois au service du FPLP : 1968-1988 - Le COSE-FPLP - Le Département international du FPLP - Histoire d'un groupuscule maoïste danois, le KAK (1963-78), puis le KAG (1978-88) - L'apparence du KAG : un groupe révolutionnaire légal, voué aux actions charitables - Le "mariage" KAK-KAG / FPLP - Les activités clandestines du KAG - Le procès du KAG - Conclusion - Annexes - Principaux attentats du Commandement des opérations spéciales à l'étranger (Cose-FPLP), 1968-1976 - Un "militant internationaliste" du FPLP : Marc-Roland Rudin - "Étudiions consciencieusement la pensée militaire du Président Mao" - Sélection des Ecrits militaires de Mao Zedong - La "Conférence internationale de soutien à la révolution islamique en Palestine", Téhéran, octobre 1991 - La "Troisième conférence internationale de soutien à l'intifada islamique en Palestine", Beyrouth, décembre 1991 - Proche-Orient, les règles du jeu : extrait d'une interview de Nizzametin Tas.

T&VP N°6&7 - Décembre 1992 - LE CHAOS BALKANIQUE

192 p., format 150 x 215, cartes; volume publié par La Table Ronde. A été adressé aux abonnés payants ainsi qu'aux souscripteurs.

Introduction : difficultés de l'entreprise - Des bouleversements cataclysmiques - Le réveil du terrorisme - La mosaïque balkanique : populations, minorités, religions, facteurs belligènes : Albanie - Bulgarie - Ex-Yougoslavie - "Troisième Yougoslavie" - Serbie - Monténégro - Nations indépendantes de l'ex-Yougoslavie - Bosnie-Herzé

ANTIDOTE : Epitaphe : Althusser, les “Maos”, l'idéologie communiste-combattante

Dans la préhistoire idéologique de ces mouvements terroristes qui, dès le début des années 70, se sont donnés à eux-mêmes le nom de “communistes-combattants” (Fraction armée rouge, Brigades rouges, Cellules communistes combattantes, etc., aujourd'hui moribonds ou disparus) ce sont des maoïstes français, eux-mêmes disciples de Louis Althusser, philosophe marxiste-léniniste enseignant à l'École Normale Supérieure, qui, sans conteste, ont exercé en Europe l'influence doctrinale la plus forte.

En effet, c'est au sein du “Cercle d'Ulm” de l'Union des étudiants communistes parisiens (alors affiliée au PCF) que s'est alors opérée, à l'occasion d'un “retour à Marx”, la découverte des textes fondamentaux de Mao Zedong (on disait à l'époque Mao-Tsé-Toung). En soixante ans d'écrits théoriques, stratégiques ou tactiques, de discours et de “pensées” Mao a naturellement dit tout et son contraire; mais le Mao qui fascine ces jeunes bourgeois révolutionnaires est le plus violent -”Le pouvoir est au bout du fusil”- et le plus anarchiste -”Feu sur le quartier général”.

Après avoir quitté l'UECF, ceux que l'on appelait alors les “Maos” créent l'Union des jeunes communistes-marxistes-léninistes, dissoute en mai 1968, puis la Gauche prolétarienne (GP), organisation qui fut la première à souligner l'urgence politique et pratique du passage à la lutte armée dans les grandes métropoles européennes. Après un passage à l'acte dans le domaine de la violence symbolique (enlèvements de courte durée, attentats à l'explosif) l'appareil “militaire” de la GP, baptisé la “Nouvelle Résistance Populaire” s'auto-dissout au moment d'avoir à sauter le pas et constituer une organisation terroriste et clandestine type Brigades rouges.

Écoutons deux de ceux qui furent des responsables de premier plan de la GP, Michel Le Dantec puis Benny Lévy (“Victor”, qui était aussi à l'époque le secrétaire de Jean-Paul Sartre), parler de l'influence qu'a eue Althusser sur leur évolution politique :

“Le cercle d'Ulm sentit qu'il fallait mettre les bouchées doubles et se découvrir de plus en plus. Chacun savait que son activité était soutenue par Althusser et appuyée sur ses travaux (...) Avec Althusser, toutes mes connaissances éparses me semblaient se recomposer, se débarrasser de leurs scories éclectiques, prendre place dans une harmonie rassurante. Enfin, mon esprit de logicien matérialiste se découvrait une familiarité profonde avec l'enchaînement rigoureux des concepts althussériens (...) Les thèses de Marx sur Feuerbach étaient tout- à- fait péremptoires :

“Il ne s'agit pas de comprendre le monde mais de le transformer”. Toute théorie politique n'engendrant pas une pratique révolutionnaire de masse à plus ou moins court terme ne pouvait être du marxisme. Or je désirais de toutes mes forces être marxiste pour réussir la Révolution. Je devins donc althussérien, puis, logiquement, pro-chinois.”

Voici maintenant un entretien entre “Victor”, interrogé par Michèle Manceaux dans “les Maos en France”.

“-Sur quoi vous appuyez-vous, à l'époque, pour prendre vos décisions? Sur la pensée de Marx? celle de Mao?”

Victor. - Non, pas exactement. Il y a eu une première étape de l'UJC-ML fortement marquée par l'emprise théorique d'Althusser. A ce moment là, oui, on parlait des livres, en règle générale ; parce que c'est quand même à cette époque-là, qu'on a créé les comités Vietnam de base qui étaient une réelle organisation à caractère de masse. Ce qu'il faut voir avec Althusser, c'est à quel moment il apparaît : fin de la guerre d'Algérie, le désarroi est très important dans le milieu étudiant (...) Dans cet état de désarroi les premiers articles d'Althusser apparaissent un peu comme un mirage. Pour pas mal d'entre nous, ça a été un formidable appel d'air : le retour à la lettre, aux origines, aux principes du marxisme, qui allait nous permettre de surmonter les difficultés pratiques (...).

Mais voici qu'après la parution d'un ouvrage posthume d'Althusser, "L'avenir dure longtemps" (Stock, 1992), l'un de ceux qui furent ses étudiants et prépara avec lui le concours d'agrégation de philosophie s'est décidé à réagir. Il s'agit de Clément Rosset, sans doute le philosophe le plus caustique et le plus tonique de la jeune génération, dont nous avons déjà repris quelques textes, meurtriers pour les somnambules idéologiques, dans notre rubrique "Antidotes". La réaction de Rosset a pris la forme d'une plaquette¹ qui, pour reprendre une formule fameuse, a fait l'effet d'un coup de pistolet au milieu du concert hagiographique posthume donné par les ex-maolâtres-Althusseriens, aujourd'hui bourgeoisement réinsérés dans la sphère médiatico-éditorialo-caritative. Ces lignes où la férocité allègre le dispute à la lucidité font une épitaphe appropriée à une idéologie naguère meurtrière et aujourd'hui, heureusement, défunte.

Sur Althusser lui-même :

"Au lieu du dogmatique que je m'imaginai, un pur sceptique ; au lieu du fanatique, un parfait refroidi. Son regard en disait déjà long sur ce point : non celui d'un serpent, apparemment endormi mais qui guette le bon moment pour vous sauter à la gorge, -plutôt l'oeil vide d'un saurien "énervé" au sens propre du terme, par trente ans de captivité au Jardin des Plantes, dont les visiteurs du musée s'efforcent en vain d'attirer l'attention."

Sur le système et les disciples du maître :

"Une dernière idée, qui était comme on dit dans l'air du temps, devait s'ajouter à ces folies et achever de semer le trouble dans la raison déjà chancelante d'Althusser : le concept de "scientificité", ou de l'opposition, conçue par Althusser ou suggérée par un de ses disciples, je ne sais, entre ce qui était "scientifique" et ce qui relevait de l'"idéologique". Ce manichéisme simpliste obtint naturellement les effets qu'obtient tout manichéisme: tout ce qui était ou semblait marxiste devint aussitôt scientifique, tout ce qui ne l'était pas, idéologique. Ce verdict fondamental s'autorisait, il va sans dire, des nuances que permet l'emploi du double adjectif : tel penseur illustre et confirmé par l'estime des siècles se voyait seulement taxé d'"idéologue pré-scientifique", alors que son concurrent moderne et manifestement imbécile, pourvu qu'il pensât à gauche, n'était traité que de "scientifique encore un peu idéologue". Voilà qui avait de quoi égaliser les chances et contenter tout le monde, faisant de tout génie un révolutionnaire en puissance et du premier ahuri venu un révolutionnaire en attente d'idées. (...) il est vrai que, chez Althusser et son équipe, le terme de scientifique ne désignait pas ce qu'on a l'habitude de considérer comme scientifique, par exemple les mathématiques ou la physique, mais bien le marxisme-léninisme et la psychanalyse, bizarrement considérés connues seules "sciences exactes", par l'effet d'une aberration mentale dont l'excès même, aujourd'hui où j'écris ces lignes, me semble défier toute analyse et réflexion. Quoiqu'il en soit, beaucoup des disciples d'Althusser, de ces althussériens mineurs au sens où l'on

¹ "En ce temps-là, notes sur Louis Althusser" Editions de Minuit, juin 1992, 50 pages, 35 f.

parle de “ socratiques mîmeurs”, brodèrent et brodent encore aujourd'hui sur ce thème absurde de l'identité, de la science et de la projection de leurs propres fantasmes.

J'ajouterai cependant un seul mot concernant la curieuse personnalité de cet agité confusionnel qui s'était persuadé que la Révolution ne deviendrait possible que le jour où les ouvriers français auraient lu et compris les écrits de Lacan, et s'employait activement à hâter et favoriser cette lecture. Ce cas, dont on pouvait d'ores et déjà mesurer la gravité, n'a d'ailleurs fait, me semble-t-il, que s'aggraver par la suite. Dans un ouvrage récent, qui date de 1988, notre auteur ajoute en effet que la compréhension véritable de l'Histoire, qui suppose la connaissance de Marx et de Lacan, demande aussi une connaissance approfondie des mathématiques modernes, de Heidegger et de nombreux autres auteurs dont Höderlin et Mallarmé. Du sérieux boulot supplémentaire en perspective pour nos ouvriers. ”

NOTES & ETUDES

Notes & Etudes : 1993 et après : réflexions sur le nouveau désordre mondial

Xavier Raufer

Introduction

Le pêché suprême en politique" dit Jean-François Revel dans un récent éditorial² "est l'incapacité de percevoir la nouveauté, qu'elle soit bonne ou exécrationnelle et l'empressement paresseux à y appliquer des schémas explicatifs tirés du passé; ou encore trop vagues et généralisateurs". Conclusion : "en ne s'adressant qu'aux résidus de l'Histoire, comment réagir de façon appropriée à ce qu'elle apporte d'inédit ?"

Cette réflexion est particulièrement frappante quand on considère l'état de la réflexion française sur la sécurité. Précision : nous parlons ici d'une France comprise dans l'ensemble européen, d'une façon ou d'une autre, à la fin de l'actuelle décennie; et de sécurité globale, le distinguo classique extérieur-intérieur étant de moins en moins pertinent. En effet, aucun domaine n'a plus changé depuis trois ans; des bouleversements immenses sont en cours, à l'échelle sans doute de ceux qui suivirent la chute des empires Ottoman et Austro-Hongrois.

Or si les études abondent; si les colloques se multiplient sur tel aspect particulier, tel point de détail de cette authentique révolution, trop rares sont les textes portant sur ses aspects fondamentaux³, les tentatives de donner une réponse globale à des questions simples - mais vitales- comme celles-ci : en terme de sécurité, quelles règles du jeu pour le monde nouveau qui émerge aujourd'hui ? Quelles menaces disparaissent ? Persistent ? Emergent ? Mais d'abord : quels obstacles intellectuels lever pour percevoir clairement ces mutations ? Poser des diagnostics justes ?

² “ Le Point ” 11 avril 1992

³ "L'empire et les nouveaux barbares" Jean-Christophe Rufin, Jean-Claude Lattès, 1991; "La planète balkanisée" Yves Marie Laulan, Economica 1991

Au terme d'une décennie d'observation attentive du continuum violence politique-stratégies indirectes - conflits à basse intensité, nous ébauchons ici une réponse, fruit d'une recherche qui s'est successivement attachée à :

- . dresser une nomenclature réaliste des menaces,
- . différencier, parmi celles-ci, les nouvelles des anciennes,
- . apprécier leurs progressions ou leurs régressions.

Orientation

Vous souvenez-vous de l'ambiance, à la fin de 1989 ? La guerre froide s'achevait ; avec elle, s'évanouissait le spectre d'une guerre atomique suivie -selon des augures tout aussi apocalyptiques qu'incapables de s'accorder- d'un hiver ou d'un été nucléaire. Les dividendes de la paix -de juteuses économies consécutives à la fin de la course aux armements- allaient pouvoir s'investir dans le social, le développement, l'écologie. Un intellectuel américain voyait même venir la fin de l'Histoire avec un grand H.

Un an aura suffi à dégriser tous ces grands esprits mais, pour les opinions publiques européennes - notamment celle de France- le mal était fait et les séquelles sont là. En effet, depuis cet épisode optimiste, elles ne distinguent plus de menaces claires et immédiates : celles -tristement réelles- dont nous parlons plus bas lui semblent abstraites et lointaines à la fois. Bref : rien ne vient plus réveiller ou raffermir leur réflexe de défense. Que faire alors pour convaincre l'opinion de notre pays que le monde bouleversé et chaotique émergeant aujourd'hui est, à sa façon, aussi dangereux que celui, bipolaire, d'hier ? Deux choses, selon nous :

- . présenter à cette opinion anesthésiée les forces menaçantes d'aujourd'hui et de demain de façon argumentée et convaincante,
- . mais d'abord sortir la réflexion stratégique du moralisme qui l'engluie aujourd'hui.

Dénonciations

"Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la bonté d'âme sont précisément la pire des choses."

Karl von Clausewitz in "Guerre et politique"

Revenons brièvement à la fin des années 70 : le marxisme-léninisme s'effondre alors en tant qu'idéologie, contraignant au recyclage nombre d'intellectuels révolutionnaires peu désireux de sombrer avec le navire du "socialisme réel". Que faire ? Heureusement pour eux, "les idéologies politiques mêlent toujours avec plus ou moins de bonheur les propositions de fait et les jugements de valeur"⁴; ces intellectuels vont donc abandonner le domaine des faits et occuper le terrain des "jugements de valeurs", une position de repli idéale et logique à la fois. Ainsi, comme le lait tourne en eau les jours d'orage, l'idéologie se dégrade en moralisme, doctrine consistant à "ajouter à l'observation des faits, une appréciation des intentions", pour reprendre la définition classique. L'enthousiasme quasi-général devant ce retour au bercail des enfants prodiges de mai 68 aidant, la décennie 80 a été celle du moralisme. La politique, la diplomatie, le droit, y ont été envahis par

⁴ " L'opium des intellectuels " Raymond Aron, Gallimard, 1968.

l'effusion sentimentale, l'émotivité, le bon sentiment : le grand retour de Jean-Jacques Rousseau, orchestré et amplifié par les télévisions jouant avant tout sur l'instantané et l'émotif.⁵

Pour parler avec mesure, cette doctrine n'a pas produit que des effets positifs. Ainsi, à notre modeste échelle nationale, SOS-racisme, le mouvement phare de cette nouvelle "génération morale", a-t-il vu le nombre de ceux qu'il proclame "racistes" à peu près quadrupler depuis le début de sa croisade. Autre conséquence, internationale celle-là, de cette vague néo-rousseauiste : l'explosion de l'humanitaire, élevé au rang d'universelle béquille morale et tenant désormais lieu de diplomatie, de politique et de substitut à la belligérance. Donner à l'opinion publique le sentiment qu'on intervient *urbi et orbi* alors qu'on ne fait rien : le stratagème était irrésistible pour des politiciens à la recherche d'une dimension internationale, de préférence sans trop de casse. Et c'est ainsi que, petit à petit, l'avion-cargo a remplacé la canonnière, au grand scandale des sociétés humanitaires elles-mêmes qui n'ont pas été longues à comprendre qu'elles servaient désormais d'alibi à toutes les démissions politiques. "Aux tanks serbes, déclare ainsi le docteur Claude Malhuret, ancien président de Médecins Sans Frontières, l'Occident a répondu par des ambulances; aux obus, par des caisses de médicaments". Résultat de ce show médiatico-charitable ? "Un encouragement pour les agresseurs à poursuivre leurs destructions et massacres, dont les conséquences incombent ainsi à la voirie internationale", constate Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères.

Des mésaventures et dérapages qui permettront de vérifier la cruelle justesse de la définition du moralisme donnée par le philosophe Clément Rosset : "Coïncidence du désir de bien agir à un effet de mal faire... l'intention morale aboutit toujours bizarrement aux effets les plus scabreux". Chez nos dirigeants politiques post-81, imbibés du néo-rousseauisme ambiant, ces effets se sont traduits par une incapacité prolongée à faire la différence entre les terroristes d'Action directe et des soixante-huitards un peu chahuteurs; entre les complices cubains du Cartel de Medellin et une force de résistance à l'impérialisme; entre les gangs de Los Angeles ou du Val-Fourré et les sympathiques héros de "West Side Story"; le tout avec les conséquences qu'on sait.

Ajoutons, pour conclure sur ce point, que l'insuccès manifeste de leurs entreprises n'a nullement empêché nos moralistes médiatiques de continuer de donner des leçons à la planète entière; encore moins à se poser en modèles, au nom même de leurs errances passées. Une persévérance opportune en terme d'image car "Choisir avec à-propos le moment de piétiner ce que l'on a vénéré permet de se trouver à deux reprises dans le sens de l'Histoire sans jamais avoir abandonné celui du courant".⁶

Inspirations

Pour réfléchir utilement aux dangers d'aujourd'hui et de demain, la prospective stratégique, aiguillon des politiques de sécurité et de défense, doit donc quitter au plus vite les sables mouvants du sentimentalisme pour s'établir sur un sol ferme et s'y doter de fondations solides. Ces fondations, nous les trouvons dans le réalisme, la politique et le droit.

⁵ Dans un éditorial du "Point", juillet 1992, Alain Duhamel a dénoncé durement le rôle des télévisions dans l'instauration d'une "démocratie émotionnelle" aux effets particulièrement pervers : situations caricaturées, démagogie, exaspération des antagonismes, tribalisme et, au bout du compte, affaiblissement de la rationalité des spectateurs.

⁶ Jean-François Revel, "Le regain démocratique", Fayard, 1992.

- L'observation mesurée et attentive de la réalité des choses; en l'occurrence des situations, groupes et individus réellement menaçants, est la seule recette connue pour dissiper les illusions et les rêves; guérir les aveuglements idéologiques les plus tenaces. Douleuruse, sans échappatoire possible, la réalité a l'immense mérite d'être déchiffrable par qui la prend précocement en compte. Refuser, en revanche, de la regarder en face c'est se condamner à raisonner faux sur des figures fausses; à être sans cesse pris de court.
- Sécurité, défense sont au coeur de l'exercice de la souveraineté nationale, donc du politique dans son acceptation la plus noble. Percevoir un danger, se préparer à l'affronter est l'acte politique par excellence. "Le métier de politique, comme celui de médecin" dit encore Jean-François Revel "consiste à formuler des diagnostics exacts, sans lesquels on n'a aucune chance d'extirper le mal... Le vrai politique doit toujours se demander quelle est l'origine de la question qui se pose et comment y répondre ou dissiper le malentendu qui l'engendre". (op. cit.)
- En finir, enfin, avec les excès du moralisme commande d'en revenir au droit et de s'en tenir à la règle suivante : "Le seul critère solide qui permette de faire le partage entre ce qui est répréhensible et ce qui ne l'est pas, est d'ordre non moral mais juridique et institutionnel; c'est à la loi et à la loi seule de décider de ce qui est juste et de ce qui est délictueux selon qu'il est conforme ou non à sa lettre." (Clément Rosset, op cit)

Reste que s'efforcer de raisonner rapidement et lucidement sur les menaces, les problèmes de défense, ne sert à rien si le fruit de cette sagacité n'est pas pris en compte par une partie au moins de la classe politique et des dirigeants du pays. Or ceux-ci -à qui l'on prédit chaque semaine plusieurs catastrophes planétaires de diverses natures- conservent pour l'heure le calme des vieilles troupes et attendent que l'opinion manifeste de façon claire et suivie son inquiétude à tel ou tel propos. D'où, bien sûr, la nécessité d'un travail d'agit-prop pour que la prise de conscience populaire puisse s'opérer. Ce travail d'explication, nous le concevons en deux phases successives :

- montrer qu'en 1993 et à vue humaine, notre monde, confus et chaotique, reste dangereux,
- Faire un état -réaliste, clair, mesuré- des menaces : celles qui s'estompent, celles qui persistent; celles, enfin, qui émergent.

Etat des lieux :

Fin de millénaire, fin de siècle, fin de cycle

Dans huit ans, un millénaire et un siècle s'achèvent. Leur dernière et commune décennie vit aujourd'hui les affres d'une fin de cycle historique majeur. Pour reprendre le concept si fécond de Carl Schmitt, c'est le "Nomos" de la terre qui, aujourd'hui, change tout en entier. Forgé à partir du verbe grec "nemein" dont le sens est à la fois celui de prendre, partager et mettre à profit, le "Nomos" est pour Schmitt l'ordonnance globale du monde⁷. Conséquence : en séquences

⁷ Pour Schmitt, la Terre a déjà connu trois "nomos" successifs. Le premier s'est achevé par l'exploration des grands océans de la planète. Il était dominé par de puissants empires, purement terrestres, se considérant chacun comme le centre du monde. Le second "nomos" voit le partage de la planète par les peuples européens. Il dure jusqu'à la Première Guerre mondiale et repose sur un double équilibre : entre terre et mer d'une part, entre nations ou alliances sur le continent européen, de l'autre. Beaucoup plus bref, le 3ème "nomos" dure de 1945 à 1989; il repose sur l'équilibre de

entremêlées, confusément, le vieux dépérit, le neuf apparaît à nos yeux. Tout est loin d'être clair dans ce tableau complexe où, simultanément, certaines menaces s'effacent alors que d'autres émergent, mais la disparition d'éléments essentiels du cadre conflictuel du "Nomos" révolu est déjà acquise, ou inscrite dans les faits.

Monde bipolaire : disparition

L'histoire de ce siècle est celle de l'affrontement - idéologique, puis politico-militaire- entre le communisme et le capitalisme libéral. A partir de 1945, deux blocs qui les représentent s'opposent en une guerre froide de 44 ans, parsemée de conflits, régionaux, eux, "chauds". Durant cette ère, tout conflit, toute rivalité -lutttes de libération nationale et de décolonisation, conquête de l'espace,etc.- s'inscrit forcément dans ce cadre d'affrontement majeur. La disparition de l'Union Soviétique et la dissolution du bloc de l'Est sonnent le glas de cet ordre mondial bipolaire. Les conséquences de cet événement immense sont, comme il se doit, à la fois bonnes et mauvaises :

- Bonnes. La bataille rangée en centre Europe, entre armées de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, n'aura pas lieu. L'Europe occidentale n'est plus menacée d'invasion; nulle flotte ne peut désormais interdire aux occidentaux l'accès de quelque mer, de quel qu'océan que ce soit. Résultat : les ventes d'armes conventionnelles lourdes s'effondrent depuis qu'a été abattu le Mur de Berlin.
- Mauvaises. La guerre froide était un facteur puissant de stabilisation dans l'ordre international, comme dans l'ordre intra-étatique. Sa fin voit les relations de solidarité et d'inter-dépendance d'hier se dissoudre rapidement. Les règles strictes établies pour assurer l'équilibre de la terreur n'ont plus cours; l'irrationnel fait son retour dans le domaine des relations internationales.

Mise au placard du nucléaire (entre grandes puissances)

Ce déséquilibre soudain engendre-t-il un risque accru de conflit nucléaire entre les grandes puissances ? Au contraire : désormais l'opinion publique mondiale a compris que "ce ne sont pas les moyens d'extermination qui exterminent, mais des hommes qui en exterminent d'autre grâce à elles"⁸ et que le feu nucléaire, arme absolue, ne peut être utilisé que contre un ennemi absolu. Qui enfreint cette loi devient un monstre, mis sur le champ au ban de l'humanité. Ainsi, l'Amérique Reaganienne pouvait-elle songer à vitrifier l' "empire du mal" soviétique; celle de Bush ne peut un instant envisager une frappe atomique sur une Russie quasiment réduite à la mendicité. Pour les grandes puissances tout au moins⁹, l'arme nucléaire, qui relevait de la logique du tout ou rien, ne tire donc pas vraiment mieux son épingle du jeu que l'armement conventionnel lourd. La situation est différente dans le tiers-monde¹⁰ ainsi que nous le verrons plus loin.

deux masses, l'une continentale, l'autre terrestre et maritime à la fois et inclut une troisième dimension, aérienne et spatiale. Ce "nomos" disparaît alors que tombe le Mur de Berlin. Un 4ème "nomos" émergera dans un avenir indéterminé, avec l'apparition de nouveaux équilibres planétaires.

⁸ " La notion de politique – Théorie du partisan " coll. Liberté de l'esprit, Calmann-Lévy, 1972

⁹ Aujourd'hui, six nations possèdent un armement nucléaire substantiel: Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Chine, Israël.

¹⁰ Tiers-monde : persuadés qu'il est de fait absurde de "mettre dans un moule commun des sociétés très différentes par leur histoire, leurs structures, leurs institutions, leurs moeurs et leur organisation sociale " ainsi que de "supposer que la planète entière obéit à un système de stratification analogue à celui de la France de l'Ancien régime" (Raymond Boudon " Vidéologie " Fayard 1986) nous continuerons par commodité à faire usage de ce terme, dans un sens plus étroit cependant que celui

Figure du Partisan : effacement

Le "Partisan" -l'irrégulier, le guérillero, le moujahid, le résistant, le terroriste- est la figure centrale du combattant de l'ère bipolaire. Son essence est politique et révolutionnaire. Tout le reste peut varier : la profondeur de son enracinement; le terrain, rural ou urbain, où il opère; l'idéologie qui l'anime; l'importance de ses forces, la mobilité, l'agressivité de celles-ci; mais pas sa nature politique qui seule le distingue du mercenaire ou du bandit de grand chemin. Durant la Guerre froide -guerre de fronts, de positions- le partisan opère dans les zones disputées ou, mieux encore, sur le "ter-ritoire" d'un des deux blocs. C'est la super-puissance concurrente qui lui fournit les moyens de combattre derrière les lignes de l'ennemi, mais aussi la référence idéologique qui consacre sa nature politique. Jusqu'à l'effondrement du Mur de Berlin, la rivalité des super-puissances donne au partisan son espace de manoeuvre; lui permet d'avancer vers son objectif. Ces opportunités existent-elles encore dans le monde qui émerge ? Pas sûr. Le Partisan devra, à terme, s'intégrer, muter ou disparaître¹¹. Mais préalablement -et d'urgence- changer de discours s'il veut rester dans la course. C'est ce que refusent de comprendre pour l'instant les dirigeants palestiniens, prisonniers d'une vue du monde archaïque et d'une rhétorique à bout de souffle. A la consternation de leurs meilleurs amis, ils continuent à tenir des discours fleurant bon leurs années 60, pathétiquement décalés par rapport à la réalité de 1992.

Modèle de l'Etat-nation à l'européenne : abandons

Par Etat à l'européenne, nous entendons un ensemble politique, institutionnel et juridique exerçant sa souveraineté sur un territoire et détenant l'autorité nécessaire pour y mener une action intérieure et extérieure. Ce type d'Etat n'existe tout simplement plus dans une grande partie de l'Afrique, ni dans d'immenses territoires d'Amérique Latine et d'Asie centrale, où les colonisations passées l'y avaient acclimaté.

Concrètement, l'abandon de ce modèle signifie que les problèmes qui accablent ces territoires immenses -démographie galopante; urbanisation incontrôlée; abandon à elles-mêmes des zones rurales et donc déforestation et désertification; surconsommation de l'eau; accumulations des dettes etc- ne sont plus affrontés. Pire : la disparition -même temporaire- d'une souveraineté étatique dans ces contrées multiplie le risque d'une mutation dangereuse des guérillas qui s'y trouvent.

Conception européenne de la guerre : déshérence

La guerre, telle qu'on la pratiquait sur notre continent depuis l'âge classique, a changé de nature durant l'ère bipolaire. A l'abri du "parapluie nucléaire", enfouie sous les montagnes de textes théoriques produits par un nombre grandissant d'organismes internationaux, la pratique de la guerre a dramatiquement évolué.

Mais quelle était donc cette forme européenne et "classique" de la guerre? Deux anecdotes à titre d'aide-mémoire :

imaginé par Alfred Sauvy en 1952. Pour nous, un pays du tiers-monde se situe hors du monde développé, mais aussi du premier cercle des pays en passe de le rejoindre. En ce sens, il est toujours bien "tiers", même si la comparaison avec le tiers-état de l'Ancien régime ne tient plus.

¹¹ Voir plus bas: "Etalonnage des menaces " et "Les zones grises : guérillas, cartels criminels, narcotiques ".

En 1697, durant la guerre de Dix-ans, l'escadre de Duguay-Trouin défait la flotte hollandaise commandée par l'Amiral de Wassenaer : "Un de mes premiers soins" dit Duguay-Trouin dans ses mémoires¹² "fut de m'informer de l'état où se trouvait M. le baron de Wassenaer, que je savais très grièvement blessé; j'allai sur-le-champ lui offrir avec empressement ma bourse et tous les secours qui étaient en mon pouvoir... quiconque n'est pas capable d'aimer et de respecter la valeur de son ennemi, ne peut avoir le coeur bien fait."

En Juillet 1914 encore : l'Autriche-Hongrie vient de présenter à la Serbie l'ultimatum qui conduira à la guerre. Elle n'en met pas moins un train spécial à la disposition du Général Radomir Putnik, chef d'état-major de l'armée serbe, qui faisait une cure thermale dans la station autrichienne de Bad-Ischl, pour qu'il rentre à Belgrade prendre son commandement.

Sous cette forme policée, la guerre se faisait d'Etat à Etat, par le truchement d'armées régulières. Les soldats combattaient en lignes, portaient des uniformes et tenaient leurs armes apparentes. L'épisode belliqueux s'achevait en paix négociée. Une distinction formelle existait entre le combattant et le civil, l'ennemi et le criminel.

Dans l'ère bipolaire, les conflits idéologiques, les guerres de partisans, le terrorisme, enfin, ont brouillé, puis à peu près aboli le clivage entre légal et illégal; entre régulier et irrégulier; entre guerre et paix. "Le partisan moderne n'attend de son ennemi ni justice, ni grâce. Il s'est détourné de la guerre conventionnelle, maîtrisée et limitée, pour se transporter sur le plan d'une hostilité différente dont l'issue, de terrorisme en contre-terrorisme, est l'extermination."¹³ Chaque camp prétend désormais au monopole moral; l'ennemi et le criminel ne font qu'un. L'ère bipolaire a produit une véritable cathédrale de textes et de traités théoriques, mais, dans la pratique, la confusion et la violence déréglée règnent comme jamais, du Libéria à la Bosnie-Herzégovine, du Nagorny-Karabakh au Cachemire, du Pérou à la Somalie.

Le cycle nouveau

Etat des Lieux : l'Europe, le Monde occidental, la Terre

A l'Est de l'Europe, d'éclatements en divorces, de scissions en affrontements, une recomposition de la géographie politique s'opère aujourd'hui. En réalité, l'édifice des traités consécutifs aux deux guerres mondiales est en voie -rapide- de démantèlement. L'Europe occidentale assiste à cet événement à peu près en spectatrice : la défense européenne est encore une vue de l'esprit; au mieux prendra-t-elle la forme d'une coalition militaire dans un avenir plus ou moins lointain et, à un niveau plus modeste, "Europol" a lui-même le plus grand mal à sortir des limbes. Installé à Strasbourg, cet office européen de police est en effet loin d'un FBI européen remplissant des missions opérationnelles, enquêtes, etc. C'est pour l'instant un simple "embryon", selon les termes d'un ministre européen : une équipe de 15 policiers sous direction allemande qui gèrent un système d'échange d'informations sur le trafic des stupéfiants, la grande criminalité mafieuse, le blanchiment d'argent et les terrorismes. Encore cette modeste machine ne fonctionnera-t-elle à plein qu'après qu'une convention internationale ait été agréée par les 12. Mais si les affaires policières sont complexes et abordées par les Etats de la CEE avec une grande prudence, elles sont d'une angélique simplicité si on les compare avec celles de la justice. L'extraordinaire diversité des

¹² "Mémoires" de Duguay-Trouin, France-Empire, 1991.

¹³ Carl Schmitt, op. cit.

systèmes pénaux européens fait en effet, pour l'instant, une utopie parfaite de l'idée d'un "office européen de justice".

Pendant ce temps, chez eux, les citoyens de la CEE aspirent à toujours plus de sécurité; au point que la synthèse des sondages et enquêtes dessine une utopie de sécurité absolue qu'il n'est ni possible -ni souhaitable- de réaliser.

Cet appétit sécuritaire interne s'accompagne de façon paradoxale d'un dégoût à peu près total pour la défense nationale et la sécurité extérieure. Aux portes même de la CEE, la guerre inter-yougoslave est un révélateur parfait de l'incapacité de s'impliquer dans un conflit -fut-ce pour l'apaiser- dans laquelle se trouve, pour l'instant, l'Europe.

Milices "incontrôlées", bombardements impitoyables, cessez-le-feu à répétition, massacres, deux millions de réfugiés et de sans-abris : depuis l'automne de 1991, Beyrouth est au seuil de la CEE. Malgré les images insoutenables de la télévision, l'Europe ne bouge que bien peu et bien tard. Pourquoi ? Parce que les dirigeants européens -conscients du fait que ces horreurs se déroulent à leur porte- redécouvrent une réalité occultée par la Guerre du Golfe, celle qui veut que l'issue d'une guerre ne soit pas seulement fonction de l'état de l'économie et de l'industrie des belligérants. "Si on veut battre l'adversaire", écrit Clausewitz dans Guerre et Politique "il faut proportionner l'effort à sa force de résistance. Celle-ci est le produit de deux facteurs inséparables : l'étendue des moyens dont il dispose et la force de sa volonté". Décelant chez les Serbes une volonté difficile à ébranler, l'Europe refuse donc net le risque d'un Afghanistan-bis et le cauchemar d'un enlèvement prolongé au milieu de montagnards guerriers et intraitables.

Une indécision analogue règne à l'échelle, plus vaste, du monde occidental, élevé par défaut au rang de seul agent stabilisateur planétaire. Disposant d'un magistère moral acquis durant l'ère bipolaire par ses combats en faveur des libertés politiques et économiques, des droits de l'homme, l'Occident hésite souvent à souscrire aux obligations que cette situation entraîne. Possédant désormais la plupart des armes de destruction massive, il semble terrifié à l'idée qu'il pourrait devoir les utiliser un jour et ne paraît plus supporter que des guerres sans victimes.

La terre, elle, -aujourd'hui 170 Etats souverains où l'on parle 4000 langues- vit désormais la fin de la glaciation communiste. Le dégel sera forcément long et délicat, car l'une des prétentions majeures du marxisme-léninisme : avoir réglé pour de bon le problème dit "des nationalités" s'est révélée en bout de course être l'escroquerie du siècle. Ledit "problème" avait été simplement mis au congélateur et en sort dans l'état de virulence où le communisme l'avait saisi, voici 70 ans en Union Soviétique et 45, dans le reste du bloc de l'Est. De là ces actuels "replis identitaires", comme disent avec pudeur les sociologues, en réalité des éruptions nationalistes, voire carrément tribales. De la frontière de la CEE à la muraille de Chine, la construction nationale passe désormais par l'usage de la formule homogénéité ethnique-langue et religion communes-frontières historiques; un cocktail dont on sait que l'abus est spécialement dangereux.

Au total, on constate donc une évolution contradictoire du monde entre, d'une part, les grands principes -interdépendance planétaire de plus en plus affirmée dans les domaines de l'économie¹⁴ et de l'écologie, par exemple- et d'autre part les grands sentiments au nom desquels des peuples, chaque jour plus nombreux, se morcellent et se déchirent. Et alors qu'au sommet se renforce un système global de sécurité visant à prévenir ou à écourter les crises; à la base, une partie toujours

¹⁴ Grâce par exemple aux sommets des sept pays les plus industrialisés, qui constituent désormais un directoire visant à optimiser la gestion économique du monde.

plus vaste de la planète vit entre guerre et paix, dans un état chaotique et anarchique, où le "militaire" et le criminel; le légal et l'illégal sont désormais indiscernables.

Etalonnage des menaces

Dans ces périodes troubles où se chevauchent les cycles historiques, l'un finissant, l'autre débutant, la menace la plus grave pour l'avenir proche n'est pas celle qui paraît la plus sérieuse sur le moment, mais au contraire celle qui est la plus mal perçue et peut de ce fait évoluer et se renforcer dans l'indifférence, le mépris parfois, de ceux-là même qui devraient s'en préoccuper.

Ainsi de la guérilla. C'est en 1927 que Mao Zedong entame la première grande "guerre partisane" de ce siècle, mais trente ans s'écoulent avant que les forces armées des grandes puissances ne prennent ce type de conflit au sérieux. A la fin de la seconde guerre mondiale encore, la doctrine militaire classique balaie en une phrase le phénomène partisan : "la troupe combat l'ennemi; les maraudeurs sont liquidés par les gendarmes". Ce n'est qu'au cours de la guerre d'Indochine que certains officiers français s'attachent à étudier les techniques de la guérilla et se souviennent de la consigne donnée dès septembre 1813 par Napoléon au général Lefebvre : "Il faut opérer en partisan partout où il y a des partisans".

Ainsi du terrorisme. Pleine de mépris pour des individus agissant masqués et porteurs de bombes "artisanales", l'armée à longtemps considéré cette menace comme relevant de la police; de la gendarmerie à la rigueur. Et alors que le premier grand attentat transnational de l'après-guerre remonte à juillet 1968, il faut attendre octobre 1983 et la mort de 58 de nos parachutistes à Beyrouth pour que l'armée française ne prenne vraiment en compte la menace terroriste.

Rendant un involontaire hommage au proverbial ivrogne qui cherche sa clé sous le réverbère -là où il y a de la lumière- nombre d'études de prospective stratégique dépeignent encore, non les menaces potentiellement les plus graves, mais celles que leurs auteurs perçoivent le mieux. Ils évoquent ainsi une "généralisation diffuse de l'insécurité à laquelle...adapter les systèmes d'armes de demain"; prédisent des interventions dans des conflits régionaux à dominante ethnique, religieuse ou tribale; soulignent la nécessité de connaître le mieux possible l'adversaire, ses stocks et ses centres nerveux : tout cela, certes, est loin d'être faux.¹⁵

Partant de là, la Défense a concentré, durant le printemps de 1992, les nageurs de combat, le 1^o RPIMA de Bayonne, les commandos des trois Armes et le GIGN en une unité spécifique de Forces spéciales, instrument professionnel d'intervention dans les "guerres sans fronts", ce qui paraît judicieux.

Restent cependant des menaces graves dont nul ne se préoccupe concrètement, aujourd'hui, en France. Pourquoi ? D'abord, on l'a vu, parce que les décideurs les distinguent mal et qu'elles n'ont

¹⁵ Caractéristique de cette timidité -ou de cette myopie- le supplément de l'hebdomadaire britannique <the Economist> consacré à l'avenir de la Défense, en date du 5 septembre 1992 [Breakingfree: a survey of defence in the 21 st. century]. Une distinction peu convaincante y est faite entre "guerres d'intérêt" et "guerres de conscience,, que l'Occident pourrait être amené à livrer, mais contre d'identiques adversaires. Pas un mot sur l'arme du renseignement ni sur l'apparition de nouvelles menaces de niveau stratégique. Selon cette vision des choses, l'armée du futur serait une sorte de super-gendarmerie spécialisée dans le maintien de l'ordre hors-frontières, le sauvetage de civils, l'occupation localisée et momentanée de tel ou tel point sensible de la planète. Elle serait dotée de moyens aériens ad hoc et d'une capacité navale permettant d'opérer dans les eaux côtières.

pas encore alarmé l'opinion publique. Mais également en raison de leur nature hybride : elles n'entrent en réalité dans aucune des catégories de menaces admises aujourd'hui; pire : elles sapent et finissent par abolir les barrières érigées depuis presque un siècle au sein de nos instances de répression entre criminels "politiques" et "de droit commun". Au-delà même, elles défient l'imagination en associant les contraires les plus absolus : le financier et le pirate; l'acteur humanitaire et le terroriste.

Car pendant que le monde, soulagé, sortait de la guerre froide, d'étranges mutations se produisaient dans des secteurs reculés de la planète, au milieu de l'indifférence générale. Dans ces pays du tiers-monde où le modèle européen d'Etat-nation était en voie d'abandon, certaines formations partisans-guerrilleros d'Amérique latine, moujahidines d'Afghanistan, etc.- opéraient en effet un mouvement parallèle et sortaient de la sphère du politique. Occupant les territoires disputés de l'ère bipolaire - territoires que leurs puissances souveraines nominales n'ont plus ni les moyens, ni la volonté de contrôler- ces ex-"combattants de la liberté" ou "terroristes", selon l'éclairage, ont du, vers la fin de la guerre froide muter pour ne pas disparaître. Contrôlant aujourd'hui les "zones grises" de notre planète ces puissances criminelles-partisanes hybrides constituent l'un des grands dangers de l'avenir proche. Danger insurmontable ? Non, bien sûr. Danger unique ? Non plus : menaces déclinantes, dangers persistants, risques nouveaux coexistent dans les phases transitoires comme celle que nous vivons, entre deux "nomos" établis. D'où la nécessité d'inventorier les menaces de cette fin de siècle et de les étalonner.

Menaces : inventaire, étalonnage

Dépérissement : les Organisations communistes combattantes (OCC)

Elles se nommaient Armée rouge japonaise, Weather underground (Etats-Unis), Brigades rouges, BR (Italie), Fraction armée rouge, RAF (Allemagne). Frappant "au coeur de l'Etat bourgeois", ces organisations ont fait, depuis le début des années 70, les grands titres des journaux. A leur suite sont apparues Action directe (France), les Groupes révolutionnaires antifascistes du premier octobre, GRAPO (Espagne), les Forces populaires du 25 avril (Portugal), les Cellules communistes combattantes (Belgique). En 1985 encore, de l'Espagne à l'Allemagne, de la Belgique à l'Italie, les "guérillas de l'Europe occidentale" conservaient leur capacité à frapper dans la "métropole-impérialiste-capitaliste". Puis en trois ans -l'évolution du monde renforçant les effets de la répression- les OCC se sont effondrées et sont entrées en agonie. Le 10 avril 1992, la RAF - pourtant toujours dotée d'une capacité meurtrière certaine- admettait lugubrement, par voie de communiqué, que son combat n'avait plus de sens et n'intéressait plus grand monde; que le moment était venu -sous conditions- de déposer les armes. Restent désormais les GRAPO espagnols, seuls en Europe à prôner encore la lutte armée et réduits au rôle ingrat de dernier des Mohicans.

Les OCC ont été l'ultime vaguelette de la déferlante marxiste-léniniste insurrectionnelle et putschiste lancée par le Komintern sur le monde, au temps de ses quatre premiers congrès (1917-1924); la dernière braise du communisme originel restée enfouie sous les cendres durant trente ans de stalinisme. A la fin des années 60 en Europe, quelques intellectuels révolutionnaires ont déniché cette braise et conçu le projet d'imposer le communisme sur notre continent par le biais de la guérilla urbaine. Le système capitaliste, disaient-ils, est désormais parvenu à son stade suprême, celui de l'impérialisme. Incapable de développer encore les forces productives, il n'a qu'une solution pour empêcher son propre effondrement : la guerre impérialiste. Quelle tâche, alors, pour les révolutionnaires ? Frapper au coeur de l'Etat capitaliste, italien, allemand ou français. Rapidement,

celui-ci dévoilerait son vrai visage : celui du fascisme. Une réaction du prolétariat des pays capitalistes s'ensuivrait, bloquant la machine guerrière impérialiste. Cela, à son tour assurerait le triomphe des peuples du tiers-monde en lutte puis, à terme, celui de la révolution communiste mondiale. Bien entendu, cet échafaudage idéologique ne tenait pas debout. Mais si l'effet de certains songes est long à se dissiper; si les délires collectifs sont souvent durables, le grand jour et la réalité l'ont désormais emporté sur le rêve crépusculaire du communisme armé. Les OCC prétendaient administrer au marxisme-léninisme une cure de jouvence et lui redonner sa vigueur originelle : elles n'ont été au bout du compte qu'une manifestation de gâtisme du communisme, précédant de peu sa mort.

Persistances : les menaces classiques et durables

Présentes tout au long du “nomos” révolu, les menaces évoquées ci-après perdureront à coup sûr dans l'actuelle phase de transition; sans doute aussi dans le cycle historique qui s'annonce.

Menaces de niveau stratégique

- Prolifération des armes de destruction massive hors de l'espace occidental

De par le monde, la tendance est aujourd'hui à la prolifération des vecteurs balistiques de plus de 1000 km de portée, équipés d'une ogive chimique ou bactériologique, en attendant le nucléaire¹⁶. Or le tiers-monde compte nombre de ces affrontements ethniques assaisonnés d'exaltation nationaliste et de fanatisme religieux qui induisent l'extermination d'un ennemi-incarnation du mal par le biais d'armes de destruction massive. Préoccupante, certes, cette prolifération anarchique ne l'est cependant pas tant que le prétend, par exemple, l'administration américaine, si l'on veut bien voir que :

- la lourdeur et le coût des programmes de ce type,
- le nombre élevé d'individus qu'ils emploient,
- la rareté des lieux d'acquisition de brevets, composants électroniques, produits chimiques, carburants et matières fissibles, tous très caractéristiques, indispensables à ces programmes,
- le faible nombre des individus techniquement capables de maîtriser des protocoles scientifiques très complexes,

Dessinent au total le domaine où excellent les services de renseignement modernes. Qui plus est, un énorme appareil de maintien du “hi-tech” dans les mains occidentales et de surveillance des programmes d'armement soviétique avait été mis en place durant l'ère bipolaire : de minimes modifications suffisent à en reconvertir une partie dans le contrôle des pays turbulents un peu trop portés sur les missiles et le know-how nucléaire.

Au total, surveiller des pays connus pour le désordre de leurs systèmes de sécurité, la corruption de leurs classes dirigeantes et la loyauté chancelante de leurs administrations ne représente pas un défi surhumain pour de grands pays développés.

- L'activisme islamique

¹⁶ Dans la, liste des pays plus ou moins fragiles et turbulents disposant déjà de tout ou partie de l'arsenal évoqué ci-dessus, on trouve par exemple, l'Argentine, le Brésil, l'Iran, la Libye, le Pakistan, et la Syrie; liste évidemment non-exhaustive.

D'abord : pourquoi lui, et lui seul, dans cette étude ? Et pourquoi pas les catholiques intégristes, les protestants fanatiques, les juifs fondamentalistes ou les sikhs extrémistes ? C'est que, dans sa diversité et en dépit de ses divisions, l'activisme islamique présente un caractère triplement singulier :

- C'est la seule force religieuse au monde qui constitue d'abord un grave danger pour sa propre communauté, celle des musulmans qui, en grand nombre, rejettent le fanatisme. Ensuite, cette force conçoit sa mission comme un jihad, un conflit absolu et sans limite de durée avec tout ce qui n'est pas elle. Or tout regroupement, même religieux, devient politique et stratégique quand il s'opère dans la perspective d'un affrontement majeur : "Une communauté religieuse, une Eglise peuvent demander à un fidèle de mourir pour sa foi, de subir le martyre, mais en vue de son propre salut seulement et non pour la communauté religieuse en tant que puissance organisée en ce bas monde; sinon cette communauté religieuse se transforme en organisme politique; ses guerres saintes et ses croisades sont, comme les autres guerres, des entreprises fondées sur une décision d'hostilité"¹⁷.
- C'est ensuite la seule force religieuse au monde à avoir conquis le pouvoir politique ou à s'en être approché, ces vingt dernières années, de tant de façons différentes :

- Insurrection de masse : Iran,
- Mise en échec d'une super-puissance : Afghanistan,
- Coup d'Etat militaire : Soudan,
- Processus démocratique : Algérie, Jordanie, etc.

Et qui anime en outre les guérillas les plus nombreuses : Front de Libération nationale Moro (Philippines); Front de Libération d'Aceh-Sumatra (Indonésie); Front de Libération des Rohingya de l'Arakan (Birmanie-Myanmar); Front de Libération Pattani (Thaïlande); "Intifadas" de Palestine, du Cachemire, du sud de l'Irak, etc.

- C'est enfin la seule force religieuse au monde à avoir, par sa maîtrise de l'arme terroriste, porté des coups terribles à ses ennemis qualifiés de "satans" : Américains (Beyrouth, Koweït); Français (Liban, Paris) et Israéliens (Liban, Turquie, hier encore à Buenos-Aires, Argentine).

Une telle force échappe donc à la seule étude théologique et constitue bien une menace grave pour la décennie qui débute. Mais, là encore, une menace connue. Prise en compte par les appareils de renseignement des principaux pays-cibles après la révolution iranienne de 1979, la nébuleuse islamique est désormais connue, globalement, de façon passable. Assez, en tout cas pour qu'on identifie sans tarder les auteurs d'un attentat; ou encore qu'on assure un contrôle préventif efficace dans les principaux pays occidentaux en cas de crise type guerre du Golfe. L'activisme islamique est encore une menace grave, répétons-le, mais ne suscite plus, à son niveau de virulence actuel, de motifs majeurs d'affolement.

Menaces infra-stratégiques

D'un niveau de gravité moindre que les précédentes, ces menaces parfois anciennes émanent d'entités enracinées dans nos sociétés; ou encore dans le tiers-monde. Elles sont connues et délimitées. Issues du "nomos" bipolaire où l'opposition entre criminalité "politique" et de "droit

¹⁷ Carl Schmitt, op. cité

commun" était pertinente, elles se contentent de persévérer dans leurs êtres et ne présentent aucun des symptômes de mutation évoqués plus haut.

On y trouve, catégorie "droit commun" une grande part de la criminalité organisée de type mafieux et du trafic mondial des narcotiques. Là opèrent des malfaiteurs parfaitement classiques, si l'on peut dire; s'en tenant à des méthodes éprouvées, ils continueront demain à s'enrichir grâce au trafic de substances illicites (narcotiques), d'êtres humains (prostitution), ou se livreront au racket, comme leurs pères l'ont fait avant eux. Nulle ambition politique ne les tenaille. L'idée de "sanctuariser" un territoire -même réduit- ne les effleure pas. Au fond, ces prédateurs ne contestent pas un système dont ils partagent les valeurs les plus vulgaires. Au pire tentent-ils de le corrompre, pour s'y assurer des protections. Le volet "politique" de ces menaces infra-stratégiques est représenté en Europe par les terrorismes régionalistes du type IRA, ETA, FLNC; dans le tiers-monde, par les guérillas révolutionnaires. Tous sont des survivants des luttes de décolonisation des années 50-60; qu'ils soient apparus à cette époque ou que, plus anciens comme l'IRA, ils y aient trouvé un nouvel élan.

A la périphérie, qu'elles soient asiatiques, africaines ou latino-américaines, les guérillas révolutionnaires sont en déclin. Les jungles les plus épaisses n'ont pu oblitérer l'effondrement du "socialisme réel" et là même où elles opèrent, elles tendent à passer de mode, dans un climat de désenchantement idéologique. En Amérique Latine par exemple, certaines rendent les armes¹⁸. Comme nous le verrons plus loin, d'autres se livrent à un flirt poussé avec des cartels de la drogue. En Colombie, ceux qui persistent à vouloir faire la révolution¹⁹ sont -irrespectueusement- baptisés "les dinosaures de la guérilla" par les journaux. Parallèlement l'espèce -hier foisonnante- des intellectuels tiers-mondistes s'éteint en Occident. En France, les derniers hérauts du tiers-mondisme fréquentant les cocktails de l'intelligentsia sont désormais évités comme la peste par leurs ex-camarades confortablement réinsérés dans la sphère médiatico-culturalo-charitable. Ce signe ne trompe pas.

En Europe, à des niveaux de virulence divers, l'IRA, FETA et le FLNC s'incrument. Pour les Etats qui les subissent, il s'agit là d'un mal chronique; ce qu'est le rhumatisme pour l'être humain : c'est douloureux, gênant parfois, mais on n'en meurt pas. Ces terrorismes opèrent en outre à distance des grandes métropoles, qu'ils se contentent de frapper de loin en loin. Face à de telles organisations, que faire dans l'avenir ? Rien de plus qu'hier. Essayer de les contenir dans leurs lointaines provinces; de les empêcher de frapper à Madrid, Londres ou Paris. Donner aux populations qui les subissent, mais les tolèrent, les libertés culturelles, les vecteurs de développement dont elles se sentent frustrées. Réprimer le terrorisme proprement dit et au-delà, se dire, à l'instar de Clémenceau, qu' "il n'est pas de problème que son absence de solution ne finisse par résoudre"...

Politiques ou criminelles, ces menaces relèvent en tout cas de la routine. Et, en cas d'épisode virulent, l'attribution aux instances de répression concernées de moyens humains et matériels supplémentaires, suffit en général à rétablir, sans trop de casse, le statu quo ante sur ces fronts-là.

Emergences : les menaces hybrides

Il s'agit d'entités encore mal perçues et peu comprises; aussi ne donnerons-nous ici, schématiquement, que leurs caractéristiques communes; nous tenterons ensuite d'estimer le niveau

¹⁸ Le M. 19, l'Armée populaire de libération, le Parti révolutionnaire des travailleurs.. par exemple, en Colombie.

¹⁹ Forces armées révolutionnaires colombiennes, Armée de Libération nationale.

de menace qu'elles représentent. Enfin, nous en présenterons trois, déjà sorties des limbes et manifestement dangereuses.

Ces nouvelles entités menaçantes ont d'abord en commun d'être apparues sur la fin du "nomos" bipolaire, au moment où des ordres anciens se désagrégeaient : équilibres naturels séculaires; systèmes économiques traditionnels; Etats-nations ou blocs d'Etats.

Elles ont ensuite en commun leur nature hybride, et tendent à fondre en une seule des figures symboliques aujourd'hui encore si antagoniste que l'esprit humain se révolte à l'idée-même de cet amalgame : le criminel et le guérillero dans les zones grises de la planète; l'écologiste et le terroriste; le pirate et le financier de haut vol.

Les entités représentent enfin des menaces stratégiques au plein sens du terme, car sous les trois formes isolées à ce jour, elles menacent concrètement le système financier international; la vie de populations entières et enfin, la santé publique²⁰ et la sécurité des grands pays développés.

Une exagération mélodramatique ? Pour prendre un seul exemple financier, c'est plus de 120 milliards de dollars ²¹ qui sont chaque année injectés par les grands trafiquants de narcotiques dans le système financier mondial pour y être "blanchis"; une somme équivalant au chiffre d'affaires de l'OPEP en 1990. Sur une période de cinq ans, ce sont ainsi plusieurs centaines de milliards de dollars "sales" qui ont été recyclés, puis investis dans l'économie légitime. Hier de grands établissements financiers comme la Chemical Bank, la Chase Manhattan, la Bank of Boston, la Manufacturers Hanover et la Bank of America ont servi malgré elles de vecteurs à cette pollution financière grave. Et si massive qu'elle finit par générer ces déséquilibres de centaines de milliards de dollars dans les balances des paiements mondiaux, dûment constatés par les experts du FMI et de la Banque des règlements internationaux. Mais, plus grave encore, on décèle aujourd'hui la présence d'institutions bancaires corrompues -voire criminelles- au sein de la communauté financière internationale; l'objet unique de celles-ci étant le recyclage massif de l'argent sale ²².

L'institution financière pirate type BCCI

Depuis quelques années, il se disait à mots couverts que la Bank of Credit and Commerce International, BCCI, -institution financière N'I du tiers-monde- était la banque favorite des

²⁰ Quelques chiffres récents, concernant l'Europe.

En juin 1992, une livraison d'1,8 t. de cocaïne a été interceptée au Portugal; précédemment, la plus grosse saisie de cette drogue dans ce pays avait été de 430 kgs. En Allemagne, les décès par surdose de narcotiques s'élèvent à 992 pour le premier semestre de 1992; une augmentation de 17% par rapport à 1991. Ce, alors que la consommation de narcotiques n'a pas encore atteint l'ex-Allemagne de l'Est. Il y a eu 2000 décès par surdose en Allemagne en 1991 + 100% par rapport à 1989.

²¹ Représentant les profits de la vente "en gros" des narcotiques. Interpol estime de son côté à 300 milliards de dollars par an (prix de détail, de revente dans la rue) les profits du trafic des narcotiques, dont 70% sont destinés à être recyclés dans l'économie légitime.

²² Reconnaissant le danger, les ministres de l'Intérieur et de la Justice des 12 se sont réunis à Bruxelles le 18 septembre 1992 pour renforcer leur coopération en matière de lutte contre les organisations mafieuses. Au cours de cette réunion, les ministres ont souligné leur "volonté de mettre à profit très rapidement les avantages qu'offre l'espace européen pour contrer les nouvelles formes de criminalité internationale en mettant en commun l'ensemble des moyens techniques et opérationnels adaptés à cette lutte".

narco-trafiquants, des dictateurs, des marchands de canons et des terroristes. Le scandale a fini par éclater le 5 juillet 1991, quand la plupart de ses succursales ont été mises sous séquestre pour fraude, blanchiment illicite et tentative de pénétration de systèmes bancaires légitimes, celui des Etats-Unis notamment. Résultat : un krach de plus de 6 milliards de dollars, des dizaines de milliers de dépositaires spoliés. Et des preuves que la banque opérait pour le compte d'Abou Nidal, du cartel de Medellin, des intermédiaires procurant à l'Irak et à la Libye de la technologie militaire chimique et nucléaire.

En septembre 1991 déjà, suite à une complexe opération d'infiltration et de surveillance de trois ans ayant mené les enquêteurs aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Suisse, au Luxembourg, en Uruguay aux Bahamas et à Panama, six dirigeants de la BCCI dont son président en exercice Saleh Naqvi, avaient été inculpés en compagnie de Garardo Moncada, l'un des dirigeants du Cartel de Medellin, pour avoir "blanchi" plus de trente millions de dollars entre 1983 et 1989. Or on sait désormais -même si les banquiers sont discrets par nature- que la BCCI n'était pas unique en son genre et que d'autres établissements financiers corrompus existent. Les opérations massives de blanchiment qu'ils ont conduites ont, selon des experts comme Y-M. Laulan, largement contribué à la fin des années 80 au gonflement de la "bulle financière"²³ et aggravé ainsi la crise économique.

Le terrorisme écologique

Au matin du 29 Avril 1992, le président d'Exxon International, filiale du premier groupe pétrolier mondial, quitte son domicile des environs de New York et disparaît. Son véhicule est retrouvé près de chez lui vide, portières ouvertes, moteur tournant. Aucune nouvelle de Sydney Reso, 57 ans, jusqu'au 8 Mai, date à laquelle un communiqué signé "Rainhow Warrior" revendique l'enlèvement au nom de la cause écologique. Le 27 juin, le corps de Sydney Reso est retrouvé non loin de son domicile et les kidnappeurs arrêtés; l'affaire était crapuleuse.

Reste que, symptomatiquement, l'enlèvement a été revendiqué au nom de l'écologie. Voici vingt ans, dix encore, un malfaiteur désireux d'égarer l'enquête, aurait choisi comme signature la plus plausible celle d'un quelconque groupe révolutionnaire. Aujourd'hui c'est l'écologie, ou la protection animale qui fournissent les "couvertures" les plus plausibles. Ces doctrines représentent d'ailleurs des menaces fort peu chimériques : dans les pays anglo-saxons, une tendance radicale, et même terroriste, -très minoritaire- est d'ores et déjà à l'oeuvre au sein de la nébuleuse écologique-New Age. Pour elle, la planète terre, qu'ils nomment "Gaïa", est une entité vivante et l'espèce humaine n'en est que l'élément parasite, prélevant sur elle, de façon désormais insupportable, le nécessaire à son bien-être et à sa prolifération égoïste.

Ce courant est encore très mal connu en raison de l'indifférence des services de police et de renseignements qui, dans les Etats de Droit, attendent le plus souvent qu'une catastrophe se soit produite pour réagir. On sait cependant que ces écolo-terroristes estiment que des actes violents

²³ "Par "bulle financière " il faut entendre le phénomène par lequel un décalage croissant se produit entre: 1° l'économie réelle, celle qui est représentée par la masse des richesses, biens et services, produits par l'économie et 2° l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques, au sens large du terme, y compris, par conséquent, cette quasi-monnaie que représentent les actions en bourse ainsi que les obligations. Cette énorme création de monnaie s'est traduite par une accélération vertigineuse des cours de bourse à Tokyo, à New-York, en Europe et par une escalade sans précédent des prix de l'immobilier ainsi que des valeurs-refuges que sont devenus les objets d'art". "La planète balkanisée ", op. cit.

sont désormais indispensables pour briser la domination de l'"homo technologicus" sur la nature et pour rendre l'espèce humaine, ramenée à une quotité supportable, à une vie harmonieuse au sein de la nature sauvage.

Parmi les "actions directes" envisagées par les groupes écolo-terroristes pour briser la main-mise de l'homme sur la nature, figurent explicitement le sabotage de complexes industriels mais aussi de centrales de production d'énergie, nucléaires, hydrauliques, thermiques etc. Ainsi aux Etats-Unis, un groupe écolo-terroriste nommé "Earth First" a-t-il commis dès 1990-91, des attentats par explosif de moyenne/faible gravité contre des installations des entreprises Rockwell International (matériel nucléaire militaire); Fluor-Daniel (produits chimiques, raffineries); Dow Chemical (nucléaire); General Electric (nucléaire).

Pire : un noyau clandestin de savants et de techniciens plus extrémistes encore opéré au sein de "Gaïa", persuadé que le sauvetage de la planète passe par l'annihilation de pans entiers de l'espèce humaine. Des sources indiscutables ont récemment averti des officiels américains que ce noyau recherchait un vecteur biologique permettant de détruire l'homme sans affecter les espèces animales. Selon ces sources, ce poison serait déversé dans l'eau, fluide indispensable à l'être humain et sa dissémination serait envisagée à partir des grandes agglomérations. Cet avertissement a été pris au sérieux par le ministère américain de l'énergie qui a récemment constitué une cellule de renseignements spécialisée dans ce type de menace.

Zones grises : la dimension stratégique ²⁴

L'effondrement puis la disparition du bloc socialiste; l'abandon -nolens volens- du modèle étatique européen par toute une série de pays du tiers-monde ont précipité par réaction nombre de mouvements révolutionnaires armés et de guérillas, hors de la sphère du politique. Ce phénomène, qui intéresse globalement plusieurs centaines de milliers d'hommes en armes, s'est produit dans la discrétion : le Sentier Lumineux au Pérou, les Forces armées révolutionnaires colombiennes ou encore des pans entiers de la résistance afghane ont en effet conservé leur apparence politique comme moyen commode d'identification, ou comme leurre, ou par habitude. Mais, privés de l'aide matérielle que leur accordaient naguère certaines grandes puissances au nom du principe "L'ennemi de mon ennemi est mon ami", ils sont désormais alliés à de grands cartels criminels; ou opèrent en mercenaires à leur service. S'auto-finançant par la vente de narcotiques, le racket, les pillages et les vols à main armée, ces entités mutantes présentent pour le monde développé un danger considérable :

. Elles contrôlent sans partage des territoires immenses ²⁵,

. Etablissant un continuum sans précédent entre guérilla-traffic de narcotiques-terrorisme-grande criminalité mafieuse²⁶ elles font imposer les catégories traditionnelles -quasimentaires- de la

²⁴ Voir XavierRaufer: "Le Débat" N°68, jan. -fév. 1992, "La menace des "zones grises" sur la nouvelle carte du monde"; "On les appelle les zones grises...", L'Express, 23 avril 1992.

²⁵ Et sont encore virtuellement indéracinables :fin juin 1992, le général colombien Gustavo Pardo, commandant la IV^o armée, a déclaré que la structure du cartel de Medellin était en parfait état de fonctionnement, malgré la "reddition" de ses chefs, dont Pablo Escobar, emprisonné le 19juin 1991 et auteur d'une spectaculaire évasion le 22 juillet suivant. Depuis, Escobar a commandité l'assassinat de 20 policiers et d'un juge.

²⁶ L'enquête conduite par la police italienne et le FBI suite à l'assassinat du juge italien Giovanni Falcone en mai 1992 a permis de déceler l'existence d'une coordination triangulaire entre la

répression, celles qui opposent "politique" et "droit commun". Cette particularité, jointe à leur nature transnationale et à leur capacité de corruption, met ces entités à l'abri de la répression d'Etats nationaux agissant par intermittence et dans la dispersion. Il en ira ainsi tant qu'une juridiction internationale n'aura pas été instituée pour connaître du cas de telles "superpuissances" politico-criminelles.

. Elles disposent des profits colossaux de l'héroïne et de la cocaïne et possèdent de ce fait, au delà des avantages classiques de la guérilla, la capacité d'infiltrer, de corrompre, de saper de l'intérieur des Etats faibles; au-delà, même, de manipuler les classes politiques de nombreux pays de la zone Afrique-Asie-Amérique Latine. Elles peuvent également acquérir, pour leurs armées privées, de l'expertise militaire et technologique et du matériel de guerre sophistiqué.

Dans la mesure même où elles échappent désormais au contrôle -direct ou indirect -des Etats, même de ceux qui, de notoriété publique sont les sponsors du terrorisme, ces entités hybrides représentent un danger plus grand encore que les groupes terroristes "classiques". Des pressions coordonnées sur le colonel Kadhafi ont permis de museler Abou Nidal pendant la guerre du Golfe. En revanche, à quel intermédiaire s'adresser pour communiquer avec le Sentier Lumineux, ou d'autres mutants de même farine; ou encore pour les menacer? A personne. Il n'y a plus d'abonné au numéro que vous avez demandé.

Conclusion

Pour notre pays et son voisinage, tels sont selon nous l'état de la menace et son évolution plausible dans un futur proche.

. La décennie qui débute -phase transitoire entre le monde bipolaire et le "nomos" encore indéfini de demain- va voir certaines menaces s'estomper au point de virtuellement disparaître. D'abord la plus grave de toutes : celle d'une guerre nucléaire entre grande puissances; d'autres encore plus anecdotiques, comme le terrorisme communiste-combattant.

. Une menace comme l'activisme islamique présentera toujours demain un danger stratégique mais, mieux connue, elle tendra sans doute à perdre de sa capacité à frapper ses ennemis par surprise.

. Sous le seuil stratégique, d'autres forces menaçantes -politiques ou criminelles- survivront aussi à la disparition du "vieux monde". Comme elles sont connues voire classiques, il devrait être possible de les réduire un peu plus encore. Sinon, leur caractère périphérique -marges de la société; marges du monde développé; provinces excentriques- permettra toujours de s'en accommoder sans drame.

. Restent ces puissances hybrides nouvelles qui, nous le pensons, émergent, profitant des désagrégations en cours dans les secteurs balkanisés de la planète, ou pire encore, régnant dans des zones grises échappant désormais à tout contrôle. Selon nous, ces puissances sont organisées, durablement menaçantes et bien réelles. D'autres ne voudront sans doute voir en elles qu'artefacts, mirages ou bulles de savon. Que le dialogue s'instaure; de la confrontation des faits et des analyses jaillira bien la lumière.

"famille" Madonia de Caltanissetta, Sicile, le cartel de Medellin et Cosa Nostra de la ville américaine de Philadelphie ("famille" du Capo "Li'l Nick" Scarfo).

Les Groupes Antiterroristes de Libération

EXCLUSIF :

Fac-simile du seul communiqué écrit des GAL trouvé dans la poche de Segundo Marey par la Police de l'Air & des Frontières à Dancharia, le 14 décembre 1983, 4h. du matin.

"Vous aurez des nouvelles des GAL"

François Haut

Si l'on en croit un magistrat français, les "GAL" ont marqué entre 1983 et 1986 le Pays Basque français et espagnol "en lettres de sang et de feu". Créés dans le seul but de frapper les cadres d'ETA-Militaire réfugiés en France, les "Groupes Antiterroristes de Libération" ont en effet, en 27 mois de "guerre", tué 27 personnes sur notre sol. A peu près autant qu'Action Directe, l'Armée Secrète Arménienne (ASALA) et les islamistes inféodés à Téhéran, auteurs des vagues d'attentats parisiens de décembre 1985-septembre 1986, tous réunis.

Or, même si les attentats des GAL ont en leur temps largement défrayé la chronique et alimenté toute une littérature pro-ETA, jamais, à notre connaissance, un dossier serein -technique pour tout dire- n'a été consacré jusqu'alors à ce qui est en réalité, et de loin, l'opération de contre-terrorisme la plus réussie en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Le contexte

Pays basque français (ou Euskadi-nord), 1982 : cela fait alors près de vingt ans qu'ETA combat "Pour la libération nationale et sociale du peuple basque". D'ores et déjà, les morts -Basques et Espagnols, civils et militaires- se comptent par centaines. La répression aidant, de nombreux militants et sympathisants d'ETA ont fui le Pays basque espagnol (ou Euskadi-sud) pour se réfugier, à proximité immédiate, dans la partie basque des Pyrénées-Atlantiques. En 1982, ces réfugiés sont environ 800, hommes et femmes. Là-dessus, à divers niveaux, ± 200 "abertzale" (militants nationalistes) participent à la lutte armée de l'autre côté de la frontière; la plupart au sein d'ETA-Militaire (ce sont les combattants, ou "Gudaris" en langue basque); le solde se partage entre "poli-milis" et autonomes²⁷. Les réfugiés "non-combattants" sont tous plus ou moins "réservistes" : ils hébergent, "portent des valises", etc.

Au cours des années, cette communauté basque a transformé Euskadi-nord en un sanctuaire : à l'époque, c'est en France que se préparent et s'entraînent les "commandos illégaux" qui frappent au sud; c'est de France que le Comité exécutif d'ETA donne ses ordres. C'est entre Hendaye et Bayonne que "capitalistes" basques et espagnols viennent payer l' "impôt révolutionnaire". C'est au

²⁷ Voir à ce propos "Notes & Etudes " N° 4, février 1988, le dossier " ETA : bientôt 30 ans de lutte armée "

bureau de l'A.F.P. de Bayonne qu'ETA revendique ses attentats. C'est dans les bars du "Petit Bayonne" que, de retour d'Euskadi-sud, les commandos d'ETA fêtent leurs "victoires".

Depuis la restauration de la démocratie en Espagne, l'existence de ce sanctuaire empoisonne les relations entre les gouvernements centristes d'abord (1975-1981), puis à partir d'octobre 1982 socialistes, de Paris et Madrid. Lorsque Felipe Gonzalez accède au gouvernement, chacun pense qu'il va nouer avec François Mitterrand et Pierre Mauroy des relations privilégiées; négocier avec eux le règlement en douceur de l'épineuse affaire basque. C'est exactement l'inverse qui se produit : six mois après l'accession de Felipe Gonzalez au pouvoir, la brouille est totale entre les deux gouvernements -sur ce point tout du moins; six mois plus tard encore et le Pays basque français a cessé d'être un sanctuaire pour devenir le centre d'un champ de bataille.

A l'époque, ce brutal désamour s'explique par de profondes différences entre dirigeants socialistes espagnols et français : leurs agendas politiques, leurs urgences, d'abord, divergent; leurs origines et leurs itinéraires politiques, ensuite, sont aux antipodes. Pour les socialistes espagnols, le dossier basque est d'une importance vitale : affaire de sensibilités personnelles, de promesses faites et d'objectifs politiques : ramener la paix en Euskadi-sud, réussir là où Franco et les centristes ont échoué, figure parmi leurs grandes priorités politiques. Au même moment, la lutte contre ETA n'est pas vraiment l'obsession du gouvernement de Pierre Mauroy...

Ce d'autant moins que, face à ETA, la psychologie des socialistes français est aux antipodes de celle des espagnols. En effet, les dirigeants du PSOE sont venus jeunes à la politique; la plupart par l'extrême-gauche. Ils ont évolué ensuite vers la social-démocratie mais leurs engagements précoces, leur expérience du combat clandestin et de la répression font qu'ils n'ont aucun complexe devant les "etarras". Tout autre est le profil des dirigeants socialistes français concernés par l'affaire basque : François Mitterrand et Robert Badinter sont de grands bourgeois de sensibilité romantique venus au socialisme dans leur maturité²⁸. Le révolutionnaire, le "combattant" -fut-il autoproclamé- les impressionne toujours un peu. A cette époque, l' "antifascisme", la "lutte de libération nationale", même fantasmatisques, leur font encore de l'effet. Preuve : la libération des militants d'Action directe. Ainsi, que Robert Badinter, défenseur passionné de "Txapela" en 1979²⁹, soit ministre de la Justice à Paris est une catastrophe pour Felipe Gonzalez. Et que Gaston Defferre soit ministre de l'Intérieur, lui qui a déclaré au "Nouvel Observateur" en 1981 : "Extrader [les etarras, NDLR] est contraire à toutes les traditions de la France, surtout quand il s'agit, comme là, d'un combat politique", représente une calamité supplémentaire.

Grâce aux socialistes français, le sanctuaire d'Euskadi-nord risque de devenir inexpugnable. Gonzalez et ses amis doivent donc réagir. En bons élèves du SPD allemand, leur riposte s'inspirera plus de Noske³⁰ que de l'abbé Pierre. C'est que les dirigeants du PSOE ne sont pas naïfs : la

²⁸ Notons qu'en France les choses changeront en 1988 dans le camp socialiste avec l'arrivée de Michel Rocard à Matignon : celui-ci, plus âgé que F. Gonzalez et ses amis, a pourtant un profil comparable; lui aussi a évolué de l'extrême -gauche vers la social-démocratie

²⁹ " Txapela" : Mikel Goicoetxea Elorriaga, membre du Comité exécutif d'ETA-M., accusé par le gouvernement de Madrid d'avoir commandité ou ordonné 23 meurtres. Assassiné par les GAL en décembre 1983. Procès d'extradition de Txapela, Aix-en-Provence, mai 1979; un communiqué du collectif des avocats, signé par R. Badinter, déclare : "Les décisions de la Chambre d'accusation d'Aix sont la reconnaissance du fait national basque et du caractère politique de lutte des militants basques".

³⁰ Gustav Noske : fils d'ouvrier, ouvrier lui-même puis député social-démocrate. En novembre 1918, il rétablit l'ordre dans le port allemand de Kiel aux mains des marins bolchéviques insurgés de la

coalition politique Herri Batasuna (“Rassemblement populaire”), qui représente ETA-M dans l'arène électorale, pèse entre 12 et 14% des voix au Pays basque -donc entre 16 et 18% des voix basques- et il n'y a jamais eu un seul repentir etarra d'envergure. Le problème est donc politique. Il va falloir négocier. Mais pas n'importe comment. Pas comme ces Français crédules qui ont commencé par libérer des terroristes, leur faisant ensuite promettre de se tenir tranquilles... Il va falloir tout à la fois discuter avec ETA, doter Euskadi-sud d'une autonomie aussi complète que possible -pour priver ETA d'une large partie de ses sympathisants- et renforcer la répression -pour l'affaiblir. Mais comment affaiblir une organisation retranchée dans un sanctuaire d'Euskadi-nord virtuellement officialisé ? ETA va être intraitable. Aucune solution de compromis possible dans ces conditions. C'est la guerre civile à perpétuité.

Fin 1982, en une dernière tentative pacifique, le gouvernement espagnol transmet à la France une liste détaillée de 127 cadres et militants actifs d'ETA-M, avec les crimes dont ceux-ci se sont rendus coupables depuis le rétablissement de la démocratie. Pas de réaction concrète à Paris. Alors, Madrid se décide à mettre en Œuvre au Pays basque sud un “Plan de sécurité urbaine”, ou “Plan ZEN” (Zona Especial Norte). Au nord de la frontière apparaît peu après une machine de guerre anti-ETA, les GAL. Coïncidence ? Pas vraiment : dès l'origine, il est clair que les GAL sont considérés sans hostilité excessive par le gouvernement espagnol; ce même si leurs talents meurtriers s'exercent sur le sol de la France socialiste-soeur...

Le retour à la “guerre sale”

Comment frapper ETA dans son sanctuaire ? Comment contraindre Paris à reconnaître d'abord que tous les cadres et dirigeants d'ETA résident en France ; ensuite, à accepter de les extraditer vers Madrid ? Retour aux remèdes éprouvés. Place à la “Guerre sale”. Car dans le passé déjà, les gouvernements espagnols successifs, franquistes, centristes, inspirés par le modèle des “Escadrons de la mort” latino-américains, ont choisi de porter -ou ont laissé porter- la guerre sur le terrain de l'ennemi -en l'occurrence dans le sanctuaire français. Au tour des socialistes de faire de même.

Coïncidence ? Inconscient collectif ? Air du temps ou commandite ? Les entités qui, tour à tour, ont pratiqué la “Guerre sale” ont toutes trois véhiculé dans leurs noms mêmes des concepts chers aux gouvernements madrilènes de l'époque :

Gouvernements	Concepts	Organisations
1970-75 : Franquisme vieillissant	Réactionnaire Intégriste	Guerrilleros du Christ-Roi
1975-80 : centristes	Patriotique - unité Nationale	Bataillon Basque-Espagnol
1983-86 : socialistes	Antiterrorisme idéologie de la Libération	Groupes Antiterroristes de Libération

Mais les GAL vont être d'une efficacité bien supérieure et agir sur une bien plus grande échelle que leurs prédécesseurs. La preuve ? Près de dix ans après la première apparition publique des GAL, en décembre 1983, ce qui était un sanctuaire est devenu de plus en plus difficilement praticable pour

Hochseeflotte. Ministre de la Défense et de l'Intérieur dans le gouvernement social-démocrate d'Ebert en 1919-20. Au moment où Ebert lui propose son maroquin, il lui répond tranquillement “D'accord; il faut bien que quelqu'un soit le boucher de la bande ... ”; puis il écrase l'insurrection spartakiste de Berlin.

ETA, dont plus de deux cent militants et cadres ont été renvoyés en Espagne, d'abord en vertu de la "procédure d'urgence absolue", puis par voie d'extradition. Et la population des Pyrénées Atlantiques, à peu près indifférente en son temps au sort des victimes des GAL, se moque plus éperdument encore de banales réexpéditions de l'autre côté de la frontière...

GAL : le concept, sa mise en oeuvre

• Les GAL

Le premier -et le seul- document écrit des GAL est retrouvé dans la nuit du 14 décembre 1983 à Dancharia, au pays basque français, non loin de la frontière. C'est une simple feuille de papier pliée dans la poche de Segundo Marey, un ressortissant espagnol enlevé par méprise par les GAL du fait de sa ressemblance avec un membre du Comité exécutif d'ETA-M. Ce communiqué (fac-similé p. 30) est signé "Les Groupes Antiterroristes de Libération". Un pluriel, capital, pourtant négligé par les médias qui ne feront en général référence qu'au GAL, au singulier. Or "le" GAL est tout sauf une structure unitaire, pyramidale, hiérarchisée, comme, par exemple, ETA; même si c'est l'idée que, par assimilation à leur propre organisation, les etarras se font de lui; même si c'est également l'image que souhaitent donner de lui ses promoteurs. En réalité, le GAL est plutôt une marque, au sens commercial du terme; ses exploitants espagnols recrutent de petits truands, des demi-soldes de l'activisme, des paumés comme intérimaires pour assassiner, en France, des réfugiés etarras.

Un beau jour, à Madrid "on" a donné un feu vert et désigné une cible; puis, vingt-sept mois plus tard, les mêmes ont suggéré qu'il était temps d'arrêter les frais. Entre temps, "on" s'est contenté de laisser jouer les initiatives et les rivalités, nationales et locales, -traduction contre-terroriste de "guerres des polices", ou des services, aussi âpres en Espagne que chez nous- en évitant soigneusement de se retrouver dans les lignes de tir, médiatiques ou autres... Bref : on cherchait une "tueuse blonde" ? Il y en a au moins deux, mais brunes. On parlait du GAL ? Il y en a eu plusieurs, qui entrent néanmoins tous dans le cadre d'une stratégie globale.

• Le cadre

C'est celui d'une campagne "militaire" comportant un début et une fin décidés en haut lieu, exécutée sur un théâtre d'opérations déterminé et visant une cible unique. A l'intérieur de ce cadre, on l'a vu, place à la concurrence et à l'initiative !

• L'opération

Ici, une incidente s'impose. La culture anglo-saxonne du renseignement distingue deux types d'opérations spéciales : clandestine operations (ops.) et covert ops. Les premières (infiltrations, retournements, écoutes) sont destinées à rester secrètes de bout en bout. Les secondes ont des origines et des sponsors secrets, mais des effets bien visibles; des attentats, par exemple. Quels sont les critères d'une "covert op." réussie ?

- Il faut que l'Etat-sponsor ait la possibilité de nier son implication dans l'affaire (deniability) le plus longtemps possible; de préférence jusqu'au terme de l'opération;

- Que l'opérateur précis de l'affaire reste ignoré jusqu'au terme de celle-ci;
- Que les informateurs sur le terrain et les complicités, officielles ou privées, dont les opérateurs ont profité dans le pays-cible et alentours restent inconnus; ainsi que tout ce qui se rapporte au financement de l'opération, origines, filières, etc. : cela peut en effet resservir un jour...

Or, si l'on applique ces critères de succès aux GAL, on peut parler, à ce jour, de réussite peu commune; car si des bruits circulent dès décembre 1983, attribuant les premiers attentats "galeux" à des truands et des militants d'extrême-droite recrutés par des officiels espagnols et financés par des patrons basques lassés du racket d'ETA, jamais, jusqu'à la fin de l'opération en février 1986, personne n'a été en mesure de fournir de faits concrets et probants sur les sponsors des GAL au plus haut niveau, ni sur les financiers réels et leurs filières. Ni, enfin, sur les liens existant entre ces commanditaires mystérieux et l'"état-major opérationnel" censé diriger les GAL. Début 1986, c'est à peine si l'on commence à soupçonner des policiers de Bilbao. Au dessus, à côté, c'est le mystère.

Un mystère d'autant plus épais que Madrid n'a jamais été très bavard à propos des GAL. La Garde civile a fait un sobre commentaire d'inspiration biblique du type "qui vit par l'épée finit par mourir par l'épée"; la police a évoqué sans rire la vendetta romantique de quelques parents de victimes d'ETA, aidés par une poignée de policiers indignés -des brebis égarées, bien sûr- bénéficiant des largesses de trois P.M.E. des faubourgs de Bilbao. Le ministère de l'Intérieur a toujours refusé de s'expliquer sur l'usage qu'il a fait de ses "fonds réservés" durant les années-GAL. Il faut dire que l'exemple vient de haut : dès 1985, un juge français révèle, preuves en main, les liens existant entre les "galeux" et des policiers espagnols : "affirmations sans fondements !" s'exclame Felipe Gonzalez. Plus les révélations se font nombreuses, plus véhémentes sont ses dénégations. En août 1988, il jure même "sur l'honneur que son gouvernement n'a rien à voir avec les GAL". Un serment quand même affaibli par une de ses précédentes déclarations suivant laquelle

"l'Etat de Droit se défend sur les tribunes et dans les salons, mais aussi dans les égouts"...

Au-delà des enquêtes concernant les "brebis galeuses" -des sous-fifres de la police de Bilbao- va-t-on mener une enquête en profondeur sur les GAL au sein de la police, de la Garde civile et des services spéciaux ? "Le ministère de l'Intérieur n'en a pas l'intention" déclare le porte-parole du gouvernement le 15 juillet 88. "Le moment n'est pas opportun pour une telle enquête" renchérit une semaine plus tard le nouveau ministre de l'Intérieur. Et chaque fois qu'un ministre français a prononcé les lettres GAL devant l'un de ses collègues espagnols, celui-ci est resté de marbre.

• **Les opérateurs**

En 1982, il fallait entendre policiers et gardes civils opérant au Pays basque espagnol crier leur rage après les attentats d'ETA : "Les cafards sont encore sortis de leurs trous... Ils viennent ici assassiner les nôtres et le soir même, on les voit fêter leurs "cartons" aux terrasses des cafés de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz... De l'autre côté [en France] on ne fait rien... Les "réfus" se moquent de nous...". Leur amertume était telle qu'il n'a pas été bien difficile de trouver parmi eux des volontaires pour un nouvel épisode de contre-guérilla barbouzarde. Au départ, un projet simple : le gouvernement français nous dit qu'il n'y a pas de cadres de l'ETA-M sur son territoire ? On va en flinguer quelques-uns; comme cela ils ne pourront plus nier l'évidence. Et au passage on aura vengé les copains. Ce sont des policiers de Bilbao qui entrent les premiers dans la danse. Mais le succès est tel que tout le monde prend le train "galeux" en marche.

Commentaire d'un vieux policier français : “souvenez vous de la lutte anti-OAS. Chaque service avait créé son petit groupe Action et barbouzait dans son coin. Une pagaille noire. Les GAL, c'est la même chose, à la sauce espagnole. D'où l'aspect incohérent de l'activité GAL sur le terrain, le professionnalisme impeccable de certaines opérations et l'aspect bricolé, comique même, de certaines autres”. Au premier rang des bricoleurs, un sous-commissaire des renseignements généraux de Bilbao, José Amedo Foucé. Ses faits et gestes des années 1983-86 rempliraient aisément un volume intitulé “Opérations secrètes : ce qu'il ne faut jamais faire”. En vrac : recrutement de “galeux” dans les locaux mêmes de la police de Bilbao ; compte en banque personnel où les pesetas valent par millions; dépenses somptuaires dans les casinos locaux; usage simultané d'un pseudonyme et d'une carte de crédit à son vrai nom ; maîtresses utilisées dans des opérations secrètes, qui s'épanchent dans les colonnes des journaux après la rupture; “galeux” français et portugais généreusement dotés de documents d'identité espagnols prélevés sur le stock du patron... Un vrai festival. Au point qu'après leur avoir rendus quelques services -on saisira sur des “galeux” des fiches de renseignement et des photos de cadres d'ETA-M “ressemblant fortement” à des documents de travail des services français- des policiers du Sud-ouest finiront par fuir Amedo Foucé et sa bande, surnommés “les petits Poucets”... Les collègues espagnols ne seront pas plus tendres avec Amedo quand le vent aura changé, début 1986 et qu'il faudra mettre fin aux opérations GAL. En effet, le commissaire Amedo et ses troupes renâclent alors à l'idée de rentrer dans le rang. Finis la vie à grandes guides, les soupers fins et les créatures de rêve... Résultat : en août 1987, deux journalistes madrilènes sont obligeamment conduits à une cachette bourrée de documents sur les GAL et d'une panoplie du parfait “galeux”, le tout mettant dramatiquement en cause le commissaire Amedo et sa troupe... Arrêtés en juillet 1988 pour cause de visibilité excessive, le commissaire et son adjoint seront condamnés à 108 ans et 8 mois de prison en septembre 1991.

Mais jamais la justice espagnole n'éprouvera l'envie d'aller plus haut, ou plus loin... Pas même celle d'entendre le commissaire Manuel Ballesteros pour le compte duquel, pourtant, Amedo déclare qu'il “ avait le sentiment” de travailler. Ballesteros était à l'époque des GAL le “Monsieur anti-terrorisme” espagnol; le bras droit de Rafaël Vera, secrétaire d'Etat à la sécurité. A ce titre, Ballesteros -ex-patron de la lutte anti-terroriste au Pays basque, puis “Commissaire général à l'information” [directeur des renseignements généraux]- supervisait les négociations officieuses avec ETA. En prime, ce super-flic espagnol avait jadis été impliqué dans les affaires d'un ancêtre des GAL, le “Bataillon basque espagnol”, subissant à la fin des années 70 les foudres de la justice espagnole, puis trois ans de “placard”... Le parfait pedigree pour un commanditaire des opérations GAL...

Le marketing,, des GAL

Une campagne de publicité bien conçue prend en compte trois éléments : la cible, l'image et le message. Dans le cas présent:

La cible: uniquement des cadres, des militants des réservistes d'ETA-M et les lieux qu'ils fréquentent. ETA Poli-Mili, les Commandos Autonomes Anticapitalistes, le groupe “Iraultza” (“Révolution” en basque), n'intéressent pas les GAL.

L'image : GAL, en Espagne, c'est une marque de savons de luxe très connue. GAL est aussi la première syllabe du nom injurieux donné aux français “gallos” (comme on dit “boche” ou “yankee”). En langue basque, GAL est un préfixe qui signale une déperdition, comme dé, justement, en français. L'idée d'un grand nettoyage, associée à celle de la France et d'un acte négatif

: quelle plus belle adéquation signifiant/signifié réaliser en trois lettres ? Sans compter les déclinaisons possibles en français : “galeux” etc.

Le message : fini le sanctuaire; finies les protections. Ce n'est pas un hasard si la première opération entreprise par les GAL dès octobre 1983 (L'enlèvement de “Josean” et de “Joxi”; voir tableau des attentats des GAL, p. 47 et s.) est le prélude direct à l'assassinat, deux mois plus tard, de “Txapela”, symbole éloquent de l'usage offensif du sanctuaire et des protections les plus prestigieuses...

Les GAL frappent les cadres “historiques” d'ETA-M et leurs lieux de rencontre : les bars basques; mais également, autour de la cible, la population vivant au contact des réfugiés, pour les isoler, les fragiliser, faire régner la peur autour d'eux.

Une “campagne” chère ?

Non. Un coût ridicule en comparaison de la facture du maintien de l'ordre en Euskadi-sud -et même du montant de l'impôt révolutionnaire versé chaque année à ETAM. Au total, avec les faux-frais, sans doute pas plus de dix millions de francs. Les GAL, c'est comme le Loto : facile, pas cher et, en l'occurrence, cela a rapporté gros...

Comment se déroulent les opérations ?

Des volontaires, policiers ou Gardes civils, contactent des collègues et amis français et portugais. Avec leur aide, ils prospectent les divers “milieux” criminels ou activistes (clubs de tir, amicales parachutistes, sociétés de sécurité) de ces deux pays et proposent des “contrats”. Pour les voyous, c'est simple : vous descendez untel, c'est tant. Petit acompte à la commande, solde à “livraison”. Pour les activistes, le jeu est plus subtil. L'ancien para à la dérive, le maniaque des armes à feu éprouvent une fascination majeure pour les services spéciaux. On leur joue donc le coup façon mission secrète. Ce avec d'autant plus de vraisemblance qu'à cette époque, la DGSE ne se désintéresse pas, loin de là, du dossier basque...

Toujours est-il que les “recruteurs” font preuve d'un absolu cynisme. A tous les coups l'on gagne : un etarra tué ? Un de moins. Des innocents tombent, victimes d'une “bavure” des GAL ? Le milieu abertzale est un peu plus isolé encore; les bars basques un peu plus vides. Au prochain attentat, le “carton” est assuré... Dans les deux cas, publicité garantie. Les hommes de main sont arrêtés ? Autant de moins à payer. Qu'ils dénoncent donc “Pepe”, “Francis” ou “Goïti”, les seuls noms qu'ils connaissent ... Tels des kleenex, on les jette après usage ...

Mais si le destin des exécutants est sans importance aucune pour les commanditaires, leur “profil”, lui en a une, majeure même: “Pas d'Arabes ni d'Espagnols”, recommande un recruteur à un chef de bande du Sud-ouest. Il ne faut pas inquiéter les paisibles populations des Pyrénées-Atlantiques, ni gêner les “sponsors”... En tout cas, l'infrastructure, elle, est française et opère en France. A chaque attentat, le plan “Eclat”, qui permet de boucler la frontière, est mis en place : un ou deux hommes de main tombent dans le piège; jamais aucun des opérateurs; a fortiori aucun commanditaire...

Qui commande ? A qui profite le crime ?

En février 1984 -les GAL se manifestent alors depuis quatre mois- Felipe Gonzalez entreprend

d'instruire l'opinion publique française. Parlant du continuum ETA-Sanctuaire français-GAL, il déclare: "je crois que si ETA cessait ses activités terroristes, la violence disparaîtrait de la face du pays". Un message lentement assimilé par le gouvernement socialiste français, puis reçu 5 sur 5 par celui de Jacques Chirac. La preuve ? Même s'il est filé depuis novembre 1985, c'est en avril 1986 que "Txomin"³¹, est arrêté. Un mois plus tard, Charles Pasqua, peu coutumier des dérapages médiatiques, commente ainsi la nouvelle donne au Pays basque français³². "Nous ferons tout pour mettre hors d'état de nuire les personnes qui sont payées par un Etat [c'est nous qui soulignons] pour venir régler leurs comptes sur notre territoire". A bon entendeur... Un serment d'autant moins exténuant à tenir que les GAL ont mis l'arme au pied trois mois plus tôt, pour ne plus se manifester depuis lors. Ce malgré de violentes offensives d'ETA en Euskadi-sud, sur le reste du territoire espagnol, même, entre 1986 et 1992, alors que chaque attentat grave d'ETA sans exception avait été suivi de sa riposte "galeuse" entre décembre 1983 et février 1986...

En juillet 1986, José Varona Lopez, membre présumé du "Commando Madrid" d'ETA-M, est expulsé vers l'Espagne, inaugurant une "procédure d'urgence absolue" utilisée par la suite plus de deux cents fois. Depuis lors, le gouvernement français réprime vraiment les activités d'ETA sur son sol; la coopération avec les instances judiciaires et policières espagnoles s'est intensifiée au point qu'en mars 1992 -alors que moins de dix ans auparavant, l'arrestation en Euskadi-nord -a fortiori l'extradition- du moindre etarra était exclue- trois dirigeants de premier plan d'ETA, "Paco", "Txelis" et "Fitti"³³, sont capturés en Euskadi-nord.

Comme ils ont dû discrètement jubiler, ce jour là à Madrid, ceux qui, dans un secret toujours intact pour l'essentiel, ont monté la campagne de contre-terrorisme la plus efficace de l'après-guerre !

Les "Galeux" de A à Z

José AMEDO FOUCE

Commissaire adjoint de la police de Bilbao; interrogé les 16 et 17 novembre 1987 par le juge Carlos Bueren. 1er décembre 1987, il est mis en cause par la justice française et placé sous le coup d'un mandat d'arrêt international par le juge Cavalerie de Bayonne. Il est reconnu par Mattei et Frugoli comme l'accompagnateur de leur contact Michel Dominguez Martinez lors de leur procès fin novembre 1987. Le 9 février 1988, la France demande son extradition. Le 13 juillet 1988, il est incarcéré à Madrid à la prison de Logrono sans possibilité de caution; le juge demande son inculpation par l'Audiencia Nacional de Madrid. Il est alors suspendu de ses fonctions. Le 3 août 1988, son recours est rejeté; il reste donc incarcéré. Le 18 octobre 1988, il est inculpé par l'Audiencia Nacional de Madrid d'appartenance à bande armée, de six tentatives d'assassinat et de

³¹ "Txomin", Domingo Iturbe Abasolo. Figure historique d'ETA-Militaire dont il est le chef incontesté durant près d'une décennie. Arrêté en France en avril 1986 et expulsé, il échoue en Algérie où il meurt dans des circonstances troubles et mars 1987. Voir dans les "Notes & Etudes" N°4, de février 1988 son portrait détaillé.

³² 6 Forum RMC, 24/5/86.

³³ "Paco" ou "Artapalo": Francisco Magica Garmendia, chef militaire, puis élément moteur du Comité Exécutif (CE) d'ETA. "Txelis", José-Luis Alvarez Santacristina. Responsable politique au sein du CE d'ETA. "Fitti", José-Maria Arregui Irostarbe. Responsable des affaires logistiques et techniques au sein du CE d'ETA. Tous trois constituent la direction suprême d'ETA. Ils sont arrêtés le 19 mars 1992 à Bidart, près de Biarritz, au Pays basque français.

falsification de documents d'identité. Le 11 juin 1991, ouverture du procès devant l'Audiencia Nacional. Le Parquet requiert 60 ans de prison pour assassinat, détention d'armes, détournement de fonds et appartenance à une bande armée. Le 17 juillet 1991, le procureur requiert 119 ans de réclusion. Le 20 septembre, il est condamné à 108 ans et 8 mois de prison (la législation espagnole fixe à 30 ans la peine maximum). Le 16 mars 1992, le Tribunal Supérieur espagnol confirme sa condamnation.

Pierre BALDES

Gitan, demeurant à Tarbes. Arrêté le 29 mars 1985 à la suite d'une fusillade à Bayonne. Il est inculpé d'assassinat et de détention illégale et transport d'armes et de munitions de première catégorie. Incarcéré à la Maison d'arrêt de Bayonne. Le 28 mai 86 devant la Cour d'Assises de Pau, il nie les faits et plaide non coupable. Il est condamné le 19 juin 1986 à la réclusion criminelle à perpétuité.

Jean-Pierre BOUNIN

Arrêté en juin 1984 à la suite de l'attentat contre le bar "Le Haou" avec Jean-Pierre Labade, Patrick De Carvalho et Roland Sampietro. Il est remis en liberté le 28 décembre 1984 pour vice de forme dans la procédure.

Yann BROUCHOS

Inculpé dans l'attentat contre la coopérative abertzale Denek. Remis en liberté le 26 novembre 1984 pour vice de procédure. Condamné à 5 ans de prison ferme, le 9 octobre 1986 et arrêté pendant l'audience.

Guy CANTANAVERA

Cerveau présumé de la bande "Pinard, Parmentier, Foucher". Il est présenté le 18 avril 1985 au juge d'instruction et est accusé de complicité d'assassinat. Le procès, ouvert le 18 mai 1987 devant la Cour d'Assises spéciale de Pau, est renvoyé pour complément d'information. Jugé à nouveau par la cour d'Assises spéciale de Paris, le 31 mars 1989, Cantanavera est relaxé.

Mario CORREIA DA CUNHA

Arrêté en août 1986, inculpé en avril 1987 par un juge de Lisbonne. Il dit avoir été recruté par deux Espagnols en janvier 1986. Jugé à Lisbonne le 9 juin 1989, il est condamné à 5 ans de réclusion le 9 octobre 1989. Etait en instance de libération en avril 1990.

Rogero DA SILVA

Arrêté en août 1986, il est inculpé en avril 1987 par un juge de Lisbonne. Il dit avoir été recruté par deux Espagnols en janvier 1986. Il est jugé le 23 juin 1989 et est condamné à 8 ans de réclusion criminelle le 9 octobre. Le 18 avril 1990, il est libéré de la prison de Viano do Castelo après avoir purgé la moitié de sa peine.

Jean-Pierre DAURY

Arrêté le 21 septembre 1984, il est poursuivi pour port et transport illégal d'armes, association de malfaiteurs. Il comparaît le 28 février 1985 devant le tribunal de Bayonne. Il est inculpé de port d'armes prohibées, d'association de malfaiteurs, de vol de voitures, recel et maquillage de plaques. Son procès débute le 18 avril 1985. Il est condamné à 5 ans de détention assortis d'une interdiction de résidence de 5 ans au Pays Basque et de séjour, même à titre touristique.

Patrick De CARVALHO

Arrêté en juin 1984 à la suite de l'attentat à la moto piégée devant le café "le Haou" de Biarritz. Le 8 août, il reconnaît avoir commandé la détonation de la bombe. Le 15 février 1988, trois personnes dont son frère sont arrêtées alors qu'elles préparaient son évasion. Le 21 mars 1988, début de son procès. Il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité sans peine incompressible ni circonstances atténuantes. Le 8 février 1989, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation rejette son pourvoi.

Alain DOMENGE

Membre présumé des GAL. Déjà condamné par le TGI de Pau, le 5 mars 1986, à 3 ans de prison ferme pour tentative d'évasion pendant sa détention préventive (de 55 mois), il est jugé le 18 juin 1990, après un sursis à statuer pour complément d'information. Le 21 juin 1990, il est condamné à 14 ans de réclusion criminelle avec circonstances atténuantes. Le Ministère public avait requis 16 à 18 ans de réclusion.

Michel DOMINGUEZ MARTINEZ

"Bras droit" de José Amedo Foucé ; arrestation, procès et condamnation identiques.

Jean-Pierre ECHALIER

Se présente spontanément aux gendarmes le dimanche 6 juin 1986. Il se déclare membre des GAL et se sent menacé. Il était recherché pour l'enlèvement de Segundo Marey Semper. Son procès s'ouvre le 3 décembre 1987 ; il est reconnu coupable d'association de malfaiteurs, d'enlèvement et de séquestration illégale. Condamné le 6 décembre 1987 à 8 ans de réclusion criminelle avec circonstances atténuantes.

Daniel FERNANDEZ ACENA

Arrêté le 1er mars 1984 par la police espagnole à Irun. Il est condamné à 30 ans de prison par l'Audiencia Nacional de Madrid pour le meurtre de Jean-Pierre Leiba, en décembre 1985. Le 10 mars 1988, il est incarcéré à la prison de Valladolid.

Antonio Jorge FERREIRA

Arrêté le 28 août 86, sans que son identité ait alors été révélée, il est inculpé par un juge de Lisbonne le 19 avril 1987. Il dit avoir été recruté par deux Espagnols en janvier 1986. Le 23 juin 1989, ouverture de son procès qui s'achève le 9 octobre par une condamnation à 8 ans de réclusion criminelle.

Paulo FIGUEIREDO FONTES

Arrêté le 13 février 1986 après les attentats des 8 et 13 février, ce jeune Portugais est écroué à Bayonne et inculpé d'assassinat, de port d'armes et d'association de malfaiteurs. Il déclare avoir été recruté au Portugal avec deux autres complices. Le 12 juin 1991, il est jugé par la Cour d'Assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques pour tentative d'assassinat et association de malfaiteurs.

Bernard FOUCHER

Arrêté le 13 avril 1985 à Paris, il est inculpé d'assassinat le 17 avril et est écroué à la prison de Gradignan. Inculpé d'assassinat il comparait le 18 mai 1987 devant la Cour d'Assises spéciale de Pau pour le meurtre de Xavier Galdeano à Saint-Jean de Luz le 30 mars 1985. Il est condamné le 20 mai 1987 à 20 ans de réclusion criminelle. Le 19 mai 1988, ce jugement est annulé pour vice de forme. Le 31 mars 1989, il est jugé à nouveau par la Cour d'Assises spéciale de Paris et est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Pierre FRUGOLI

Il est arrêté le 25 septembre 1985 pour l'assassinat de 4 réfugiés basques dans un bar de Bayonne. Début du procès le 30 novembre 1987 devant la Cour d'Assises spéciale, où il reconnaît Amedo Foucé comme étant l'accompagnateur de leur contact, Michel Dominguez Martinez. Il est condamné à la réclusion perpétuelle. Le 6 septembre 1988, la chambre criminelle de la Cour de Cassation annule sa précédente condamnation pour vice de forme. Le Président de la Cour d'Assises ayant donné lecture d'une décision lui infligeant la réclusion criminelle à perpétuité alors que l'arrêt rédigé par le même président mentionnait une peine de 20 ans. Il est jugé à nouveau à Paris par la Cour d'Assises spéciale pour entreprises terroristes. Le 23 mars 1989, il est condamné à 20 ans de réclusion criminelle alors que l'Avocat général avait requis la réclusion criminelle à perpétuité.

Christian HITTIER

Reconnu en novembre 1987 comme le recruteur de Baldès, Sampietro, De Carvalho. Interpellé le 1er mars 1988 à Mouscron (Belgique ; la police belge appliquait un mandat d'arrêt international pour association de malfaiteurs lancé par le juge Cavalerie, de Bayonne), Hittier est extradé le 12 novembre 1988, et inculpé de participation à association de malfaiteurs et complicité d'assassinat. Le 27 mars 1990, il est libéré de la prison de Pau après que le tribunal de Bayonne ait rejeté sa demande de libération et que celui de Pau l'ait acceptée. Le 13 septembre 1991, procès ; le Procureur requiert 5 ans de prison ferme. Il est condamné le 17 octobre à 5 ans de réclusion criminelle par le Tribunal Correctionnel de Bayonne. Ne faisant pas l'objet de mandat de dépôt, il reste en liberté. Le 30 juin 1992, jugé à nouveau après avoir fait appel, il est condamné à 5 ans d'emprisonnement (assortis d'une interdiction de séjour dans le ressort de la Cour d'appel de Pau de la même durée) pour association de malfaiteurs, détention de munitions de lère catégorie et d'explosifs.

Jean-Pierre LABADE

Arrêté à la suite de l'attentat contre le café "Le Haou" à Biarritz en juin 1984. En août 1984, il nie sa participation à l'attentat. Le 28 novembre 1984, il est remis en liberté pour manque de charges. Le 11 janvier 1985, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour non-présentation au commissariat alors qu'il était placé sous contrôle judiciaire dans l'affaire du meurtre de Xavier Arenaza, le 23 mars 1984. Arrêté à nouveau le 9 octobre 1986 au Portugal, son extradition est demandée. Il est condamné par la justice portugaise le 5 février 1988 à une peine de 4 ans de ré-

clusion pour fabrication et usage de faux documents et pour incitation au crime et est incarcéré à la prison de Viano do Castelo. Son procès en France a eu le 21 mars 1988, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité sans peine incompressible et sans circonstances atténuantes (son pourvoi est rejeté par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation le 8 février 1989). Il sera extradé après avoir purgé ses 4 ans au Portugal pour être incarcéré en France.

Alain LAMBERT

Jugé le 18 juin 1990 après 55 mois de détention préventive, il est condamné le 21 juin 1990 à 14 ans de réclusion criminelle avec les circonstances atténuantes, le ministère public avait requis 16 à 18 ans de réclusion.

Lucien MATTEI

Il est arrêté le 25 septembre 1985 pour l'assassinat de 4 réfugiés basques dans un bar de Bayonne. Le 30 novembre 1987, devant la Cour d'Assises spéciale, il reconnaît Amedo Foncé comme étant l'accompagnateur de leur contact Michel Dominguez Martinez. Il est condamné à la réclusion perpétuelle avec période de sûreté de 18 ans. Le 6 septembre 1988, la chambre criminelle de la Cour de Cassation annule sa précédente condamnation pour vice de forme. Jugé à nouveau à Paris par la Cour d'Assises spéciale pour les entreprises terroristes, il est condamné le 23 mars 1989 à une peine de réclusion criminelle à perpétuité, ce que l'avocat général avait requis, assortie d'une peine de sûreté de 18 ans.

Georges MENDAILLE

Accusé d'avoir participé à des attentats des GAIL, il est arrêté à Gérone le 13 février 1989 et inculpé d'association de malfaiteurs ; il est écroué à la prison de Carabanchel près de Madrid. Il aurait été un contact d'Amedo Foncé. Le 25 juillet 1989, l'Audiencia Nacional accorde son extradition pour association de malfaiteurs et tentative d'attentats, mais, le 1er juin 1990, le gouvernement espagnol revient sur cette décision. Le 25 juin, il est remis en liberté ; en 1992, il circule librement en Espagne, pays qui refuse toujours de l'extrader.

Ismaël MIQUEL GUTTERIEZ

Répond, le 24 octobre 1987 devant l'Audiencia Nacional de Madrid, du meurtre de R. Caplane le 24 décembre 1985. Le Parquet requiert 54 ans et 5 mois de prison pour assassinat, possession d'armes de guerre et appartenance à une bande armée. Lors de son procès, il est détenu à Bangkok où il a été condamné à perpétuité pour trafic d'héroïne.

Marino MORALEDA MUNOZ

Arrêté le jour même de l'attentat contre Jean-Pierre Leiba, le 1er mars 1984 à Hendaye, il est remis en liberté sous caution. Il est condamné à 30 ans de prison par l'Audiencia Nacional de Madrid en décembre 1985 pour ce même attentat.

Michel MORGANTI

Jugé le 18 juin 1990, après 55 mois de détention préventive, il est condamné le 21 juin 1990 à 15 ans de réclusion criminelle avec circonstances atténuantes ; le ministère public avait requis 18 à 20 ans de réclusion.

Alain PARMENTIER

Arrêté le 13 avril 1985 à Paris ; l'un des auteurs présumés du meurtre de Xavier Galdeano (mars 1985). Il est inculpe d'assassinat et écroué à la prison de Gradignan. Présenté le 18 mai 1987 à la Cour d'Assises spéciale de Pau, il est inculqué d'assassinat et condamné le 20 mai 1987 à 20 ans de réclusion criminelle. Le 19 mai 1988, le verdict de 1987 est annulé pour vice de forme. Le 31 mars 1989, jugé à nouveau par la Cour d'Assises spéciale de Paris, il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Carlos PEDEMONTE BLAY

(CEDADE, Cercle des amis de l'Europe: groupe néo-nazi catalan) Condamné à 4 mois de détention en novembre 1987 pour le meurtre de R. Caplane.

Jacky PINARD

Cet ancien surveillant de la prison de Pontoise est arrêté à Paris le 13 avril 1985 comme un des auteurs présumés du meurtre de Xavier Galdeano (mars 1985). Le 17 avril 1985, il est inculqué d'assassinat et est écroué à la prison de Gradignan. Inculqué d'assassinat, il est traduit le 18 mai 1987 devant la Cour d'Assises spéciale de Pau. Condamné le 20 mai 1987 à 20 ans de réclusion criminelle. Jugement annulé pour vice de forme le 19 mai 1988. Jugé par la Cour d'Assises spéciale de Paris, il est condamné le 31 mars 1989 à la réclusion criminelle à perpétuité.

Patrick PIRONNEAU

Il est arrêté le 9 juillet 1988 à Tours et soupçonné d'être un agent recruteur des GAL. Il est inculqué d'association de malfaiteurs et écroué dans un lieu tenu secret. Le 13 juillet 1988, il est confronté avec Dominique Thomas et "ne la reconnaît pas". Le 13 septembre 1991, le procureur requiert contre lui 5 ans de prison ferme. Le 17 octobre 1991, il est condamné à 3 ans de réclusion criminelle. Ne faisant pas l'objet de mandat de dépôt, il reste libre. Le 30 juin 1992, lors d'un nouveau jugement il est condamné à 5 ans d'emprisonnement, peine assortie d'une interdiction de séjour de 5 ans dans le ressort de la Cour d'Appel de Pau.

Roger ROUSSEY

Jugé le 18 juin 1990 après 55 mois de détention préventive, il est condamné le 21 juin 1990 à 16 ans de réclusion criminelle avec les circonstances atténuantes, le ministère public avait requis 18 à 20 ans de réclusion.

Javier ROVIRA-LLOR

(CEDADE) Condamné le 19 novembre 1987 à 34 ans de prison pour le meurtre de R. Caplane.

Roland SAMPIETRO

Arrêté en juin 1984 suite à l'attentat contre le café "Le Haou" de Biarritz. Le 21 mars 1988, il est condamné à 20 ans de réclusion criminelle. Le 8 février 1989, la chambre criminelle de la Cour de Cassation rejette son pourvoi.

Pedro SANCHEZ

Interpellé le 4 décembre 1983 au poste frontière de Dancharia. On trouve dans la voiture de cet ex-caporal-chef de la Légion étrangère matraque, rasoir, bombe lacrymogène ainsi que des photos de réfugiés basques. Le 6 décembre, il est inculpé de complicité, d'arrestation illégale et de séquestration sur la personne de Segundo Marey Semper ; il risque de 10 à 20 ans de réclusion. Pedro Sanchez meurt en septembre 1986 d'un cancer du pancréas.

Raymond SANCHIS

Interpellé le 22 novembre 1984 suite à l'enlèvement de Segundo Marey Semper, il est inculpé de séquestration illégale et incarcéré. Le 13 septembre 1991, le procureur de la République requiert contre lui 5 ans de prison ferme. Le 17 octobre 1991, il est condamné à 5 ans de réclusion criminelle. Ne faisant pas l'objet de mandat de dépôt, il demeure en liberté. Le 30 juin 1992, lors du jugement d'appel, il est condamné à 5 ans d'emprisonnement assorti d'une interdiction de séjour de 5 ans dans le ressort de la Cour d'appel de Pau.

Mohand TALBI

Interpellé en Savoie le 16 août 1984, suite à l'enlèvement de Segundo Marey Semper, il est inculpé de séquestration illégale et incarcéré. Le 3 décembre 1987, il est reconnu coupable d'association de malfaiteurs, d'enlèvement et de séquestration illégale et condamné à 12 ans de réclusion criminelle avec circonstances atténuantes. Le 21 mars 1989, jugé par la Cour d'Assises spéciale de Paris (le verdict précédent avait été annulé par la Cour de Cassation le 27 septembre 1988), il est condamné à 9 ans de réclusion criminelle, l'Avocat général ayant requis une peine de 12 ans. En avril 1991, il est remis en liberté, mais assigné à résidence.

Dominique THOMAS

(La "Tueuse blonde" ?) Arrêtée avec sa soeur Marie-Chantal le 16 mars 1988 ; elles ont déjà été entendues par la police. Toutes deux sont remises en liberté au terme de la garde à vue. Le 6 juillet 1988, Dominique est inculpée d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat, dans l'attentat du 26 mars 1985 à Ciboure, contre le bar "le Bittor". Elle se présente spontanément à la justice pour clamer son innocence et est alors placée sous mandat de dépôt et écrouée à la prison de Gradignan. Le 13 juillet 1988, elle est confrontée avec P. Pironneau qui déclare ne pas la reconnaître. Le 18 août 1988, elle est à nouveau inculpée d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat, pour d'autres attentats mais un élément ne convient pas : la "tueuse blonde" chausse du 37, D. Thomas du 35... En novembre 1988, révélation : elle aurait été la maîtresse d'Amedo Foncé pendant deux mois. Le 7 février 1989, la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Pau décide sa remise en liberté dans l'affaire de Ciboure mais elle reste maintenue en détention car inculpée pour une autre série d'attentats ayant eu lieu en 1983 et 1985. Le 15 septembre 1989, elle est remise en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Pau, mais reste sous contrôle judiciaire. Elle est autorisée à séjourner dans les arrondissements judiciaires de Carcassonne et de Pau. Le 13 septembre 1991, le Procureur requiert 5 ans de prison ferme. Le 17 octobre 1991, elle est condamnée à 3 ans de réclusion criminelle par le Tribunal correctionnel de Bayonne. Ne faisant pas l'objet de mandat de dépôt, elle demeure libre. Jugement prévu le 12 février 1992 par la cour d'Appel de Pau ; renvoyé au 10 juin 92. Le 30 juin 1992, elle est condamnée à 5 ans d'emprisonnement et à une interdiction de séjour de 5 ans dans le ressort de la Cour d'appel de Pau.

Andre VICENTE GARCIA

Interpellé le vendredi 21 septembre 1984, alors qu'il transportait des armes devant servir à exécuter des réfugiés basques espagnols, il comparait devant le Tribunal de Bayonne et est poursuivi pour port d'armes illégal, détention de munitions et participation à association de malfaiteurs. Son procès débute le 18 avril 1985 devant le TGI, il est inculqué de port d'armes prohibées, d'association de malfaiteurs, de vol de voitures, recel et maquillage de plaques et est condamné à 5 ans de détention assortis d'une interdiction de résidence de 5 ans au Pays Basque et de séjour, même à titre touristique.

Les GAL : chronologie

Date	Lieux	Nature de l'attentat	Attribution et/ou revendication	Pistes et/ou arrestations
Nuit du 16 au 17 /10/83	Bayonne (64)	Enlèvement de deux membres présumés d'ETA-Militaire, José Antonio Lasa Arrostequi "Joxan" né le 21/3/63 à Tolosa, Espagne et José Ignacio Zabala Artano, "Joxi" né le 5/1/62 à Tolosa, Espagne, qui ne seront jamais retrouvés.	Attribué. Non revendiqué mais liens avérés avec l'assassinat de "Txapela" le 28/12/83 (voir plus bas)	"Groupe des légionnaires" (José Amedo Foucé, Pedro Sanchez, Mohand Talbi, Jean-Pierre Echalié, etc.)
4/12/83	Hendaye (64)	Enlèvement le 14/12/83 de Segundo Marey Semper, né le 8/6/32 à Irun, Espagne. Sosie d'un haut responsable d'ETA. Le GAL reconnaît sa méprise et le libère rapidement.	Revendiqué le 6/12/83 Première et unique revendication écrite des GAL	"Groupe des légionnaires"

19/12/83	Bayonne (64)	Assassinat au pistolet automatique, au bar "Kayet", de Ramon Onaederra Bergara, "Kattu", né le 28/3/60 à Azpeitia, Espagne. Membre présumé d'ETA-Militaire. Serveur occasionnel dans ce bar du vieux-Bayonne fréquenté par les réfugiés basques espagnols. Un commando de trois hommes en voiture l'abat de 5 balles de 9 mm.	Revendiqué le 20/12/83 : "cette action s'inscrit dans une ligne d'attaque systématique contre les terroristes de l'ETA que nous allons mener dans les semaines à suivre. Cette exécution n'est qu'un début. De la même façon, nous manifestons notre intention d'attaquer les Français qui cachent, collaborent avec, ou donnent du travail aux terroristes".	
28/12/83	Saint-Jean-de-Luz (64)	Assassinat à l'arme automatique de Miguel Angel Goicoechea Elorriaga, "Txapela" né le 3/7/56 à Baracaldo, Espagne. Membre présumé du Comité exécutif d'ETA-Militaire, responsable des commandos. Décède de ses blessures le 1/1/84. Dans la rue, vers 20h30, à proximité de son domicile, deux hommes lui tirent 5 balles dans la tête et s'enfuient en voiture.	Revendiqué le 29/12/83 : "le combat contre les nationalistes terroristes va continuer dans sud de la France.... Aucun élément actif, collaborateurs ou sympathisants d'ETA ne va pouvoir échapper à notre vengeance."	Lasa Arrostequi et Zabalo Artano enlevés le 16/10/83 (voir plus haut) avaient aidé "Txapela" à déménager peu avant leur disparition. Le domicile de "Txapela" était en principe secret.

8/2/84	Hendaye (64)	Assassinat à l'arme automatique de deux membres d'ETA-Militaire, Vicente Perurena Terechea, "Peru" né le 8/11/46 à St Sebastien, Espagne spécialiste des passages de frontière et Angel Gurmino Lizzarraga "Stein", né le 17/12/50 à Olazagutia, Espagne, ancien garde du corps de "Txomin", très lié à Miguel-Angel Apalategui, cadre du "commando Madrid". Une dizaine de balles de 9mm tirées depuis une voiture par deux hommes ou plus vers 20h. Plusieurs coups mortels à la tête.	Revendiqué le 9/2/84	A noter le 29/1/84 l'attentat d'ETA-Militaire à Madrid contre le général (CR) Guillermo Quintana Lagaci.
--------	-----------------	--	----------------------	--

25/2/84	Idaux-Mendy (64), village près de Mauléon	Assassinat de Eugenio Gutterriez Salazar, "Tigre" né le 14/1/55 à Bilbao, Espagne. Balle de fusil Remington à lunette, en plein cœur par un tireur embusqué. Militant présumé d'ETA-Militaire. Gutterriez participait à "un stage de perfectionnement à l'enseignement de la langue basque" dans l'ancien presbytère de Mendy, abritant une colonie de vacances, endroit isolé et difficile d'accès.	Revendiqué le 25/2/84 : "Nous allons continuer. Si la stratégie d'ETA change, la notre changera aussi. S'ils s'attaquent sans discrimination à la population, nous mettrons une voiture piégée sur le passage d'une manifestation de Herri Batasuna".	Sans doute le "Groupe Labadel /Carvalho" (José Amedo Foncé). A noter l'assassinat le 23/2/84 à St-Sébastien du sénateur socialiste basque Enrique Casas Vila par les "Commandos Autonomes Anticapitalistes".
---------	---	--	---	--

1/3/84	Hendaye (64)	Jean-Pierre Leiba né le 25/6/55 à Ciboure, France, aucune activité abertzale connue, employé par la Transfesa (société de sous-traitance de la SNCF) est abattu à la gare alors qu'il discutait avec trois collègues, réfugiés basques. Peut-être une erreur sur la personne. Un homme lui tire une balle de 9 mm dans le coeur. Il s'enfuit à pied, rejoint par un complice et franchit la frontière à 400 m de là.	Revendication puis démenti des GAL le 2/3/84. (Groupe né d'une initiative du patronat basque espagnol).	Le complice du tueur est arrêté par la police espagnole et conduit au commissariat d'Irun: Marino Moraleda-Munoz, 27 ans repris de justice, basque espagnol, contrebandier; cond. à 30 ans de prison en 1985. Puis 4 autres individus sont interpellés : Daniel Fernandez Acena ancien salarié de Transfesa; cond. à 30 ans de prison en 1985. Juan Luis Garcia, Vicente Manuel Fernandez, Victor Manuel Navascuez. Le tireur serait un français prénommé "Jean-Pierre" (Cherid ?) ayant reçu l'arme 5 jours plus tôt dans un bar d'Hendaye des mains de Daniel Fernandez. Cette arme proviendrait d'un homme d'affaires basque du Guipuzcoa.
--------	--------------	--	---	---

23/3/84	Biarritz (64)	Xavier Perez de Arenaza Sogorlo, né le 21/1/49 à Aretxabaleta, Espagne, beau-frère de "Txomin". Membre présumé d'ETA-Mifitaire. Remonte à 13 h, dans sa voiture après un plein d'essence dans une station proche de son domicile ; un homme à moto, en casque intégral, tire sur lui 5 balles de 9 mm. Il est touché par 3 balles dont une à la tête, mortelle. Le tueur s'éloigne rapidement.	Revendiqué le 23/3/84 : "Nous liquiderons les terroristes de l'ETA qui se cachent en France. Vous aurez des nouvelles du GAL".	"Groupe Labade 1 / Carvalho" (José Amedo Foncé)
---------	------------------	--	--	---

3/5/84	Saint-Martin d'Arrossa Entre Cambo-les-Bains et Saint-Etienne De Baïgorry, route de Montagne (64)	Assassinat à l'arme automatique (le Rafaël Goicoetchea Erauzquin, né, le 19/01/54 à Hernani, Espagne. Jésus Huici Iugarramurdi "Kiskur", né le 23/12/48 à St Sébastien, Espagne, est, lui gravement blessé. Tous deux sont des membres présumés d'ETA-Militaire. Goicoetchea Erauzquin ne faisait pas partie des réfugiés les plus recherchés par la police espagnole. En revanche Iugarramurdi était suspecté de participation à l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco en décembre 1973. A 17HI5 ils rentrent chez eux en voiture quand ils sont doublés par une grosse moto noire volée à Biarritz. Elle est conduite par un homme; derrière, une femme aux longs cheveux blonds qui tire à 5 reprises des balles de calibre 45. Tous deux sont casqués.	Revendiqué, le 3/5/88.	
--------	--	---	------------------------	--

	<p>Biarritz (64)</p>	<p>Assassinat à la moto piégée de Thomas Perez de Revilla, alias "Ilueso", né le 17/12/37 à Bilbao Espagne ; est également blessé Ramon Orbe Echeverria, né le 9/4/55 à Busturia, Espagne, prêtre, membres présumés d'ETA- Militaire. A 17H50, au moment où ils passent à proximité du bar le Ilaou, une moto piégée explose. Ils sont grièvement brûlés. Revilla est un dirigeant historique d'ETA-M., déjà victime d'un attentat en 1976. Il meurt le 28/7/84 à l'hôpital de Bordeaux. Explosion télécommandée.</p>	<p>Revendication le 15/6/84 : "Une riposte aux attentats commis par les assassins de l'ETA-Militaire qui mettent des bombes dans les voitures".</p>	<p>"Groupe Labade 1 Carvalho" (José, Amado Foncé). Sont arrêtés Jean-Pierre Labade, Patrick de Carvalho et Roland Sampietro.</p>
--	--------------------------	---	---	--

10/7/84	Luz (64)	St-Jean de Un engin explosif blesse trois membres présumés d'ETA-militaire José Luis Oliva Gallastegui né le 22/2/52 à Eibar, Espagne; Bonifacio Garcia Nuno, né le 4/6/53 à Erandio Espagne; Juan Vicente Jauregui Urria né le 16/4/55 à Lejanda, Espagne. L'engin est lancé dans le bar "La Consolation", fréquenté par des sympathisants d'ETA-M, par le conducteur d'une grosse moto noire.	Revendiqué le 11/7/84 : "Le GAL a frappé les assassins de l'ETA et il les frappera encore".	
12/8/84	Saint-Martin d'Arrossa (64)	Incendie criminel (dégâts matériels) d'une coopérative nationaliste basque, "Denek", fabriquant des meubles.	Pas de Revendication du GAL. Attribué.	Filière activiste Yann Brouchos, ex-OAS, Jean-Pierre Dory et Vicente Garcia, ex-légionnaires
18/11/84	Biriadou (64)	Assassinat à l'arme automatique du Basque Français Christian Olascaga né le 4/12/63 à Biarritz. Son frère est blessé au même moment. Deux hommes masqués prennent la fuite.	Revendiqué par le GAL qui parle de "bavure", le 20/11/84.	

20/11/84	Bilbao Espagne	Santi Brouard, 64 ans. Très lié à "Txomin", député de Herri Batasuna, président de la composante la plus radicale de H.B., le parti HASI, véritable branche politique d'ETA-Militaire. Médecin pédiatre, il est tué dans son cabinet par deux jeunes gens à visage découvert. Une balle dans la tête avec une arme munie d'un silencieux. S'enfuit sur une moto dont le numéro est relevé.	Assassinat du leader basque espagnol Revendiqué, par le GAL le 20/11/84 puis démenti quelques heures plus tard.	Juan José Rodriguez Diaz et Rafael Lopez Ocaña : présentés au Tribunal de Bilbao le 20/4/88 pour assassinat. Ocaña est reconnu par l'infirmière. La moto lui appartenait.
11/12/84	Hendaye (64)	Attentat à la voiture piégée blessant un membre d'ETA-militaire, Juan José Iradi Lizarazu né le 12/10/57 à St Sebastien, Espagne. La cible réelle était semble-t-il José Lopez Abechuco Liquiniano membre d'ETA-Militaire.	Attribué aux GAL.	

1/2/85	Bayonne (64)	Attentat à la voiture piégée contre Xavier Manterola, né le 14/8/58 à Bordeaux, Français, membre d'I.K. Indemne.		
4/3/85	Bayonne (64)	Attentat à l'arme automatique faisant deux blessés, Jésus Amantes Arnaiz alias "Txirlas", né le 24/6/60 à Bilbao, Espagne et Angel Zabaleta Mendia "Gotzon", né le 4/8/64 à Ezquioga, Espagne. Ces deux membres présumés d'ETA-Militaire sont attablés dans le café le "Lagunekin", lorsque vers les 20h un tireur en cagoule – sans doute une femme- ouvre le feu sur les réfugiés à l'aide d'un fusil à pompe à crosse sciée. Le tireur s'enfuit dans la voiture d'un complice.	Revendiqué par les GAL le 30/3/85.	"Groupe Hittier" (José Amedo Foncé), Hittier, Pierre Baldès, plus une "tueuse blonde".
13/3/85	Bayonne (64)	Mitrailage d'un hôtel. Un blessé.	Revendiqué par les GAL.	

26/3/85	Ciboure (64)	Attentat à l'arme automatique dans un bar de Ciboure, le "Bittor"; deux blessés, dont Ramon Basanez Jauregui, membre présumé d'ETA-M, né le 10/8/53 à Portugaleta, Espagne. Vers les 20h30 un homme de petite taille, masqué, tire 5 fois avec un fusil de chasse à canon scié. Pour couvrir sa fuite, une jeune femme jette une grenade. Tous d'eux partent en voiture.	Revendiqué par les GAL le 30/3/85.	"Groupe Hittier", Pierre Baldès, plus une "tueuse blonde". (José Amedo Foncé).
29/3/85	Bayonne (64)	Attentat à l'arme automatique tuant Benoît Pecastaing, citoyen français; et blessant Pedro Picabea Ugalde, "Kepa", né le 5/9/55 à Lesaca Espagne, Membre d'ETA-Militaire; Jean-Marc Mutuo né le 18/2/61 à Bayonne, France ; jean Hum, né en 1968. Vers les 20h30 un homme entre dans le bar "Les Pyrénées" et tire au hasard. Après une coursepoursuite, le tueur est arrêté par des Réfugiés, molesté, puis remis à la police.	Revendiqué par les GAL le 30/3/85.	Arrestation en flagrant délit de Pierre Baldes, né en 1951, délinquant connu, membre d'une communauté gitane de Tarbes, fixé depuis peu à Bayonne.

30/3/85	St-Jean de Luz (64).	Assassinat à l'arme automatique de Xavier Galdeano Arana né le 16/6/34 à Bilbao Espagne; membre d'ETA-militaire (cadre financier). Photographe, il vient de couvrir une manifestation anti-GAL à Bayonne. Devant son domicile, les 3 ou 4 occupants d'une CX rouge tirent à 5 reprises avec du 9 mm	Revendiqué par les GAL le 30/3/85 avec les trois attentats précédents.	"Pizza connexion" (Jacky Pinard, Bernard Foucher, Alain Parmentier).
14/6/85	Ciboure (64)	Attentat à l'arme automatique contre le café le "Ttiki" faisant deux morts, Claude Doear, né le 13/3/57 à Marseille et Emile Weis, né le 28/7/57 à Aubenas; ainsi qu'un blessé, Antoine Bilbao (français). Vers 22h, une femme et un homme tirent au hasard, avec une Sten, sur les consommateurs et partent en jettant une grenade qui n'explose pas.	Revendiqué par les GAL le 15/6/85, qui reconnaissent leur erreur.	Groupe Hittier, plus une "tueuse blonde" (José Amedo Foncé)

28/6/85	Bayonne (64)	Assassinat à l'arme automatique de Santos Blanco-Gonzales né, le 1/11/33 à St Sebastien Espagne, membre d'ETA-Militaire. Réfugié depuis 3 ans, sans activité, publique Abertzale. Il est 23h30, devant le bar "Victor Hugo", une jeune femme petite et brune lui tire 2 balles de 45 en pleine poitrine.	Attribué aux GAL.	"Groupe Hittier" plus une "tueuse blonde". (José Amedo Foncé)
8/7/85	Ciboure (64)	Attentat à l'arme automatique dans un café basque, le "Bittor", faisant deux blessés dont : Juan Carlos Lecertua Urritibescoa alias "Rubitxo" né le 4/4/59 à Lequeitio Espagne, membre d'ETA-Militaire. A 22h30 une femme ouvre le feu dans le bar et abandonne sur place un pistolet Sig-Sauer 9 mm.	Revendiqué par les GAL.	"Groupe Hittier" plus "tueuse blonde" (José Amedo Foncé).
16/7/85	Anglet (64)	Attentat à la voiture piégée manque. Désamorcée. Visait : Fernando Eguileor Ituarte, né, le 24/4/40 à Bilbao Espagne. Membre d'ETA Militaire	Attribué aux GAL	

2/8/85	St-Martin d'Arrosa (64)	Assassinat à l'arme automatique de Juan Maria Otegui Elicegui alias "El Txato" né le 21/9/42 à Isasondo Espagne ; membre d'ETA-Militaire. Considéré par la police espagnole comme l'ancien responsable des commandos illégaux de Bilbao. Travaillant dans une coopérative abertzale fabriquant des meubles, il rentrait chez lui en voiture vers 17h30 lorsque deux hommes à moto ouvrent le feu.	Revendiqué par les GAL le 4/8/85.	"Groupe Marseillais"
31/8/85	St-Jean de Luz (64)	Attentat manqué contre un réfugié basque. Par erreur un ressortissant français est blessé . Dominique Labeyrie né le 28/1/53. Dans la rue F. Bibal, le facteur observe longuement une "tueuse blonde" et en fait pour la première fois une description précise.	Attribué aux GAL.	"Groupe Hittier" plus "tueuse blonde" (José Amedo Foncé)

5/9/85	St-Martin d'Arrosa (64)	Attentat manqué contre un réfugié basque : Joseph Aratzoa, voisin et ami de Juan-Maria Otegui (voir supra 2/8/85). Sa voiture piégée n'explose pas.	Attribué aux GAL.	"Filière marseillaise" : 4 petits truands sont arrêtés en novembre 85 dans les Bouches du Rhône: Alain Domange, Alain Lambert, Michel Morganti, Roger Roussey. Ils recon naissent les faits. Connexion "Groupe Ilittier" (José Amedo Fonce)
--------	-------------------------------	---	----------------------	--

25/9/85	Bayonne (64)	<p>Attentat à l'arme automatique dans un bar du "Petit Bayonne", le "Monbar" tuant 4 membres d'ETA-Militaire, José Maria EchanizMattegui, "Potros" né le 25/3/54 à Villareal, Espagne; Igniacio Astiasuizarra Pagola, né le 30/7/50 à Hernani Espagne; Agustin Irrazustabarrena Urrusola, "Legra" né le 20/6/52 à Astigarraga, Espagne; José Sabino Echaïde Ibaruren né le 12/6/57 à Cestona, Espagne et un blessé, Jean Iriarte, né le 6/7/16 (Français). Vers 21H15 deux tueurs entrent et ouvrent le feu avec des pistolets 9 mm. Un complice parvient à s'enfuir dans le véhicule qui avait déposé le commando. Deux truands marseillais se rendent peu après à une patrouille de police.</p>	Revendiqué le 25/9/85 par les GAL.	"Groupe Marseillais" : sont arrêtés Lucien Mattei, 41 ans et Pierre Frugoli, 24 ans.
---------	-----------------	---	------------------------------------	--

4/12/85	Helette (64)	Attentat manqué contre Juan Biurrin Inigo, né, le 13/03/59 à Pampelune, Espagne ; membre d'ETA-Militaire. Portail piégé n'explosant pas.	Attribué aux GAL.	Peut-être le "Groupe Marseillais".
24/12/85	Biarritz (64)	Attentat à l'arme automatique tuant Robert Caplane, né le 12/11/48 à Biarritz. Erreur admise par les GAL. Caplane, dans le bar "Le Royal" est confondu avec un réfugié, Enrique Errasti.	Attribué aux GAL.	"Groupe Vidéo-Club Barcelone". Gang dirigé par un trafiquant de drogue : Ismael Miquel Gutteriez. Indicateur de police. Le 17/1/86, sont arrêtés à Barcelone, José, Luis Farinas Garcia, Jorge Porta Laborda, Carlos Pedemonte Blay, Carlos Laborda Costa et Javier Rovira Llor, tireur du groupe, payé, 800 000 pesetas (40 000 F). Tous militants de la CEDADE.

8/2/86	Bayonne (64)	<p>Attentat à l'arme automatique dans le bar, le "Batxoki", faisant 6 blessés dont deux femmes et une petite fille (la veuve et la fille de Juan-Maria Otegui, voir supra 2/8/85), Maria Carmen Otegui Elicegui, née le 12/7/48 à Bilbao Espagne, Nagore Otegui Elicegui, née le 6/2/83 à Bayonne, Juan-Luis Zabaleta Elocegui né le 6/7/82 à Tijuana, Espagne, José Luis Cau né le 21/9/43 à Azpeitia Espagne, Français, Frédéric Haramboure, né le 9/3/54 à Biarritz, France. 3 hommes tirent au jugé une douzaine de fois. Les armes sont retrouvées dans une rivière proche.</p>	Revendiqué par les GAL le 14/2/86.	Interpellation le 13/2/86 à St-Jean de Luz de Paulo Figueiredo Fontes, de nationalité portugaise. "Groupe Labade 2 / paras portugais". (José Amedo Foncé).
--------	-----------------	--	------------------------------------	--

13/2/86	St Jean de Luz (64)	Attentat à l'arme automatique dans le bar "La Consolation" blessant grièvement Ramon Basanez Jauregui, né le 10/8/53 à Portugaleta Espagne; membre d'ETA-Militaire déjà blessé dans l'attentat du 26/3/85 (voir supra). Peu après 14h, 3 hommes ouvrent le feu avec des pistolets 9 mm. Ils s'enfuient dans une Ford fiesta noire immatriculée en Espagne. Peu après la police arrête à la gare un jeune portugais porteur d'un 9 mm Sig-Sauer non utilisé.	Revendiqué le 14/2/86 par les GAL.	Paulo Figueiredo Fontes. Nationalité portugaise. Avoue sa participation aux attentats des 8 et 13/2/86. "Groupe Labade 2 paras portugais".
---------	---------------------	---	------------------------------------	--

17/1/86	Bidarray (64)	Assassinat à l'arme automatique (le Cristobal Machicote, né le 25/9/25 à Tixassou, France ; berger et de Catherine Brion, née le 1/2/70 à Paris, touriste. Erreur reconnue par les GAL. Deux hommes embusqués tirent 20 fois sur une 2 CV au pistolet 9 mm. Les tueurs s'enfuient dans une Opel Corsa immatriculée à Madrid. Dans une ferme voisine habite Pecho Garces Iharragory, 31 ans, membre présumé d'ETA-Militaire.	Revendiqué par les GAL.	
---------	------------------	---	-------------------------	--

24/7/86	Hendaye (64)	Attentat à la voiture piégée contre Juan Carlos Garcia Goena né le 15/11/59 à Tolosa Espagne ; membre mineur d'ETA-militaire. A 5h30 du matin, il fait démarrer sa voiture qui explose. Employé à la société Transfesa comme Jean- Pierre Leiba (voir supra : attentat du 1/03/84). D'après les autorités espagnoles, il avait présenté au consulat d'Espagne à Bayonne une demande de "réinsertion sociale". Explosif utilisé : Amonal, explosif habituel d'ETA-M.	Attribué aux GAL. Une revendication douteuse. Sans doute exécuté comme traître par ETA-M.	
---------	-----------------	---	---	--

Brigades rouges : l'adieu aux armes

Xavier Raufer

[L'entretien suivant a été réalisé quelque part en Europe, en mai 1992. L'identité véritable de mon interlocuteur m'est comme mais n'est pas révélée, à sa demande, pour raisons de sécurité. Chaque ligne de l'entretien a été vérifiée -notamment avec un haut fonctionnaire italien ayant mené, au plus haut niveau, la lutte contre les Brigades rouges entre 1978 et 1983 - tout est exact. XR]

Ponctuel comme toujours, l'homme est déjà au lieu du rendez-vous, dans l'allée ensoleillée du jardin public. Paisible, les mains dans les poches, il admire les massifs de fleurs. Un homme grand; à l'élégance décontractée. la quarantaine juvénile. Un touriste ? Un jeune cadre faisant, le temps d'un après-midi estival, la banque buissonnière ? Non. Ses yeux. Des yeux très mobiles derrière des verres fumés. Perçants. Aux aguets.

Aux aguets, sans trêve, depuis vingt ans. Car cet homme -appelons-le "Paolo"- est le dernier dirigeant de haut rang des Brigades rouges -les BR de la grande époque, à la charnière des années 70 et 80- à n'avoir jamais été capturé par la police italienne. Le dernier des "commandants de colonne" encore fibre. Le dernier des membres de l'instance suprême des BR -la "Direction stratégique"- a avoir, le 6 mai 1978, voté la mort d'Aldo Moro. Le dernier des Mohicans en quelque sorte.

Entre 1973 et 1983, "Paolo" a vécu toute l'histoire des Brigades rouges. Leur apogée : Aldo Moro enlevé; l'Italie traumatisée; le gouvernement de Rome pris à la gorge. Leur chute, ensuite : l'échec du "saut au parti". cette tentative insensée de créer en Italie un parti de masse, armé, insurrectionnel et clandestin. Puis les déchirements byzantins au sein de l'organisation entre les tenants du "Parti-guérilla du prolétariat métropolitain" et ceux du "Parti communiste combattant". L'agonie enfin : la répression qui déferle et broie l'appareil central des BR; les colonnes -"Mara Cagol" à Turin, "Walter Alasia" à Milan; celles de Rome, de Gênes, de Naples, de Vénétie- démantelées. La Direction stratégique traquée, ses membres tombant les uns après les autres...

"Paolo" a survécu à tout. Commandant une puissante "colonne" du nord de l'Italie, ayant jusqu'au dernier moment ordonné -et conduit - des opérations "militaires", géré une organisation complexe et diversifiée, il a pu, lors de l'agonie des BR en 1983, s'enfuir d'Italie. Il ne s'est pas "repenti"; il a refait sa vie quelque part dans le monde. Libre, détenteur de la mémoire de ce qui fut -et de loin - la principale organisation communiste combattante d'Europe -il y a eu jusqu'à 1300 brigadistes incarcérés en Italie, il en reste, aujourd'hui encore, près de 400- "Paolo" n'avait jamais parlé. Un jour peut-être, m'avait-il dit. Quand le moment sera venu de tourner la page du communisme combattant en Europe.

Or le 10 avril 1992, le dernier groupe marxiste-léniniste armé encore actif en Europe, la Fraction armée rouge allemande (RAF), a publié un communiqué de cinq pages annonçant que, sous conditions bien sur, elle était disposée à déposer les armes. Que, pour elle, la lutte armée n'avait désormais plus grand sens. Un texte lugubre et crépusculaire qui marque la fin d'une époque en Europe, après un quart de siècle de communisme armé, de la Belgique (Cellules communistes combattantes) à l'Espagne (Groupes révolutionnaires antifascistes du Premier octobre, GRAPO) en passant par la France (Action directe) l'Allemagne et l'Italie.

Alors "Paolo" m'a recontacté. Le moment est venu a-t-il dit. Les camarades de la RAF sont décidés à abandonner le combat. C'en'est pas une ruse tactique de leur part. Leur décision est prise. Ainsi, pour moi-même et les camarades des BR encore fibres et dispersés dans le monde, (il y a encore plusieurs dizaines de cadres et de responsables de notre organisation en fuite et clandestins hors d'Italie) le combat cesse définitivement d'être militaire. Il est désormais purement politique. Or faire de la politique c'est expliquer, expliquer sans cesse. Je suis prêt, en mon nom et en celui de mes camarades encore libres, à répondre à vos questions. A toutes vos questions.

Itinéraire personnel

[Itinéraire antérieur : famille ? Etudes ? Militantisme légal ? Comment entre-t-on dans une organisation comme les BR? Prise de contact ? La/les première(s) mission(s) ? A partir de quel moment êtes-vous devenu clandestin ? Faux documents d'identité, etc. ? 1

Je suis né dans une famille modeste; ma mère était une femme au foyer, mon père, employé de commerce. Après le lycée, j'ai été étudiant - salarié à l'université, dans une discipline scientifique.

A partir de 1968, j'ai milité dans une organisation d'extrême-gauche légale, le "Movimento studentesco" (mouvement étudiant) et j'ai suivi avec passion tous les événements politiques de ces années-là (1968-69) : grèves et manifestations massives dans les grandes concentrations industrielles du nord de l'Italie, à la Fiat de Milan, par exemple, le Mai français, la guerre du Vietnam, etc. J'ai alors évolué vers les groupes de l'extrême-gauche extra-parlementaire de l'époque, "Lotta continua", "Potere Operaio"; j'ai milité dans ce dernier mouvement jusqu'au milieu des années 70.

Dans les premières années de cette décennie (70) les gouvernements italiens successifs sont restés inertes; ils n'ont fait aucune des réformes de grande ampleur auxquelles aspirait l'ensemble du mouvement ouvrier et social dans notre pays. Bien au contraire, toutes les revendications de celui-ci étaient repoussées par des gouvernements proches de la droite la plus dure, mêlés de surcroît aux tentatives de coup d'Etat de l'extrême droite activiste et aux attentats-massacres perpétrés dans tout le pays [Voir en annexe, le rappel de ces attentats]. Des tueries dont les auteurs ont tous, jusqu'à ce jour, joui d'une parfaite impunité. Dans les années suivantes, le Parti communiste italien (PCI) et la Démocratie chrétienne (DC) ont uni leurs forces pour mener une politique de compromis historique. Ils ont notamment entrepris de criminaliser le mouvement social, ce qui a conduit tout droit à l'explosion de violence de masse de 1977. Ces événements ont eu une influence déterminante sur ma trajectoire politique. Alors que j'étais jusque vers 1973 hostile à la lutte armée, j'ai fini par la trouver acceptable. J'ai réalisé que la seule stratégie radicale de changement révolutionnaire dans la société italienne était celle des Brigades rouges, dont je me suis rapproché dès la fin de 1973.

Les BR -contrairement à ce que prétendaient les médias, qui les présentaient comme mystérieuses et impénétrables, peuplée de super-experts - ne comptaient dans leurs rangs que des ouvriers, des chômeurs, ou des étudiants, comme moi. Elles n'étaient manipulées par personne. A partir de 1973, les discussions publiques sur la violence révolutionnaire et la possibilité de faire la révolution en Italie se sont multipliées dans tous les cénacles politiques et syndicaux d'extrême-gauche, dans les universités bien sur, mais aussi dans nombre d'usines du nord du pays. C'est au cours de l'une de ces réunions que j'ai retrouvé un vieux copain de Potere Operaio. A partir de ce jour, j'ai discuté avec lui, pendant des mois, de la lutte armée. Nous nous rencontrions régulièrement et il me donnait à lire les documents clandestins -tracts, brochures- des organisations armées, dont ceux des BR, bien sûr, et nous les commentions.

Plusieurs mois après le début de ces rencontres, mon ami s'est présenté comme un militant des BR et m'a proposé de les rejoindre. Pendant encore six mois, j'ai été un simple "contact" connue on disait aux BR. Mon ami me confiait des textes politiques internes (non diffusés à l'extérieur de l'organisation) et me demandait de les étudier puis de les lui commenter. Il cherchait à déterminer mon niveau de motivation, à voir si j'étais prêt à faire le saut (dans la clandestinité). A la fin de cette seconde période, j'ai rencontré, officiellement, un membre de la direction de colonne de la ville où je faisais mes études. Depuis le début de nos rencontres, mon ami lui faisait parvenir des comptes-rendus sur mes "progrès" suite à chacune de nos rencontres, ce que j'ignorais, bien sûr. A ce moment-là, ce dirigeant ignorait encore mon identité, et moi, évidemment, la sienne. Lors de cet entretien, le camarade dirigeant a été très clair : l'adhésion aux BR ne dépendait pas du niveau de culture politique du "novice", ni de ses connaissances "militaires" mais d'un critère bien plus important pour l'organisation : sa capacité à renoncer à une vie normale, à sa famille, à ses études, à ses amis et à ses liaisons sentimentales. Et, bien sûr, de sa capacité morale à prendre les armes, à s'engager dans la voie de la révolution -sans avoir la moindre garantie qu'elle soit victorieuse un jour- avec, comme destin vraisemblable, la prison ou la mort. Seul un individu doté d'un idéalisme puissant -et non de seules certitudes idéologiques- et d'une volonté implacable de lutter contre

l'injustice, pour une société nouvelle était admissible dans l'organisation. A cette époque. J'ai été admis à rejoindre la colonne. Voilà comment à commence pour moi une vie au cours dramatique.

Contrairement aux idées reçues, les brigadistes n'étaient pas des professionnels de la terreur. Ils n'étaient en rien des spécialistes de la chose militaire, comme l'étaient les activistes fascistes et ne cherchaient même pas à le devenir. Ils ne recevaient pas un entraînement militaire intensif pour se préparer à l'action. L'utilisation des armes et le savoir-faire en la matière étaient étroitement liés aux besoins de l'action. J'étais un étudiant - salarié. D'autres, dans ma colonne étaient enseignants, ouvriers, infirmiers, chômeurs. Ni eux, ni moi, n'avions de notre vie touché une arme avant notre entrée aux BR. D'ailleurs nombre des militants et des cadres de notre organisation n'ont jamais touché une arme pendant toute leur vie de brigadistes. En ce qui me concerne, comme le voulait le "cursus" au sein des BR, j'ai du apprendre les règles de la vie clandestine; apprendre à penser, à me comporter en clandestin. Mes premières missions ont été de diffuser les tracts des BR dans des endroits publics, usines, bâtiments universitaires, etc., ce qui était une activité dangereuse. Après j'ai fait des enquêtes sur des "cibles" potentielles. J'ai passé mon temps à faire des filatures et des "planques" entre les domiciles et les lieux de travail de mes "clients".

Et un jour, j'ai participé à ma première action armée. Avant cette opération, nous avons passé quelques jours dans un secteur montagneux isolé pour nous exercer au tir. J'ai ainsi appris le maniement minimum des armes à feu. Puis nous avons discuté du déroulement tactique de l'action, du partage des rôles etc.

Aux BR, que ce soit pour blesser une "cible" (tir aux jambes) ou pour la tuer, un seul camarade faisait usage de son arme. Un second militant se tenait à ses côtés; il veillait à la sécurité du tireur et intervenait en cas d'imprévu. Deux ou trois autres camarades se tenaient aux alentours, avec des armes longues (pistolets-mitrailleurs ou fusils d'assaut) dissimulées. Enfin, à proximité se trouvait une voiture avec son chauffeur. Pour les véhicules "action" les règles étaient strictes : obligatoirement volé, il était équipé de deux jeux de plaques d'immatriculation correspondant à des modèles de couleur identique. L'action effectuée, nous retournions chez nous, ou à notre travail, selon l'heure. On éprouvait alors une profonde sensation de vide; un sentiment de responsabilité tragique.

C'est en 1980 que je suis devenu complètement clandestin, à la suite de la trahison d'un camarade appréhendé. Je me suis rendu compte, un jour, que j'étais filé par des policiers qui espéraient certainement que je les conduirais à d'autres camarades où à des bases de l'organisation. J'ai du alors, sur le champ, plonger dans la clandestinité totale : faux papiers d'identité; port d'arme en permanence. Cela a constitué le plus grand bouleversement de mon existence; un profond déchirement : j'abandonnai alors nies parents, ma soeur, ma fiancée, sans leur fournir la moindre explication et sans savoir si je les reverrai un jour. De ce jour, j'ai vécu grâce à la solidarité de sympathisants des BR, en changeant constamment de villes et d'appartements.

L'organisation

[Quel était le projet politique (ou politicomilitaire) de votre organisation ? Quelle était pour vous la fin idéale de voire combat ? Quelles étapes étaient prévues ? Comment fonctionnait votre colonne ? Effectifs, spécialisation, missions ? Comment se fait la sélection hiérarchique ? La prise de responsabilités ? Qui décidait de qui commandait ? Quel était le rôle réel de la Direction stratégique ?]

Le projet de l'organisation à laquelle j'ai adhéré, les BR, était le suivant: opérer, par la pratique d'un processus révolutionnaire armé, la conquête du pouvoir dans notre pays en crise et réaliser la révolution socialiste. Les BR ont lutté plus d'une décennie pour édifier un parti destiné à diriger ce processus révolutionnaire, le Parti communiste combattant. Ce Parti était considéré par nous comme l'élément déterminant, vital, du processus révolutionnaire et en cela, nous étions des socialistes [Dans l'acception marxiste-léniniste, NDLR] classiques.

Les étapes de notre lutte étaient, selon nos organes dirigeants, les suivantes : après la phase initiale de "propagande armée" (1970-75) nous allions accomplir des actions militaires toujours plus sophistiquées, frappant "au coeur de l'Etat" (1978-82). Nous devrions alors construire le Parti au cours d'une phase dite "de transition". Viendrait ensuite l'étape de la "guerre civile généralisée" qui devait culminer par la prise du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'application d'un programme socialiste. Pour nous, le processus révolutionnaire était à mi-chemin de la "guerre prolongée" chère à Mao Zedong et de la phase insurrectionnelle bolchevique qui va de février à octobre 1917, en Russie. La phase de transition, puis de guerre prolongée devaient être mises à profit pour unir et conjuguer toutes les forces du prolétariat et bâtir les structures politico-militaires nécessaires à la guerre civile généralisée.

Notre idéal était le socialisme. Pas le socialisme existant dans les années 70 en URSS mais un socialisme issu à la fois du premier bolchevisme, celui de Lénine de 1917 à 1924 et de celui de la Révolution culturelle maoïste. Notre socialisme était malgré tout actuel, car issu de la critique de masse du capitalisme développé. Pour les BR, le socialisme n'était pas le pouvoir du Parti communiste, mais la réalisation d'un programme social au service des masses. Nous l'avions résumé en un texte dit des "cinq thèses", publié en avril 1980. Ces thèses étaient :

- . Disparition de l'antagonisme entre travail manuel et intellectuel,
- . Reconversion des forces productives dans un sens positif,
- . Réappropriation de la politique par les masses,
- . Création de rapports nouveaux entre êtres humains,
- . Création de rapports nouveaux entre l'homme et la nature.

Quand je suis entré aux BR, les "vétérans" avaient déjà résolu la plupart des problèmes que pose la clandestinité. Mouvement semi-légal à l'origine, l'organisation était devenue une structure complexe, articulée, totalement immergée. Elle était constituée comme un parti politique légal, avec ses organes dirigeants prenant les décisions politiques :

- Direction stratégique,
- Comité exécutif,
- Direction de colonne.

Le travail au sein des colonnes étant lui-même distribué entre "brigades" et "fronts".

Pour concilier le fait que les BR étaient une structure simultanément politique et clandestine, la structuration nationale s'était faite par colonne, un concept politico-militaire hérité des Partisans italiens de la Seconde Guerre mondiale. Il y avait des colonnes à Milan, Gênes, Turin, Rome, Naples et en Vénétie. Chaque colonne devait être autosuffisante et compartimentée. Leur création et leur développement concrétisait le projet politique des BR: toutes celles du nord étaient immergées dans les grandes concentrations ouvrières : Fiat, Alfa-Romeo, Porto Marghera (pétrochimie), Ansaldo (métallurgie). La colonne de Rome -siège du gouvernement et des structures centrales de l'Etat - avait comme objectif stratégique d'attaquer les dirigeants politiques, notamment ceux de la DC.

Chaque colonne était commandée par une direction, comptant 6 membres maximum. Au dessous, les militants étaient répartis en brigades de 4 personnes opérant au niveau politique dans la classe ouvrière, chez les étudiants, les chômeurs etc. Des brigades existaient dans les entreprises : à la Fiat, à l'Alfa-Romeo, dans les hôpitaux, les ports, les chemins de fer, mais aussi dans des quartiers populaires, des banlieues et dans des établissements d'enseignement.

A priori, pour des raisons idéologiques tenant à la nature même du marxisme-léninisme, les BR étaient hostiles au concept de spécialisation, à une différenciation rigide et permanente des rôles. Cela, selon notre direction, entraînait la création de centres de pouvoir et à terme, le fractionnement de l'organisation. Contrairement à ce que disaient les médias italiens, les BR n'avaient pas une structure militaire avec des généraux, des commandants et des soldats. Les cadres dirigeants ne jouissaient d'aucun statut particulier, d'aucun privilège. Ils vivaient simplement et participaient à toutes les tâches, nobles ou modestes. Ils devaient faire eux-mêmes leur propre discipline. Les camarades dirigeants participaient à la diffusion de matériel de propagande clandestin, aux enquêtes, aux changements de plaques d'immatriculation sur les véhicules, au même titre que le benjamin de leur colonne. Mario Moretti, fondateur des BR, clandestin dix ans durant, a été arrêté alors qu'il allait rencontrer un simple "contact" [sympathisant en cours de recrutement NDLR]. Prospero Gallinari [Geolier, puis meurtrier d'Aldo Moro, NDLR] a été blessé et arrêté par les policiers alors qu'il maquillait une voiture, à la grande surprise de ceux-ci.

Mais il y avait évidemment des problèmes politico-organisationnels complexes nécessitant une division des tâches et le choix de militants suivant leur expérience et leurs capacités individuelles. Des structures spécifiques, les "Fronts" avaient été créés pour répondre à ce type de problèmes. Le "Front logistique" s'occupait des faux documents d'identité, des automobiles à maquiller, des appartements clandestins, des arsenaux et des hold-up servant à financer les opérations. Le "Front de la contre-révolution" devait pénétrer et comprendre le fonctionnement des instances de répression (enquêtes sur la police, les carabinieri etc.) en vue de les frapper. Le "Front des prisons" gérait les rapports entre militants libres et incarcérés, ainsi que les projets d'évasion. Les "Fronts" coordonnaient en réalité un travail auquel tous les militants participaient, tout en maintenant le secret sur les actions prévues.

Au sein de l'organisation, une division existait entre "permanents" -des révolutionnaires professionnels au sens léniniste du terme et les "occasionnels".

Les permanents travaillaient à plein temps pour les BR; parmi eux, certains étaient clandestins à 100%. Recherchés par la police, ils vivaient armés et possédaient de faux documents d'identité; logeaient dans des "bases" louées pour eux par des militants inconnus de la police. Ils recevaient un petit salaire [1250f. par mois en 1980; à cette époque, un OS gagnait ±3000 f. mensuels]. Ceux qui n'étaient pas encore poursuivis gardaient, bien que permanents, une existence légale. Ils pouvaient être, par exemple, ouvriers à la Fiat. C'est parmi eux que les dirigeants choisissaient les cadres remplaçant les camarades incarcérés. Il y avait au total quelques dizaines de permanents.

La masse des BR était composée d'occasionnels. Ils menaient une vie légale, travaillaient, enseignaient, militaient dans un syndicat -où ils n'étaient pas infiltrés, notez-le, mais où ils faisaient leur boulot de militant ou de responsables normalement. Et, en plus, ils accomplissaient leurs missions de brigadistes.

Les BR opéraient par "campagnes", en concentrant leurs actions dans le temps. Il y avait des "actions centrales" très complexes comme l'enlèvement d'Aldo Moro ou ceux de chefs d'entreprise

comme Talierco (pétrochimie, Porto Marghera) ou Saccucci (Alfa-Romeo), ou encore du général Dozier ou du juge D'Urso. Dans de telles opérations, les BR engageaient une dizaine de militants maximum, choisis parmi les plus expérimentés. Il y en avait neuf, par exemple, pour l'enlèvement d'Aldo Moro. Ces éléments venaient des "Fronts" spécialisés, mais cela pouvait être aussi de simples militants des brigades. J'ai en mémoire des cas précis où de simples militants ont participé à des actions militaires de haut niveau. Pendant ces actions centrales décidées et planifiées dans le but de polariser l'attention politique du pays, les divers fronts et brigades en exécutaient des dizaines d'autres, tactiques, qui mobilisaient chacune trois ou quatre militants : irruptions armées dans les sièges des partis politiques, tirs aux jambes, attentats, incendie de véhicules et de locaux. Mais aussi l'assassinat de contremaîtres "fascistes" ou de requins du travail noir, de policiers, de magistrats etc.

Plus concrètement : en application du programme fixé par la Direction stratégique, brigades et fronts sélectionnaient, dans chaque colonne, les cibles potentielles. Après quoi une discussion se tenait pour parvenir à la "solution correcte" : devait-on ridiculiser la cible -en l'aspergeant de peinture rouge, par exemple ? Ou la blesser ? Ou l'enlever ? Ou la tuer ? Les critères de choix dépendaient de la responsabilité objective de l'individu (son poste) et subjective (son comportement personnel). La proposition finale remontait alors au commandement de la colonne qui pouvait l'accepter, l'amender ou la rejeter. Ensuite, la direction de colonne, en accord avec le chef de la brigade concernée, choisissait le "noyau opérationnel", invariablement composé de militants de la brigade concernée et d'un représentant de la direction de colonne, responsable de l'opération. Ce noyau constitué, venait la seconde phase : l'enquête opérationnelle. On se rendait sur le lieu choisi pour l'attentat, on sélectionnait l'emplacement optimum en fonction de la topographie locale; on décidait des itinéraires de repli, de qui allait tirer, couvrir le tireur, conduire le véhicule, etc. Les actions étaient conçues pour éviter de blesser les passants. Celui qui était choisi pour tirer pouvait refuser de le faire. Il pouvait renoncer à ce rôle jusqu'à l'ultime minute précédant l'action.

L'adhésion aux BR était volontaire. Chacun pouvait les quitter à tout instant, sur la base de garanties réciproques. Je le répète, les BR n'étaient pas une armée, mais une organisation où les fonctions, de la base au sommet, dépendaient de l'expérience des individus et de leur esprit de responsabilité. Il n'y avait pas de commandement, mais une pyramide d'instances de discussions collectives (direction stratégique - direction de colonne - brigades) qui appliquaient le programme politique élaboré par l'organisation par le biais des campagnes. Sur cette base, le dirigeant d'une action militaire était celui qui avait la plus grande expérience en la matière, point final.

Au sommet, la Direction stratégique (DS) avait la responsabilité de l'élaboration du programme politico-organisationnel. Elle était le cerveau des BR, l'endroit où confluaient et se conjugaient les expériences et les connaissances de tous les brigadistes. L'organe auquel tous les militants s'identifiaient, surtout en période de doute ou d'incertitude. La DS recueillait, analysait et synthétisait toutes les suggestions remontant des militants (libres ou détenus) des brigades, des colonnes. Les membres de la DS étaient tous des camarades très expérimentés, en général des clandestins mais de simples militants des brigades "montaient" aussi à la DS pour des missions techniques. La DS élaborait un programme politique auquel tout militant devait adhérer, sous peine d'exclusion. Durant ses années d'activité, la DS a publié des "résolutions" -les textes stratégiques- en 1976, 1978, 1980, 1981, 1985. Les dernières résolutions n'ont été que le reflet des difficultés que rencontrait alors le processus révolutionnaire en Italie; difficultés qui ont amené une dissension entre colonnes et provoqué la mort des BR.

Les rapports des BR avec le monde extérieur

[En Italie, avec d'autres organisations armées ? Au-delà, avec des partis ou des syndicats légaux ? Avec des organisations combattantes analogues en Europe ? Quel était votre jugement sur Action directe ? La Fraction rouge ? D'autres ? Qui teniez-vous en estime, de qui vous méfiez-vous, qui méprisiez-vous ? Avez-vous eu connaissance de contacts avec des organisations du Proche-orient (palestiniennes, libanaises, etc.) ? Des officiels du bloc de l'Est ?]

En dehors des BR, les Noyaux armés prolétariens, les Unités communistes combattantes, Prima linea, les Prolétaires armés pour le communisme, le Mouvement communiste révolutionnaire et des dizaines d'autres groupuscules pratiquaient la lutte armée en Italie, à l'époque. La plupart apparaissaient et disparaissaient tout aussi brusquement. Il y a eu, à cette époque, une véritable constellation d'organisations armées; sans doute près de 400 ! Nos rapports avec ces groupes étaient soumis à leur acceptation de notre programme politico-militaire. Jamais l'inverse. Nous n'avions rien à faire de leur programme à eux. Et ceux des cadres des autres mouvements armés qui entraient aux BR, ceux des NAP par exemple, le faisaient à la base, comme simples militants d'une colonne. Les divergences avec Prima linea, l'autre organisation armée puissante, comptant des centaines de militants, étaient énormes. Nous maintenions avec eux des contacts minimum: des échanges de notes et rien de plus. Mais je puis témoigner qu'au-delà des organisations armées proprement dites, il y a eu, dans l'Italie de la fin des années 70, une sorte de révolte armée. Entre 1978 et 1982, il y avait dans notre pays plus de 3000 prisonniers politiques dont 800 des BR et 300 de PL.

Nous n'avions aucun contact avec les partis politiques ni même avec les groupes gauchistes légaux; ni, non plus, avec les directions syndicales. La politique, pour nous, c'était la lutte armée. Nous pensions ainsi ouvrir des brèches au sein de l'Etat, entre le PCI et les syndicats et entre ces deux organisations et la classe ouvrière, pour aboutir à une révolution dont nous pensions qu'elle était possible en Italie. Nous étions hostiles à tous les partis, mouvements et syndicats légaux.

Pour nous le PCI et le syndicat proche de lui étaient des révisionnistes ayant comme besoin de paralyser les luttes ouvrières et prolétaires. Mais parmi nous, nombreux étaient ceux qui venaient de la jeunesse communiste ou du PCI, ou des syndicats et des comités d'entreprise. Nous gardions nos affiliations à ces structures pour pouvoir, par leur truchement, participer à des luttes ouvrières et parfois-même les diriger. Certains cadres des colonnes de Turin et de Milan étaient simultanément des responsables syndicaux estimés et respectés de la Fiat ou de l'Alfa-Romeo.

En Europe, nous avons eu des contacts occasionnels avec la RAF. Mais, d'après nous, l'Italie constituait le maillon faible de la chaîne des Etats capitalistes-impérialistes et le lieu primordial de notre combat révolutionnaire était l'Italie même. Ce principe fondamental a rendu impossible tout rapport organique avec la RAF, ou Action directe, ou ETA dont les projets étaient fort différents des nôtres. Nos analyses et celles de la W étaient en complète opposition sur la nature de l'URSS et du bloc de l'Est et sur le sens même de la lutte armée en Europe. La RAF se considérait comme la 5^e colonne en Europe d'un "Front anti-impérialiste" qui allait du bloc de l'Est aux mouvements révolutionnaires et aux guérillas du tiers-monde. Cela dit, nous avons beaucoup d'estime pour les camarades de la RAF. A titre personnel, je trouvais très courageux de leur part de lutter sur un terrain aussi difficile que l'Allemagne. Et les dures luttes menées, en prison, par Andreas Baader et Ulrike Meinhof, notamment, ont beaucoup marqué ma génération, au début des années 70.

Nous n'avons jamais souhaité avoir de rapports avec Action directe. Ils étaient très éloignés de notre ligne politique; nous les considérions comme des sortes d'anarchistes.

Simple et clair, notre projet excluait dans cette période tout contact avec des groupes étrangers autres que matériels, ou relevant de la solidarité entre mouvements révolutionnaires. Ainsi, nous avons eu un contact avec une fraction palestinienne, à propos d'une cargaison d'armes, que nous avons transportée jusque dans notre pays et partagée avec trois autres groupes armés italiens. A part cela, nous nous conformions au principe maoïste "Compter sur ses propres forces", pour les armes comme pour l'argent. Nous faisons de nombreux hold-up, désarmions chaque fois que possible policiers et vigiles lors de ces attaques. Pour l'entraînement, nous utilisons des puits de mines abandonnées, nombreux dans les montagnes italiennes. Contrairement à la légende, jamais aucun militant des BR n'a reçu d'entraînement militaire dans un camp étranger. Nous trouvions -je trouvais personnellement - grotesque l'idée qu'un petit groupe d'individus ayant reçu une formation élitiste, militaire ou autre, si bien entraîné soit-il, puisse faire une révolution en se passant du concours du prolétariat, des masses.

Pour nous, les Brigades rouges, l'URSS et le bloc de l'Est étaient "social-impérialistes". Dans ces pays, du fait des deux guerres mondiales, la révolution socialiste originelle avait été dévoyée. A l'origine une expérience de dictature du prolétariat de grande portée historique, l'URSS était devenue la dictature de la bureaucratie du PCUS sur le peuple. Seule demeurait à titre de vestige une configuration socialiste de l'appareil économique et de celui de l'Etat. Entrer en contact, nouer des rapports, recevoir des aides du bloc de l'Est était formellement interdit aux BR; nous estimions en outre que de telles liaisons étaient dangereuses.

Cela dit, pendant l'enlèvement du général américain Dozier, un syndicaliste italien, qui travaillait dans un organisme international en Pologne, a proposé à son neveu -qu'il savait proche des BR- un contact à ce propos avec des agents de renseignement de l'Est. Il s'agissait là d'une initiative personnelle de ce syndicaliste et lesdits agents étaient moins intéressés par nous-mêmes que par les confidences que ce général -N°2 du commandement de l'OTAN en Italie - aurait pu nous faire. Le Comité exécutif des BR a refusé cette offre. Et pour éviter tout malentendu subséquent, la proposition et le refus ont été communiqués à toute l'organisation. Je dois dire que si cette collaboration s'était matérialisée, nous aurions été nombreux à rompre sur le champ avec les BR. Pour nous l'enlèvement de Dozier avait un sens précis : elle signifiait que l'Italie devait quitter l'OTAN, étape première et indispensable du processus révolutionnaire. Ce faisant, l'Italie, d'après nous, rendait plus difficile une escalade militaire entre les deux blocs.

Aujourd'hui et demain

[L'URSS a disparu, le bloc de l'Est s'est effondré, les Moujahidines ont repris Kaboul et la RAF dit renoncer à la lutte armée: quelles réflexions, jugements, etc. vous inspirent ces événements ? Quel avenir pour les prisonniers des guérillas communistes-combattantes en Italie ? Dans le reste de l'Europe ?]

Au cours des années 1982-86 la majorité des militants incarcérés des BR, parmi eux des fondateurs de l'organisation comme Renato Curcio, Mario Moretti etc., ont beaucoup réfléchi. Ils en sont venus à la conclusion que, bien au-delà de l'histoire même des BR, un cycle historique s'achevait. Un cycle qui avait débuté en Russie, en 1917 et vu des millions de personnes donner une réponse non-capitaliste aux problèmes dramatique que rencontre l'humanité.

D'après ces camarades, la fin de ce cycle est à envisager dans toute sa complexité, c'est-à-dire hors de schémas simplistes du type "échec du communisme et victoire du capitalisme"... "affrontement de deux idéologies et victoire du bien sur le mal". Cette fin rend tout d'abord caduque et inutile les

tentatives de résoudre, tout au long du demi-siècle écoulé, de façon bureaucratique et militaire (pays de l'Est), ou au contraire par le capitalisme sauvage (occident), les drames planétaires comme la famine, l'exploitation du tiers-monde, la destruction de l'environnement. Tenter de résoudre les problèmes de la planète par le militarisme a conduit le monde à deux doigts du conflit nucléaire et voilà tout.

Cette réflexion globale a conduit les BR à la conclusion qu'il n'y avait plus d'espace en Europe pour la lutte armée. Cela dit, les problèmes dramatiques demeurent et nous pensons -je pense - que leur résolution ne passe pas par le capitalisme qui est la cause même de leur aggravation. L'effondrement d'un bloc qui a limité pendant presque un siècle la globalisation du capitalisme -même s'il n'a fait que cela - va, sur le long terme, affaiblir les pays du sud, les classes laborieuses. Pour le bien même de notre civilisation, nous devons retrouver les véritables valeurs du socialisme et donc distinguer entre le grand mensonge du "socialisme réel" à la Brejnev, d'une part, qui n'a fait que souiller puis détruire l'idéal même dont il se recommandait, et d'autre part les aspirations de millions de gens qui n'ont pas plus d'avenir dans l'ex-est que dans l'ex-ouest. C'est pour eux en définitive qu'une génération -la nôtre - a lutté, contre le nazisme et le fascisme, pour la justice sociale, l'émancipation de l'humanité des griffes de l'exploitation, l'auto-détermination du peuple; bref, pour des valeurs faisant de l'homme la mesure de toute chose.

Alors, donc que s'achève un cycle historique qui fût, en Italie, riche en conflits de toutes sortes, il reste chez nous plus de 400 prisonniers politiques [437 exactement, en juin 1992, NDLR], dont 70 condamnés à perpétuité. La plupart sont des brigadistes; dix des néo-fascistes. Les BR -et aujourd'hui la RAF suggèrent que l'on tente de résoudre ce problème de façon politique.

De leur côté, dans des situations très différentes, ETA et l'IRA, dont les histoires sont très différentes des nôtres et qui sont, elles, toujours au coeur de conflits brûlants, ont entrepris de dialoguer avec leurs adversaires pour conclure par la négociation des "guerres" devenues endémiques.

C'est pourquoi, dans ce contexte nouveau, nous suggérons une solution politique: après tout, la lutte armée a été un phénomène politique et non criminel, trouvant son origine dans des conflits sociaux réels et graves et dans des motivations idéalistes.

Aujourd'hui, l'écoulement des années fait que nous, brigadistes, pouvons considérer ces événements de façon plus froide et porter sur notre propre combat un jugement nouveau, plus critique. Mais en échange, nous demandons que l'on prenne en compte, pour nous juger, tout le contexte de l'époque où nous sommes lancés dans la lutte et nos motivations d'alors.

Pour régler ce problème de prisonniers politiques, des instruments juridiques adaptés existent dans l'arsenal juridique des Etats de droit : l'amnistie, par exemple. mais avant tout, une volonté collective d'opérer la guérison d'un traumatisme national grave doit se manifester.

Cette volonté a été clairement exprimée par le précédent président de la république, Francesco Cossiga ainsi que par nombre d'hommes politiques et de dignitaires de l'Eglise. Sur le plan juridique, tous les procès ont été conduits à leur terme; toutes les actions militaires ont été élucidées. Sur le plan de la sécurité, la guérilla urbaine a cessé. Sur un plan moral, nombre de familles de victimes ont pardonné aux meurtriers de leurs proches et nombre d'ex-brigadistes ont déjà exprimé publiquement leurs profonds regrets.

Enfin, la justice doit voir plus loin que ses codes et ses tribunaux. Les Etats européens doivent

prendre conscience que des contradictions existent toujours en leur sein et que des explosions de violence, des ruptures de la paix publique y sont toujours possibles. Dans ces conditions, maintenir en détention ceux qui ont symbolisé l'explosion de conflits graves et leur militarisation devient la preuve que ces Etats ne savent, ni ne peuvent, résoudre de tels conflits que par la force. Ainsi et paradoxalement, depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, les prisonniers des BR et de la RAF ne sont plus les "méchants" mais les témoins de l'incapacité des gouvernements européens à tourner une page de leur histoire.

Au niveau italien, jamais les BR n'ont nié leurs responsabilités; ne restent d'ailleurs dans les prisons que des camarades qui ont reconnu leur appartenance militante et leurs actes. Mais tous leurs procès se sont tenus sous l'empire de lois d'exception qui ont conduit à des sentences infiniment plus nombreuses et sévères que celles qui auraient été prises selon le droit commun. A l'inverse, dans les affaires d'attentats - massacres, tous ceux qui ont été inculpés -fascistes, politiciens, officiers ou policiers - ont été, sans exception, acquittés. Qu'il soit clair, à ce propos, que si des centaines de jeunes Italiens sont entrés dans la guérilla urbaine, c'est parce qu'alors, des bombes aveugles explosaient dans les rues et à bord des trains.

Qu'il soit clair aussi qu'on ne peut, comme le font le PDS (ex-PCI) et une partie de la gauche, mettre dans le même sac, sous le nom de "stratégie de la terreur" les BR et les auteurs de ces attentats-massacres. Notre histoire est sans mystère. Depuis leur ouverture, les archives des services secrets du bloc de l'Est n'ont jamais permis de produire la moindre trace d'une collusion entre eux et nous.

Non, le seul problème est qu'il n'y a pas, dans notre pays, de volonté de faire franchement face aux problèmes en suspens depuis la décennie 70. Alors, on a encore recours aux explications par les mystères et les conspirations. Or ces problèmes, nous devons les aborder et les résoudre sans tarder, ne serait-ce que dans la perspective de l'Europe unie de 1993. Pour cela, toutes les forces politiques d'Italie, des Liges aux communistes; toutes les organisations sociales et catholiques doivent réfléchir au problème des militants révolutionnaires, qu'ils soient détenus ou vivent en exil. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le gouvernement allemand en libérant, le 8 mai dernier, Günther Sonnenberg, pourtant condamné à perpétuité et en se déclarant prêt à envisager l'option politique sur la base du document des BR publié le 10 avril précédent. Chez nous, à l'inverse, vingt ans après le début de la guérilla, des militants sont toujours contraints à l'exil; ce, alors que nous évoquons concrètement la solution politique depuis déjà six ans. Une solution que les gouvernements italiens ont choisi, depuis cette date, de renvoyer aux calendes grecques...

Page d'histoire

"Instructions pour une prise d'armes" ou le goût du travail bien fait

"L'insurrection est un art"

K. Marx et F. Engels

Alain Paucard Louis Auguste Blanqui ³⁴ (1805-1881) était, pour les défunts historiens soviétiques "un des représentants les plus intéressants du communisme utopique prémarxiste français et du

³⁴ Les manuscrits d'Auguste Blanqui sont déposés à, la Bibliothèque Nationale, notamment les Instructions pour une prise d'armes que l'archiviste et historien Georges Bourgin date de la fin de 1869.

mouvement révolutionnaire français”³⁵. C'est sans doute en pensant à des militants comme lui que Staline, avec sa vision synthétique, évoquait ces “chefs prolétariens, chefs des temps d'orage, chefs du travail pratique, pleins d'abnégation et d'audace, mais faibles en théorie”³⁶. Blanqui était certes communiste, mais il rédigea tout de même ses mémoires sous le titre de Ni Dieu, ni Maître.

Blanqui se situait lui-même dans la tradition de Babeuf (1760-1797), le communiste “utopique” de la Conjuración des égaux. Rien d'étonnant à ce que, comme son inspirateur, il fut plus un conspirateur qu'un “organisateur du prolétariat”. La conspiration mène à tout, à condition de sortir ... de prison. Il fut surnommé “l'enfermé” car il y passa trente ans, en trois fournées. La première après une insurrection le 12 Mai 1839, la deuxième après son coup de force à l'Assemblée nationale, le 15 Mai 1848 (arrestation le 28) et la dernière, suite à coup de main contre l'Hôtel de Ville de Paris le 31 octobre 1870, après le coup d'état républicain du 4 septembre, mais avant la Commune. On peut donc affirmer que Blanqui loupa magnifiquement les “rendez-vous historiques” de Juin 1848 et de Mars 1871. Un psychologue nous renseignerait peut-être sur les raisons de ces actes manqués.

Tocqueville a des mots très durs pour Blanqui. Dans ses Souvenirs, à la date du 15 Mai 1848, il décrit un homme “dont le souvenir m'a toujours rempli de dégoût et d'horreur. Il avait des joues hâves et flétries, des lèvres blanches, l'air malade, méchant et immonde, une pâleur sale, l'aspect d'un corps moisi, point de linge visible, une vieille redingote noire collée sur des manches grêles et décharnées. Il semblait avoir vécu dans un égout et en sortir.”

Marx est nettement moins sévère. Dans La guerre civile en France, il affirme : “La Commune, à maintes reprises, avait offert d'échanger l'Archevêque et tout un tas de prêtres par-dessus le marché (Sic -AP) contre le seul Blanqui, alors aux mains de Thiers. Thiers refusa obstinément. Il savait qu'avec Blanqui, il donnerait une tête à la Commune ; alors que c'est sous forme de cadavre que l'Archevêque servirait au mieux ses desseins.”

Cet hommage de Marx n'empêcha pas les communistes “scientifiques” de coller l'infamante épithète de “blanquiste” à tout homme, ou groupe, effectuant un coup de main “sans préparation” et “en se coupant des masses”. Or, nos chers disparus, oublient qu'ils ont souvent eux-mêmes, joué au blanquisme. Citons en vrac : l'insurrection de Hambourg en 1923, la lutte armée au Brésil en 1937, l'attaque de la caserne de la Moncada par Fidel Castro en 1953, le tourisme mortel de Che Guevara en Bolivie en 1967, etc. Il est vrai que Guevara correspond également à la définition de Staline citée plus haut.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est blanquiste. C'est ce qui arriva à André Marty, exclu du parti communiste en 1953, après un rapport “accablant” de Roger Garaudy intitulé Le néo-blanquisme de Marty. L'ironie dernière fut que le Centre d'Études marxistes du PC fut longtemps domicilié boulevard Blanqui, dans le XIII^e arrondissement de Paris...

Instructions pour une prise d'armes revient sur une idée reçue, à savoir que les boulevards parisiens ont été percés pour réprimer les insurrections. Or, Blanqui exulte : “Si la troupe y circule avec plus d'aisance, par contre elle y est exposée fort à découvert”. Après avoir ronchonné contre “l'invasion du macadam”, ce qui est bien compréhensible quand le pavé est la matière première des barricades, il se livre à une apologie des insurgés “supérieurs à l'adversaire par le dévouement”, “l'avantage moral” et “la conviction”. Ce point est de la plus haute importance et deviendra un des

³⁵ Préface à Blanqui. Coll. Classiques du peuple. Éditions sociales.

³⁶ in Lénine, organisateur et chef du Parti communiste de Russie (23/IV/1920)

leitmotiv de la propagande révolutionnaire, pour terminer en apothéose au Vietnam dans les années 60-70.

Instructions témoigne également d'une mentalité disparue et l'on ne vous en voudra pas de la rappeler avec la nostalgie adéquate : ce ces temps-là, l'ouvrier parisien aimait "la belle ouvrage".

Le premier de tous les manuels d'insurrection : "Instructions pour une prise d'armes"

d'Auguste Blanqui (extraits)

Ce programme est purement militaire et laisse entièrement de côté la question politique et sociale, dont ce n'est point ici la place : il va sans dire, d'ailleurs, que la révolution doit se faire au profit du travail contre la tyrannie du capital et reconstituer la société sur les bases de la justice.

Une insurrection parisienne, d'après les vieux errements, n'a plus aujourd'hui aucune chance de succès.

En 1830, le seul élan populaire a pu suffire à jeter-bas un pouvoir surpris et terrifié par une prise d'armes, événement inouï, qui était à mille lieues de ses prévisions.

Cela était bon une fois. La leçon a profité au gouvernement, resté monarchique et contre-révolutionnaire, bien que sorti d'une Révolution. Il s'est mis à étudier la guerre des rues, et il y a repris bientôt la supériorité naturelle de l'art et de la discipline sur l'inexpérience et la confusion.

Cependant, dira-t-on, le peuple en 48 a vaincu par la méthode de 1830. Soit. Mais point d'illusions ! La victoire de Février n'est qu'un raccroc. Si Louis-Philippe s'était sérieusement défendu, force serait restée aux uniformes.

A preuve les journées de Juin. C'est là qu'on a pu voir combien est funeste la tactique, ou plutôt l'absence de tactique de l'insurrection. Jamais elle n'avait eu la partie aussi belle : dix chances contre une.

D'un côté, le Gouvernement en pleine anarchie, les troupes démoralisées ; de l'autre, tous les travailleurs debout et presque certains du succès. Comment ont-ils succombé ? Par défaut d'organisation. Pour se rendre compte de leur défaite, il suffit d'analyser leur stratégie.

Le soulèvement éclate. Aussitôt, dans le quartier du travail, les barricades se montent çà et là, à l'aventure, sur une multitude de points.

Cinq, dix, vingt, trente, cinquante hommes, réunis par hasard, la plupart sans armes, commencent à renverser des voitures, lèvent et entassent des pavés pour barrer la voie publique, tantôt au milieu des rues, plus souvent à leur intersection. Quantité de ces barrages seraient à peine un obstacle au passage de la cavalerie.

Parfois, après une grossière ébauche de retranchement, les constructeurs s'éloignent pour aller à la recherche de fusils et de munitions.

En Juin, on a compté plus de six cents barricades, une trentaine au plus ont fait à elles seules tous les frais de la bataille. Les autres, dix-neuf sur vingt, n'ont pas brûlé une amorce. De là, ces glorieux bulletins qui racontaient avec fracas l'enlèvement de cinquante barricades, où il ne se trouvait pas une âme.

Tandis qu'on dépave ainsi les rues, d'autres petites bandes vont désarmer les corps de garde ou saisir la poudre et les armes chez les arquebusiers. Tout cela se fait, sans concert ni direction, au gré de la fantaisie individuelle.

Peu à peu, cependant, un certain nombre de barricades, plus hautes, plus fortes, mieux construites, attirent de préférence les défenseurs qui s'y concentrent. Ce n'est point le calcul, mais le hasard qui détermine l'emplacement de ces fortifications principales. Quelques-unes seulement, par une sorte d'inspiration militaire assez concevable, occupent les grands débouchés.

Durant cette première période de l'insurrection, les troupes, de leur côté, se sont réunies. Les généraux reçoivent et étudient les rapports de police. Ils se gardent bien d'aventurer leurs détachements sans données certaines, au risque d'un échec qui démoraliserait le soldat. Dès qu'ils connaissent bien les positions des insurgés, ils massent les régiments sur divers points qui constitueront désormais la base des opérations.

Les armées sont en présence. Voyons leurs manoeuvres. Ici va se montrer à nu le vice de la tactique populaire, cause certaine des désastres.

Point de commandement général, partant, point de direction, pas même de concert entre les combattants. Chaque barricade a son groupe particulier, plus ou moins nombreux, mais toujours isolé. Qu'il compte dix ou cent hommes, il n'entretient aucune communication avec les autres postes. Souvent il n'y a pas même un chef pour diriger la défense, et s'il y en a, son influence est à peu près nulle. Les soldats n'en font qu'à leur tête. Ils restent, ils partent, ils reviennent, suivant leur bon plaisir. Le soir, ils vont se coucher.

Par suite de ces allées et venues continuelles, on voit le nombre des citoyens présents varier rapidement, du tiers, de moitié, quelquefois des trois quarts. Personne ne peut compter sur personne. De là, défiance du succès et découragement.

De ce qui se passe ailleurs on ne sait rien et on ne s'embarrasse pas davantage. Les canards circulent, tantôt noirs, tantôt roses. On écoute paisiblement le canon et la fusillade, en buvant sur le comptoir du marchand de vins. Quant à porter secours aux positions assaillies, on en n'a même pas l'idée. " Que chacun défende son poste et tout ira bien ", disent les plus solides. Ce singulier raisonnement tient à ce que la plupart des insurgés se battent dans leur propre quartier, faute capitale qui a des conséquences désastreuses, notamment les dénonciations des voisins, après la défaite.

Car, avec un pareil système, la défaite ne peut manquer. Elle arrive à la fin dans la personne de deux ou trois régiments qui tombent sur la barricade et en écrasent les quelques défenseurs. Toute la bataille n'est que la répétition monotone de cette manoeuvre invariable. Tandis que les insurgés fument leurs pipes derrière les tas de pavés, l'ennemi porte successivement toutes ses forces sur un point, puis sur un second, un troisième, un quatrième, et il extermine ainsi en détail l'insurrection.

Le populaire n'a garde de contrarier cette commode besogne. Chaque groupe attend philosophiquement son tour et ne s'aviserait pas de courir à l'aide du voisin en danger. Non : "Il défend son poste, il ne peut pas abandonner son poste".

Et voilà comme on périt par l'absurde !

Lorsque, grâce à une si lourde faute, la grande révolte parisienne de 48 a été brisée comme verre par le plus pitoyable des gouvernements, quelle catastrophe n'aurait-on pas à redouter si on recommençait la même sottise devant un militarisme farouche, qui a maintenant à son service les récentes conquêtes de la science et de l'art, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les canons rayés, le fusil Chassepot ?

Par exemple, ce qu'il ne faut pas compter comme un des nouveaux avantages de l'ennemi, ce sont les voies stratégiques qui sillonnent maintenant la ville dans tous les sens. On les craint, on a tort. Il n'y a pas à s'en inquiéter. Loin d'avoir créé un danger de plus à l'insurrection, comme on se l'imagine, elles offrent au contraire un mélange d'inconvénients et d'avantages pour les deux partis. Si la troupe y circule avec plus d'aisance, par contre elle y est exposée fort à découvert.

De telles rues sont impraticables sous la fusillade. En outre, les balcons, bastions en miniature, fournissent des feux de flanc que ne comportent point les fenêtres ordinaires. Enfin, ces longues avenues en ligne droite méritent parfaitement le nom de boulevards dont on les a baptisées. Ce sont en effet de véritables boulevards qui constituent des fronts naturels de défense d'une très grande force.

L'arme par excellence dans la guerre des rues, c'est le fusil. Le canon fait plus de bruit que de besogne. L'artillerie ne pourrait agir sérieusement que par l'incendie. Mais une telle atrocité, employée en grand et comme système, tournerait bientôt contre ses auteurs et ferait leur perte.

La grenade, qu'on a pris la mauvaise habitude d'appeler bombe, est un moyen secondaire, sujet d'ailleurs à une foule d'inconvénients ; elle consomme beaucoup de poudre pour peu d'effet, est d'un maniement très dangereux, n'a aucune portée et ne peut agir que des fenêtres. Les pavés font presque autant de mal et ne coûtent pas si cher. Les ouvriers n'ont pas d'argent à perdre.

Pour l'intérieur des maisons, le revolver et l'arme blanche baïonnette, épée, sabre et poignard. Dans un abordage, la pique ou la pertuisane de huit pieds triompherait de la baïonnette.

L'armée n'a sur le peuple que deux grands avantages, le fusil Chassepot et l'organisation. Ce dernier surtout est immense, irrésistible. Heureusement on peut le lui ôter, et dans ce cas, l'ascendant passe du côté de l'insurrection.

Dans les luttes civiles, les soldats, sauf de rares exceptions, ne marchent qu'avec répugnance, par contrainte et par eau-de-vie. Ils voudraient bien être ailleurs et regardent plus volontiers derrière que devant eux. Mais une main de fer les retient esclaves et victimes d'une discipline impitoyable ; sans affection pour le pouvoir, ils n'obéissent qu'à la crainte et sont incapables de la moindre initiative. Un détachement coupé est un détachement perdu. Les chefs ne l'ignorent pas, s'inquiètent avant tout de maintenir les communications entre tous leurs corps. Cette nécessité annule une partie de leur effectif.

Dans les rangs populaires, rien de semblable. Là on se bat pour une idée. Là on ne trouve que des volontaires, et leur mobile est l'enthousiasme, non la peur. Supérieurs à l'adversaire par le

dévouement, ils le sont bien plus encore par l'intelligence. Ils ont sur lui l'avantage moral et même physique, la conviction, la bravoure, la fertilité des ressources, la vivacité de corps et d'esprit, ils ont la tête et le coeur. Nulle troupe au monde n'égale ces hommes d'élite.

Que leur manque-t-il donc pour vaincre ? Il leur manque l'unité et l'ensemble qui fécondent, en les faisant concourir au même but, toutes ces qualités que l'isolement frappe d'impuissance. Il leur manque l'organisation. Sans elle, aucune chance. L'organisation, c'est la victoire, l'éparpillement, c'est la mort.

Juin 48 a mis cette vérité hors de conteste. Que serait-ce donc aujourd'hui ? Avec les vieux procédés, le peuple en masse succomberait, si la troupe voulait tenir, et elle tiendra, tant qu'elle ne verra devant elle que des forces irrégulières, sans direction. Au contraire, l'aspect d'une armée parisienne en bon ordre, manœuvrant selon les règles de la tactique, frappera les soldats de stupeur et fera tomber leur résistance.

Une organisation militaire, surtout quand il faut l'improviser sur le champ de bataille, présente de grandes difficultés pour notre parti. Elle suppose un commandement en chef et, jusqu'à un certain point, la série habituelle des officiers de tous grades. Où prendre ce personnel ? Les bourgeois révolutionnaires et socialistes sont rares, et le peu qu'il y en a ne fait que la guerre de plume. Ces Messieurs s'imaginent bouleverser le monde avec leurs livres et leurs journaux, et depuis seize ans, ils barbouillent du papier à perte de vue sans se dégoûter de leurs déboires. Ils souffrent avec une patience chevaline le mors, la selle, la cravache, et ne lâcheraient pas une ruade. Fi donc ! rendre les coups ? C'est bon pour des goujats. (...)

Les cadres manquent pour former une armée ? Eh bien ! il faut en improviser sur le terrain, pendant l'action. Le peuple de Paris fournira les éléments, anciens soldats, ex-gardes nationaux. Leur rareté obligera de réduire à un minimum le chiffre des officiers et sous-officiers. Il n'importe. Le zèle, l'ardeur, l'intelligence des volontaires compenseront ce déficit.

L'essentiel, c'est de s'organiser à quelque prix que ce soit. Plus de ces soulèvements tumultueux ; à dix mille têtes isolées, agissant au hasard, en désordre, sans nulle pensée d'ensemble, chacun dans son coin et selon sa fantaisie ! Plus de ces barricades à tort et à travers, qui gaspillent le temps, encombrent les rues et entravent la circulation nécessaire à un parti comme à l'autre. Le républicain doit avoir la liberté de ses mouvements aussi bien que les troupes.

Point de courses inutiles, de tohu-bohu, de clameurs ! Les minutes et les pas sont également précieux. Surtout, ne pas se claquemurer dans son quartier ainsi que les insurgés n'ont jamais manqué de le faire, à leur grand dommage. Cette manie, après avoir causé la défaite, a facilité les prescriptions. Il faut s'en guérir sous peine de catastrophe.

Ces préliminaires posés, indiquons le mode d'organisation.

L'unité principale est le bataillon. Il se compose de huit compagnies ou pelotons.

Chaque compagnie compte un lieutenant, quatre sergents, cinquante-six soldats ; en tout soixante et un hommes.

Deux compagnies forment une division commandée par un capitaine. Le bataillon présente par conséquent treize officiers, savoir : un commandant, quatre capitaines, huit lieutenants, plus 32

sergents, 448 soldats et le porte-drapeau, total : 494 hommes. Les tambours sont en sus, si on en trouve. (...)

Esquisse de la marche à suivre dans une prise d'armes à Paris.

Les hommes qui prennent l'initiative du mouvement, ont choisi d'avance un commandant en chef et un certain nombre d'officiers, dont les fonctions commencent avec l'insurrection elle-même.

Manière d'organiser

Aussitôt que des citoyens accourent, à la vue du soulèvement, les faire mettre en bataille sur deux rangs.

Les engager au silence et au calme, leur adresser une brève allocution. Leur annoncer ensuite que tout citoyen marchant sous le drapeau de la République recevra des vivres et cinq francs par jour, en indemnité de salaire, pendant la durée de la lutte.

Inviter tous ceux qui ont servi dans l'armée ou fait partie de la garde nationale à sortir des rangs et à se présenter sur le front de la ligne.

Les classer en officiers, sous-officiers et simples soldats. Mettre en réserve les premiers comme officiers supérieurs, choisir les sous-officiers pour lieutenants, chefs de peloton, les simples soldats pour sergents.

Distribuer aux lieutenants et aux sergents un imprimé qui leur explique l'organisation de l'armée populaire et les diverses mesures à prendre. Les caser à leurs places respectives comme officiers et sous-officiers et encadrer entre eux les soldats de chaque peloton, et former ainsi les compagnies jusqu'à épuisement du personnel présent. (...)

Aussitôt le drapeau déployé, faire prêter aux officiers, sous-officiers et soldats le serment ci-après :

“Je jure de combattre jusqu'à la mort pour la République, d'obéir aux ordres des chefs et de ne pas m'écarter un seul instant du drapeau, ni de jour ni de nuit, avant que la bataille soit terminée.”

Distribuer les armes disponibles aux compagnies et aux bataillons, dans l'ordre chronologique de leur formation; premiers organisés, premiers armés. S'il n'existe que quelques fusils, les donner aux sergents porte-fanions.

Les officiers et sous-officiers feront constamment aux soldats les recommandations suivantes :

“ Ne jamais perdre une seconde - rester en ordre - observer le silence (sauf le cri de Vive la République poussé seulement à un signal donné) - marcher d'un pas rapide. Dans le cas d'un engagement, n'agir que d'après le commandement. Si on a le dessous, se rallier vite et sans tumulte au drapeau et aux fanions. Si on a le dessus, garder les rangs sans bruit, ni cri, prêts à marcher. Exécuter tous les ordres avec rapidité et si on doit s'éloigner du drapeau pour les remplir, le rallier vivement, aussitôt l'ordre accompli ”.

Le cri de Vive la République ne doit être poussé qu'au signal des chefs, parce qu'une marche silencieuse est souvent de la plus impérieuse nécessité.

Qu'on soit en marche ou en halte, organiser aussitôt tous les ouvriers qui se rencontreront sur le passage de la colonne.

S'il y a des cadres en excédent, ils marcheront à la queue de la colonne, dans l'ordre des numéros de leurs compagnies, incorporant en chemin, sans s'arrêter, tous les hommes de bonne volonté trouvés sur la route. (...)

L'organisation de nouveaux bataillons continuera ainsi sans interruption, pendant la durée de la lutte. Toute colonne en marche ralliera les ouvriers rencontrés sur son chemin et les formera en compagnies et en bataillons d'après les procédés ci-dessus.

Aussitôt que le nombre des bataillons dépassera neuf, ils pourront être réunis par régiments et par brigades.

Dès le début de l'insurrection, des citoyens dévoués seront chargés de couper les fils télégraphiques et de détruire les communications du gouvernement avec la province.

Mesures insurrectionnelles.

Aussitôt que la chose sera possible, le commandant en chef établira des commissions d'armement, de vivres et de sûreté publique.

Commission d'armement.

La commission d'armement fera rechercher, soit dans les magasins et fabriques d'arqueuserie, soit chez les particuliers, toutes les armes disponibles, fusils de guerre et de chasse, pistolets, revolvers, sabres et épées, ainsi que les poudres entreposées chez les débitants ou réunies en dépôt, notamment chez les artificiers.

Elle requerra le plomb en existence chez les plombiers ; les moules à balles de tous calibres chez les quincailliers. Fera fabriquer des mandrins par les tourneurs, des mesures à poudre, installera des ateliers où les femmes et les enfants seront employés moyennant salaire à la fonte des balles et à la confection des cartouches.

Elle fera préparer des fanions, des drapeaux et des rubans pour insignes.

Elle requerra chez les fabricants de produits chimiques les matières qui entrent dans les diverses sortes de poudres, notamment l'acide sulfurique et l'acide nitrique anhydres ou concentrés, éléments du fulmicoton. On mettra en réquisition pour ces travaux les élèves en pharmacie.

Commission des vivres.

La commission des vivres requerra chez les boulangers, bouchers et dans les entrepôts de liquide, le pain, la viande, les vins et liqueurs nécessaires à la consommation de l'armée républicaine. Elle mettra en réquisition les traiteurs, restaurateurs et autres établissements de ce genre pour la préparation des vivres.

Il y aura, par chaque bataillon, un commissaire des vivres chargé de veiller à la distribution et de faire connaître à la commission les besoins du bataillon.

Commission de sûreté publique

La commission de sûreté publique a pour mission de déjouer les trames de la police et les manoeuvres des contre-révolutionnaires, de faire imprimer, distribuer et afficher les proclamations ou arrêtés du commandant en chef, de surveiller les télégraphes, les chemins de fer, les établissements impériaux, en un mot, de dissoudre les moyens d'action de l'ennemi, d'organiser et d'assurer ceux de la République.

Les fonds nécessaires pour le service de ces trois commissions et pour le paiement de l'indemnité quotidienne de cinq francs allouée aux citoyens présents sous le drapeau seront prélevés sur les caisses publiques.

On mettra en réquisition chez les camionneurs, voituriers, entrepreneurs de déménagement, établissements d'omnibus, etc., les voitures et les chevaux nécessaires pour le transport des armes, des vivres et des matériaux et outils de toute espèce destinés à la construction des retranchements, sacs de plâtre, auges, truelles, pioches, ciseaux à froid, pics, marteaux, leviers en fer, merlins, etc.

Il sera délivré aux marchands et industriels récépissé régulier des livraisons de marchandises quelconques par eux fournies sur réquisition. Ces fournitures seront soldées par le gouvernement républicain.

Les trois commissions rendront compte de leurs travaux d'heure en heure au commandant en chef et exécuteront ses ordres.

Il sera formé un service spécial pour les ambulances.

Des barricades.

Aucun mouvement militaire ne devant avoir lieu que d'après l'ordre du commandant en chef, il ne sera élevé de barricades que sur les emplacements désignés par lui.

Sous peine d'une prompte débâcle, les barricades ne peuvent plus être aujourd'hui une oeuvre comme en 1830 et 1848, confuse et désordonnée. Elles doivent faire partie d'un plan d'opérations, arrêté d'avance.

Dans ce système, chaque retranchement est occupé par une garnison qu'on n'abandonne point à elle-même, qui reste en communication suivie avec les réserves et en reçoit constamment des renforts proportionnés aux dangers de l'attaque.

Le tohu-bohu et l'éparpillement ne constituaient pas le seul vice des anciennes barricades. Leur construction n'était pas moins défectueuse.

Amas informe de pavés, entremêlés de voitures sur le flanc, de poutres et de planches, ce mauvais barrage n'était pas un obstacle pour l'infanterie qui l'enlevait au pas de course. Quelques gros retranchements peut-être faisaient exception. Encore pas un seul n'était à l'abri de l'escalade. Ils servaient eux-mêmes d'échelle.

Arrêter les troupes, les contraindre à un siège, résister même assez longtemps au canon, telle est la destination d'une barricade.

Il faut donc la construire d'après ces données, pour qu'elle atteigne son triple but. Jusqu'ici, elle n'y a pas satisfait le moins du monde.

Dans l'état actuel de Paris, malgré l'invasion du macadam, le pavé reste toujours le véritable élément de la fortification passagère, à condition toutefois d'en faire un usage plus sérieux que par le passé. C'est une affaire de bon sens et de calcul.

L'ancien pavé, qui tapisse encore la majeure partie de la voie publique, est un cube de 25 centimètres de côté. On peut, dès lors, supputer par avance le nombre de ces blocs qui sera mis en oeuvre pour bâtir un mur, dont les trois dimensions, longueur, largeur et hauteur sont déterminées.

Barricade régulière.

La barricade complète consiste dans un rempart et sa contre-garde ou couvre-face.

Le rempart est en pavés maçonné au plâtre, large d'un mètre, haut de trois, encastré par des extrémités dans les murs de façade des maisons.

La contre-garde, placée à six mètres en avant du rempart, se compose de deux parties attenant l'une à l'autre, savoir : un mur interne de mêmes dimensions et construction que le rempart, et un glacis en pavés secs amoncelés s'étendant sur une longueur de quatre mètres jusqu'à l'entrée de la rue.

Un mètre cube contient 64 pavés de 25 centimètres de côté. Le rempart ainsi que le mur interne de la contre-garde ont toujours deux facteurs fixes : la hauteur, trois mètres, la largeur ou épaisseur, un mètre. La longueur seule varie. Elle dépend de la largeur de la rue. (...)

Le détachement chargé de construire et d'occuper la barricade doit se rendre sur le terrain avec une voiture de sacs de plâtre, plus des brouettes, des voitures à bras, des leviers, des pics, des pelles, des pioches, des marteaux, des ciseaux à froid, des truelles, des seaux, des auges. Les réquisitions de tous ces objets seront faites chez les marchands respectifs dont les adresses se trouvent dans l'almanach du commerce. On choisira les plus voisins du point de départ.

Une fois sur le terrain, le chef du poste fait commencer le rempart à 15 mètres environ du débouché de la rue, et au lieu de trois mètres de hauteur, ne lui en donne que la moitié.

Ce mur de quatre pieds et demi a précisément la hauteur normale pour le tir d'un fantassin debout. On peut l'escalader sans doute, mais l'opération n'est pas commode. C'est déjà un obstacle respectable. Or, ce massif n'a que 18 mètres cubes ou 1.152 pavés, qui représentent 24 rangées ou six mètres de longueur à dépaver. Cela peut se faire assez rapidement.

On achève ensuite le rempart jusqu'à trois mètres à mi-hauteur, c'est-à-dire à un mètre et demi, on laisse, de distance en distance, des trous destinés à recevoir des solives. sur lesquelles on posera des planches formant banquette pour le tir.

Le dessus du mur interne de la contre-garde doit être plan, sans inclinaison ni en dedans, ni en dehors afin de ne pas donner prise au boulet qui écrêterait la partie la plus haute amincie.

Le dessus du rempart, peut être incliné légèrement, afin de ménager au tir une certaine plongée. Il sera crépi et lissé à la truelle, ainsi que la paroi faisant face à la contre-garde.

Les trous pratiqués à mi-hauteur pour l'échafaudage de construction, tant au mur de la contre-garde qu'au rempart, seront bouchés avec soin. Les parois du rempart et de la contre-garde qui se font face devront être lissées à la truelle, et n'offrir aucune aspérité favorisant l'escalade.

Les rangées de pavés de chaque assise de deux murs seront posées en échiquier, ainsi que les assises elles-mêmes, par rapport l'une à l'autre.

Si le rempart dépassait en hauteur le mur de la contre-garde, les boulets démoliraient la partie saillante. Dans le cas cependant où du rempart on voudrait tirer au loin sur l'ennemi, il suffirait d'y placer des sacs à plâtre remplis de terre. Les combattants se hausseraient eux-mêmes au moyen de pavés.

Du reste, le retranchement est plutôt une barrière qu'un champ d'action. C'est aux fenêtres que se trouve le véritable poste de combat. De là, des centaines de tirailleurs peuvent diriger dans tous les sens un feu meurtrier.

L'officier, chargé de défendre le débouché d'une rue, fait occuper, en arrivant, les maisons des deux angles par le tiers de son monde, les hommes les mieux armés, détache en avant quelques vedettes pour éclairer les rues voisines et prévenir une surprise, et commence les travaux du retranchement avec les précautions et dans l'ordre indiqués plus haut.

Si une attaque survient avant l'achèvement du mur simple, d'un mètre et demi de haut, l'officier se retire avec tout son monde dans les maisons des deux angles, après avoir mis en sûreté dans une cour intérieure, voitures, chevaux, matériel de toute espèce. Il se défend par les feux des fenêtres et les pavés lancés des étages supérieurs. Les petits pavés rectangulaires des grandes voies macadamisées sont excellents pour cet usage.

L'attaque repoussée, il reprend et presse sans relâche la construction de la barricade en dépit des interruptions. Au besoin, des renforts arrivent.

Cette besogne enfin terminée, on se met en communication avec les deux barricades latérales, en perçant les gros murs qui séparent les maisons situées sur le front de défense. La même opération s'exécute simultanément, dans les maisons des deux côtés de la rue barricadée jusqu'à son extrémité, puis en retour à droite et à gauche, le long de la rue parallèle au front de défense en arrière.

Les ouvertures sont pratiquées au premier et au dernier étage, afin d'avoir deux routes ; le travail se poursuit à la fois dans quatre directions.

Tous les îlots ou pâtés de maisons appartenant aux rues barricadées doivent être percés dans leur pourtour, de manière que les combattants puissent entrer et sortir par la rue parallèle de derrière, hors de la vue et de la portée de l'ennemi.

Dans ce travail, la garnison de chaque barricade doit se rencontrer à mi-chemin, tant sur le front de défense que dans la rue de derrière avec les deux garnisons des deux barricades voisines, de droite et de gauche. (...)

Lorsque sur le front de défense une maison est plus particulièrement menacée, on démolit l'escalier du rez-de-chaussée et l'on pratique des ouvertures dans les planchers des diverses chambres du

premier étage, afin de tirer sur les soldats qui envahiraient le rez-de-chaussée pour y attacher des pétards. L'eau bouillante jouerait aussi un rôle utile dans cette circonstance.

Si l'attaque embrasse une grande étendue de front, on coupe les escaliers et on perce les planchers dans toutes les maisons exposées. En règle générale, lorsque le temps et les autres travaux de défense plus urgents le permettent, il faut détruire l'escalier du rez-de-chaussée dans toutes les maisons de l'îlot, sauf une, à l'endroit de la rue derrière le moins exposé.

La troupe enlève toujours assez facilement les barricades, à cause du petit nombre de leurs défenseurs, de l'isolement où on les abandonne, et du défaut de confiance mutuelle dû à l'absence d'organisation et de commandement. Les choses prendraient une toute autre face, avec une direction énergique et l'envoi successif de puissants renforts.

Jusqu'ici dans les luttes parisiennes, les insurgés sont toujours demeurés inactifs derrière leurs semblants de barricades, oisiveté fatale chez des combattants très mal armés, sans artillerie, presque sans munitions. La bravoure seule ne suffit pas à compenser tous les désavantages matériels.

Les ouvriers parisiens semblent ignorer leur principale force, la supériorité de l'intelligence et de l'adresse. Inépuisables en ressources, ingénieux, tenaces, initiés à toutes les puissances de l'industrie, il leur serait facile d'improviser en peu d'heures tout un matériel de guerre. Charpentiers, menuisiers, mécaniciens, serruriers, fondeurs, tourneurs, maçons, etc., ils peuvent suffire à tout et opposer à l'ennemi cent sapeurs du génie pour un. (...)

Tout chef de barricade fera prendre chez les marchands les plus proches les matériaux ou engins utiles à la défense, il mettra en réquisition les industriels, tels que tourneurs, menuisiers, serruriers, etc., pour le confectionnement des objets que les soldats de la garnison ne seraient pas en mesure de fabriquer eux-mêmes. Il délivrera en échange des récépissés réguliers, valant facture.

Les commandants de barricade ne retiendront pas auprès d'eux les recrues qui viendraient les rejoindre. Ils les adresseront à leur supérieur immédiat, les lieutenants au capitaine, les capitaines au chef de bataillon, afin que ces hommes soient dirigés sur la réserve où s'opère l'organisation des nouveaux corps.

Cette règle est dictée par des motifs impérieux: 1° l'indemnité ne peut être allouée aux volontaires que sur constatation officielle de leur présence sous le drapeau avec date précise ; 2° le commandant en chef doit toujours connaître le chiffre exact des forces de chaque retranchement ; 3° le bon ordre exige que l'effectif des compagnies et des bataillons demeure à peu près uniforme.

Les commandants de barricades adresseront des rapports fréquents à leurs supérieurs qui les feront tenir au quartier général.

DÉFENSE DES BARRICADES.

En supposant que l'armée tienne pied et s'acharne à la lutte, il est aisé de pressentir sa méthode d'attaque contre les positions républicaines.

D'abord, des détachements plus ou moins nombreux tirant aux fenêtres pendant leur marche s'avanceront pour enlever une barricade. S'ils sont repoussés, et peut-être même sans avoir couru cette chance, ils perceront les maisons des îlots qui font face aux insurgés, et arriveront ainsi par l'intérieur sur le front de défense.

Les deux parties n'étant plus alors séparées que par la largeur de la rue, les soldats dirigeront un feu violent sur les fenêtres en face, pour chasser les défenseurs. Il faut s'attendre aussi que la troupe, en cas de résistance un peu longue, amènera du canon à travers l'îlot qu'elle occupe.

Elle le mettra en batterie sous une porte cochère, vis-à-vis de l'une des maisons du front de défense, puis, ouvrant soudainement la porte, canonnera les murs à bout portant, pour jeter bas l'édifice. Il ne tombera pas aux premiers coups, il faut un certain temps.

Dès que le canon sera démasqué, les Républicains tireront sur les artilleurs par les ouvertures du rez-de-chaussée, soupiraux, portes et balcons, ayant vue sur l'allée de la porte cochère. On percera rapidement des meurtrières vis-à-vis, afin de multiplier les feux.

Règle générale: il est inutile de riposter aux soldats qui fusillent des fenêtres. C'est perdre sa poudre. L'ennemi en a de reste. Elle est rare chez les insurgés. Il est donc indispensable de la ménager. On se garantira des balles au moyen des volets doublés de tôle qui garnissent les fenêtres et balcons.

La garnison, dédaignant le feu des croisées, surveillera la rue pour empêcher l'ennemi de la traverser. Dès qu'il tentera le passage, il faut le fusiller à outrance, l'accabler de pierres et de pavés du haut des maisons. En même temps, on se tiendra prêt à le fusiller, à l'arroser à l'eau bouillante par le plancher du premier étage, s'il pénétrait dans le rez-de-chaussée malgré le barricadement des portes et des fenêtres. Durant le combat, veiller avec soin à ce qu'il ne puisse attacher des pétards. Ne pas ménager les pavés, les bouteilles pleines d'eau, même les meubles à défaut d'autres projectiles. Oter les volets en tôle des hauts étages, pour lancer les pierres, en évitant les balles d'en face.

Quant au retranchement, il ne sera pas facile d'en avoir raison. Le boulet ne pourrait atteindre le rempart que par le tir à ricochet, et le faible intervalle de six mètres qui le sépare de la contre-garde rendrait ce tir inefficace.

L'obus sera également impuissant. Il viendra faire explosion en avant ou en arrière ou dans l'intervalle des deux ouvrages et ses éclats écorcheront le plâtre des murailles, rien de plus. Car il ne trouvera là personne. La barricade sera défendue par les fenêtres.

L'assaut serait très meurtrier pour les assaillants. Il faudrait essayer la fusillade jusqu'au pied du glacis, et à partir de ce point, braver un péril plus redoutable encore, il ne serait possible de descendre du mur interne, puis de franchir le rempart qu'avec des échelles de huit pieds, bagage incommode, et sous une grêle de pavés et de balles.

Si, en construisant la barricade, on a pu enfermer une ou deux porte-cochères, dans l'intervalle de six mètres, entre le rempart et sa contre-garde, des pelotons de faucheurs massés derrière les battants de la porte qui s'ouvrira tout à coup se jetteront sur les soldats qui seraient descendus de la contre-garde et les mettront en pièces dans cette souricière, car leurs baïonnettes ne seront pas de longueur contre leurs pertuisanes.

S'il n'existe point de porte-cochère, les faucheurs se masseront au rez-de-chaussée afin de s'élancer par les portes d'allées ainsi que par les fenêtres basses. Au préalable, le commandant aura fait cesser la pluie de balles et de pavés, ce que la troupe pourra prendre pour un signe de défaite, méprise qui lui deviendrait fatale.

Si l'ennemi est rebuté par la longue résistance d'une ou de plusieurs barricades, il recourra peut-être à l'incendie des maisons par les obus. Éteindre le feu sera difficile. Si on n'y réussit pas, la retraite deviendra inévitable. Il faudra se replier de maison en maison sur une deuxième ligne de défense. Les troupes ne joueraient pas longtemps ce jeu-là. On ne fera pas de Paris une seconde Saragosse.

La lutte des barricades fournira au commandant en chef l'occasion de prendre à son tour l'offensive et de jeter des colonnes d'attaque sur les flancs et les derrières des assaillants.

Les blessés seront évacués sur les ambulances, désignées aux chefs de corps ; les morts seront transportés aux hôpitaux.

DES MINES.

Les troupes pourraient avoir recours à la mine pour forcer un front de défense trop tenace. C'est un moyen puissant mais assez peu probable. L'ennemi n'en n'usera certainement pas au début. Ce moyen est long et dénote d'ailleurs une certaine timidité, qui ébranlerait l'esprit du soldat en lui montrant l'insurrection très redoutable.

Cependant, il se peut que la nécessité fasse passer par dessus cet inconvénient. Dans ce cas, le système d'égouts prend une grande importance. Dans toutes les rues où il s'en trouve, ils deviendraient le point de départ des galeries de mine.

L'ennemi a le plan détaillé des égouts de Paris. Ils sont de plusieurs dimensions. La carte des plus grands, dits égouts collecteurs, est connue de tout le monde. On la trouve dans le second volume de Paris-Guide. Mais ceux-là ne forment que le très petit nombre. La masse des canaux moyens et des rigoles demeure inconnue. Il serait utile de s'en enquérir auprès des ouvriers égoutiers.

Pendant le combat, il sera indispensable de faire reconnaître ces voies souterraines par de nombreux détachements, auxquels on tracera un itinéraire. Ils seront munis d'échelles pour remonter à volonté par tous les regards.

On barricadera les embranchements qui aboutissent aux collecteurs eux-mêmes, d'après un plan réglé sur celui des opérations à ciel ouvert.

Toute rue servant de front de défense peut être traversée par une galerie de mine, il faudra donc s'assurer si elle recouvre un égout, et dans ce cas, occuper l'égout par des barricades, lorsque le front de défense sera attaqué avec vigueur par l'ennemi. (...)

Des sentinelles devront coller l'oreille au mur de la cave bordant la rue, afin d'écouter le bruit des mineurs. La garnison, prévenue, les attendrait à l'issue pour leur faire un mauvais parti.

Somme toute, la guerre de mine est peu probable ; celle d'égout l'est davantage.

DES HABITANTS DES MAISONS OCCUPÉES.

Les habitants des maisons occupées par les Républicains seront invités dans leur propre intérêt à se retirer avec leur numéraire, leurs valeurs quelconques et leur argenterie, après avoir fermé tous les meubles. On leur rappellera, d'après l'exemple du 2 décembre, que les soldats de Bonaparte, en pénétrant dans toute maison d'où il est parti un coup de feu, égorgent sans distinction hommes et femmes, vieillards au lit, enfants à la mamelle.

Si les vieillards, les femmes et les enfants se retirent, les hommes devront les suivre. On ne les laissera pas demeurer au logis.

Lorsqu'on aura percé les murs de toutes les maisons d'un flot, on pourra faire retirer les familles qui habitent le front de défense, dans la partie de derrière de l'îlot.

Dans le cas où, par suite des communications interceptées, les vivres viendraient à leur manquer, les Républicains leur en donneront, en prévenant du fait les commissaires de bataillons pour qu'ils approvisionnent en conséquence.

Il faut encore le répéter : la condition sine qua non de la victoire, c'est l'organisation, l'ensemble, l'ordre et la discipline. Il est douteux que les troupes résistent longtemps à une insurrection organisée et agissant avec tout l'appareil d'une force gouvernementale. L'hésitation les gagnera, puis le trouble, puis le découragement, enfin la débâcle.